

SIDÉRURGIE : DES OUVRIERS A LA RUE
DES PROFITS POUR LES PATRONS dossier
p. 11 à 16

lutte
ouvrière

RHODESIE:
**Les raisons
de
l'impasse**
p.5

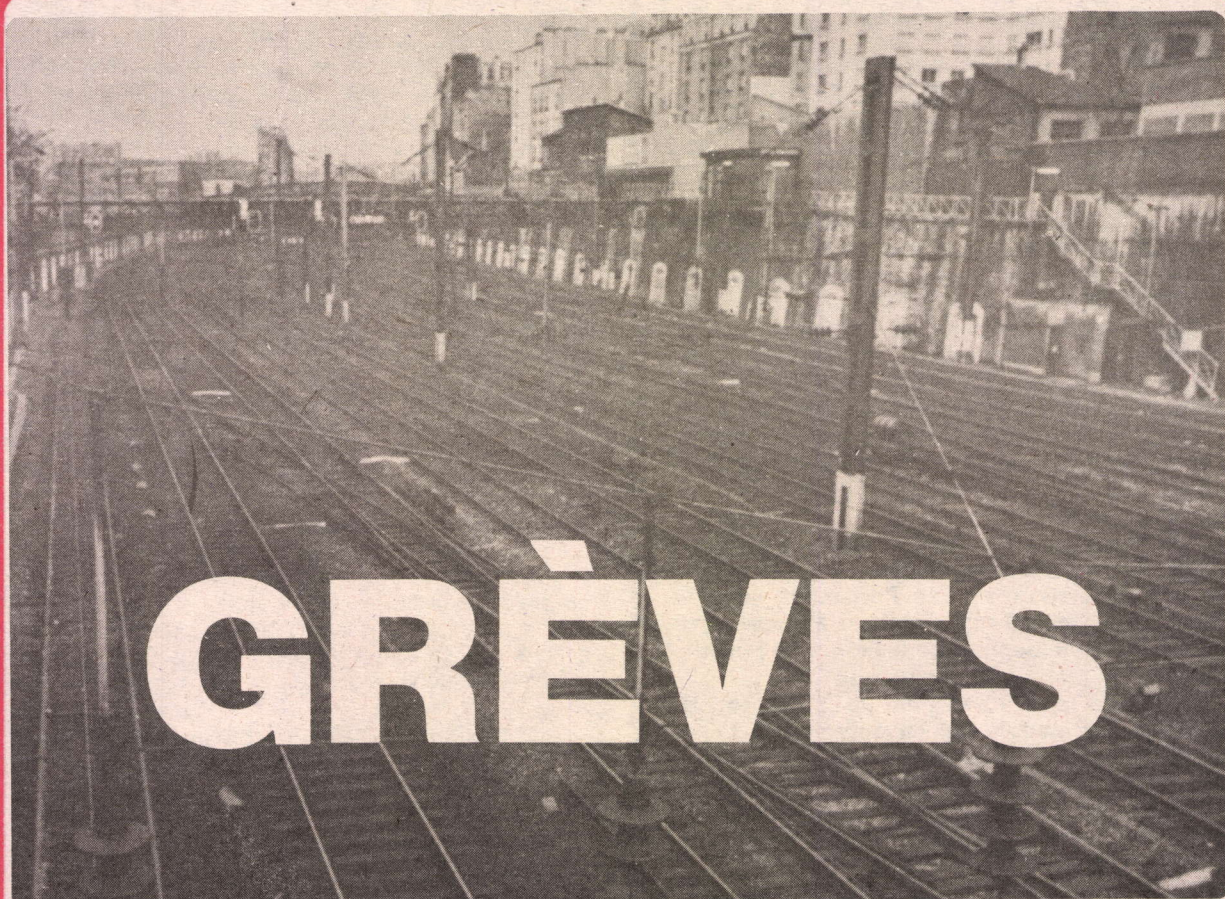
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 439 - 29 janvier 1977 - prix : 3 F

ESPAGNE quand la gauche fait allégeance à Juan Carlos

MAJORITÉ :
PARIS-
CANAILLE

p.24

Pays de l'Est
la
contestation
s'étend p.7



GRÈVES

**LES TRAVAILLEURS REPONDENT
PRESENTS, MAIS LES SYNDICATS
EPARPILLEMENT LE MOUVEMENT** p.3

sommaire

DANS LE MONDE

Page 4 :

- L'Egypte après les révoltes de la faim.
- Ile Maurice : la « voie légale » ou les illusions dangereuses.

Page 5 :

- Rhodésie : impasse de la diplomatie.
- Maroc : le procès contre l'opposition.
- Inde : la feuille de vigne de la dictature.

Page 6 :

- Italie.
- Vers la suppression officielle de l'asile politique.

Page 7 :

- Europe de l'Est : la contestation s'étend.
- Mondale en Europe.
- Giscard en Arabie Saoudite.

EN FRANCE

Page 8 :

- Il vole peu, mais il nous vole beaucoup.
- Non à la peine de mort !

Page 9 :

- Quand Marchais couve d'un œil jaloux le volage Mitterrand.
- Le CERES prêt à rentrer dans les rangs.

Page 10 :

- Les révolutionnaires dans les municipales.

Page 17 :

- Saipétrière : le personnel s'adresse au public.

Pages 18 et 19 :

- Les patrons licencient : SNIAS, SO NO MEC, Alstom-Belfort, Monin Ordures, Rhône-Poulenc.
- La SNCF tue !
- RNUR-Billancourt : 5 jours de grève en Tôlerie.

Page 20 :

- Dans les entreprises : RNUR Dépt. 74, Câbles de Lyon, CGCT, Tri postal Créteil, Polymécanique.

DOSSIER

Pages 11 à 16 :

- LA SIDERURGIE EN CRISE
- Des travailleurs à la rue, des profits aux patrons.
- Les trusts ont les moyens de ne pas faire les frais de la crise.
- La crise en Lorraine.
- La sécurité : un problème crucial pour les travailleurs de l'acier.
- Face à la crise : quelles solutions ?

DIVERS

Page 21 :

- Livres : L'affaire du Chemin des Dames de H. Castex; Mourir au Pays basque de J. Kaufman; Le vieil homme et l'officier de M. Eliade; Lumière de soufre de G. Arnaud; Le mal français de A. Peyrefitte.

Page 22 :

- Aux Dossiers de l'écran Le problème viticole en France : un débat esquivé.

Page 23 :

- Films : France, mère-patrie; Sunday too far away; L'apprenti salaud; Todo modo; Le gang.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs détruiront l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression :

SIM, 12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

COURRIER DES LECTEURS

A propos de notre dossier "psychiatrie"

La publication dans le numéro de Lutte Ouvrière du 18 décembre d'un dossier « hôpital psychiatrique » nous a valu un courrier abondant et long.

Il ne nous est pas possible de publier des extraits de tout. Nous ne publierons que trois extraits sans d'ailleurs pouvoir répondre à tout ce qu'ils contiennent.

Ces extraits illustrent un même problème, et c'est à celui-ci que nous consacrons la réponse commune qui les suit.

UNE DECEPTION CERTAINE

Le dossier psychiatrique de LO du 18-12-76 est pour moi une déception certaine.

D'abord les « dits malades » n'ont droit qu'à 1/18^e du temps de parole seulement. Et ceux que l'on « fait parler » sont bien sages. (...)

Ce dossier dans son ensemble minimise affreusement les dangers physiques, structurels et sociaux de la psychiatrie. En faisant une place de choix aux larmes des progressistes sur la pitié financière et soignante de l'incarcération, il devient dangereux. En passant sous silence les horreurs systématiques imposées aux psychiatisés par les médecins et la police, en France (regardez chez vous, bandes d'abrutis), il est complice de tous les pouvoirs (en l'espèce, dictatoriaux) passés et présents, et les prisons idéales d'avenir que sont les multiples et différentes cellules psychiatriques.

La seule idée qui aurait fait un lien possible avec LO, c'est que la « folie » est subversive pour les structures actuelles. Mais serait-elle acceptable si LO était les structures ?

L.E. (Toulouse)

L'INDIGNATION

J'ai préféré ne pas vous écrire immédiatement afin de refréner mon indignation devant un article aussi fade, qui sonne le creux, sans substance, injurieux, calomnieux et théorisant sur le mépris de la personne humaine, si imprécis qu'il n'est même pas signé. Peut-être avez-vous l'excuse de n'avoir aucun journaliste sérieux, digne de ce nom, que vous vous trouvez devant l'impasse d'accepter d'imprimer vraiment n'importe quoi. (...)

Certains médicaments très dangereux et avec des effets secondaires souvent irréversibles sont expérimentés sur les malades dans les hôpitaux psychiatriques avant d'être lancés dans le commerce si le nombre des morts est acceptable. Peut-être aimeriez-vous voir revenir la race des « médecins maudits » engendrés par le néo-socialisme et orgueil d'une race qui voulait croire qu'elle était supérieure. (...)

A la lumière de ce qui précède, j'aimerais savoir, simple curiosité de ma part, si à l'impression de votre journal une erreur ne s'est pas glissée dans le titre et s'il ne faut pas lire en réalité : « LUTTE ANTI-OUVRIERE » ?

N.F. (Bagneux)

EVITER L'ALMALGAME

Tout d'abord, il faut éviter l'amalgame de la dénonciation de l'invivable univers psychiatrique avec les intérêts des infirmiers, car il y a autant de distance entre ces deux sujets que celui de la dénonciation de l'invivable univers carcéral et les intérêts syndicaux des matons, ou encore entre la dénonciation du meurtre organisé qu'est la fabrication des armes de guerre et les intérêts des travailleurs collaborant à l'usine Thomson.

Au lieu de vous livrer à une analyse aussi classique que celle de l'individu séparé d'un milieu environnant protecteur et, vu sa « solitude » et son « échec », ayant craqué, comme on dit, façon commode de rendre à un niveau très superficiel la société responsable, vous pourriez peut-être vous interroger sur la réalité même de ce « craquement », sur la frontière qui sépare « raison » de « folie » et vous demander si, au sens le plus étymologique du terme, ce n'est pas le fou qui a raison ? (...)

La maladie mentale n'a pas des causes « physiologiques ». (...) L'origine en est avant tout sociale et culturelle, donc politique. Aller nuancer, chercher, atténuer, dire « d'une part... » et « de l'autre... », c'est contribuer à maintenir le système et l'oppression — la répression — des « fous ».

La psychiatrie n'a pas « du mal à se constituer en tant que science » ; elle n'en est pas une, et ne le sera jamais.

Je cite encore, à propos de l'ergothérapie (...) : « Dans une société où l'on ne travaillerait plus pour le profit de quelques-uns mais dans l'intérêt de tous, le travail permettrait au malade... la guérison ». Non. Dans cette société-là, IL N'Y AURAIT PLUS DE MALADES.

Recevez, rédacteurs de Lutte Ouvrière, mes sentiments sincères.

Françoise d'Eaubonne.

Le ton de ces trois lettres est certes bien différent. L'auteur de la seconde s'est en particulier manifestement laissé emporter par la passion. Mais elles illustrent toutes les trois un même problème, celui que pose Françoise d'Eaubonne lorsqu'elle écrit : « L'origine (de la maladie mentale) est avant tout sociale et culturelle, donc politique. Aller nuancer, chercher, atténuer, dire « d'une part... » et « de l'autre... », c'est contribuer à maintenir le système et l'oppression — la répression ! — des « fous ».

Tout ce qui nous distingue des tenants de « l'antipsychiatrie » en particulier, et plus généralement de l'attitude des différents courants gauchistes dans leur manière d'aborder ce problème, comme bien d'autres, est effectivement là. Car nous ne pensons pas, pour notre part, que « nuancer » et « chercher » soit chose inutile, et encore moins nuisible.

Il peut certes paraître plus facile à certains d'affirmer péremptoirement, comme le fait F. d'Eaubonne, que « dans une société où l'on ne travaillerait plus pour le profit de quelques-uns. (...) IL N'Y AURAIT PLUS DE MALADES ». Mais c'est une énormité. Car si l'on ne peut pas dire aujourd'hui si toutes les maladies mentales ont un support organique, physiologique, il y en a au moins un certain nombre pour lequel c'est évident. Pour prendre un exemple banal, le tréponème syphilitique, responsable de la démente paralytique, n'est pas une invention pure et simple du capitalisme (bien que les conditions sociales créées par le capitalisme jouent évidemment un rôle dans la propagation de la syphilis). Et si les choses se présenteront sans doute différemment dans une société socialiste... ce ne sera pas en tout cas en jetant l'anathème sur les antibiotiques !

Affirmer tout crûment que la société socialiste sera une société sans malades mentaux, et pour quoi pas sans avalanches, sans orages, sans accidents et sans infarctus du myocarde, ce n'est pas sérieux. La propagande socialiste ne gagne rien à se rabaisser à des sermons de curé promettant la félicité éternelle. Et ceux qui se refusent ainsi à « nuancer », ne seulement ne convainquent pas, parce que tout ce qui est exagéré est insignifiant, mais prouvent simplement leur manque de sérieux, et finalement le mépris dans lequel ils tiennent les masses.

De plus, ce genre de démagogie ne peut être qu'un appel à d'autres démagogues. Et il ne faut pas s'étonner ensuite si le simple fait de s'interroger sur les causes des maladies mentales amène certains à nous traiter d'agent du capital. Car l'obscurantisme gauchiste, ça existe, malheureusement.

Et la meilleure preuve que tout cela n'est pas sérieux, c'est que ceux qui ne voient dans la psychiatrie que répression policière, et dans les maladies psychiatriques que conséquences du capitalisme, devraient plus que d'autres militer d'abord et avant tout sur le terrain de la lutte pour la révolution socialiste, seule solution, disent-ils eux-mêmes, aux problèmes qu'ils soulèvent... et non sur le terrain sans issue de la lutte antipsychiatrique.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1)

Ci-joint la somme totale de : francs

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : prix 90 F
pour une période de six mois : prix 50 F

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

LUTTE DE CLASSE

pour une période de un an : prix 50 F
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE

pour une période de un an : prix 10 F
(mensuel destiné aux élèves du Technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Joindre par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à LUTTE OUVRIERE, BP 233 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

Espagne :

Quand la gauche fait allégeance à Juan Carlos

Il a suffi de quelques heures pour que toute l'opposition de gauche espagnole se jette, ouvertement, et sans la moindre pudeur, dans les bras du roi Juan Carlos.

Aux actes de violence de l'extrême-droite, à l'assassinat de deux manifestants en pleine rue et au massacre de sept avocats communistes par un commando fasciste, la gauche a répondu. Elle a répondu, par l'intermédiaire de l'opposition politique, PC compris, en signant en commun avec les représentants du gouvernement, un appel au calme. Elle a répondu, par l'intermédiaire de la Coordination des organisations syndicales, en assurant au gouvernement royal « l'appui de tous les travailleurs ».

Et on a assisté au spectacle honteux d'un Santiago Carillo, chef du Parti Communiste, faisant acte d'allégeance au roi. Et on a vu les partis de gauche et les syndicats se donner la main pour empêcher que les travailleurs laissent exploser leur colère devant la violence fasciste.

L'ensemble de l'opposition de gauche s'est mis à agiter la menace d'un retour au fascisme pour reconnaître pour sauveur suprême ce monarque couvé par Franco auquel il prétendait s'opposer.

Oh, sans doute, la gauche n'est-elle pas maîtresse de l'évolution engagée en Espagne, voulue et conduite d'en haut par Juan Carlos. Il n'est sans doute pas en son pouvoir de bouleverser dans l'immédiat, dans un sens favorable aux travailleurs, le savant jeu d'équilibre échafaudé par le monarque. Mais il était en son pouvoir et de son devoir de s'abs-

tenir d'apporter au roi et à sa politique au service de la bourgeoisie la caution de la classe ouvrière.

Car les mesures dites « anti-terroristes » prises par le gouvernement, interdisant notamment toute manifestation quelle qu'elle soit, autorisant les perquisitions et les arrestations sans mandat, l'ont été avec la caution de la gauche.

La politique de la gauche espagnole est criminelle au-delà toute mesure. Elle aliène ouvertement, officiellement la classe ouvrière. Elle tente de lui ôter toute conscience de la nécessité de se préparer elle-même, politiquement et organisationnellement, pour se défendre contre les menaces que font peser sur elle les bandes armées du Capital.

Oui, la classe ouvrière espagnole est menacée. Elle l'est, infiniment plus que par les commandos d'extrême-droite, par l'armée elle-même. Elle l'est par la couardise politique de ses chefs « socialistes » ou « communistes », qui viennent de démontrer là qu'ils utilisent leur crédit dans la classe ouvrière pour le compte de Juan Carlos.

La menace qui pèse sur la classe ouvrière espagnole n'est pas nécessairement immédiate. La crise actuelle est grave surtout aux yeux des dirigeants apeurés. Mais il est indispensable pour la classe ouvrière de se donner d'autres organisations, d'autres dirigeants, si elle ne veut pas voir, quelque quatre décennies après 1936, les mêmes illusions conduire à la même tragique défaite.

Arlette LAGUILLER

Grèves :

les travailleurs répondent présent, mais les syndicats éparpillent le mouvement

Du 26 janvier au 1^{er} février, c'est l'ensemble du secteur public et nationalisé qui aura été mobilisé dans ce que les dirigeants syndicaux considèrent comme un vaste mouvement de grève.

Vaste, il l'aura été en effet, au moins par le nombre important de travailleurs qui auront été concernés. Mais il l'aura été également par la participation des travailleurs du secteur public. La manifestation du 27 janvier à Paris a été un succès.

Ce mouvement prouvera une fois de plus, comme ce fut le cas le 7 octobre dernier, que les travailleurs sont mécontents et que, lorsque les syndicats font appel à eux, ils répondent massivement.

Les travailleurs répondent « pré-

sent », mais les organisations syndicales n'offrent aucun programme, aucun plan de lutte, aucune perspective.

Car enfin, ce n'est tout de même pas par des luttes volontaires morcelées, divisées, étalées, que les organisations syndicales espèrent faire reculer le patronat et le gouvernement.

C'est pourtant le morcellement qui est la seule stratégie des dirigeants syndicaux. Ils l'ont encore montré en échelonnant les grèves des différents secteurs de telle façon qu'elles ne puissent, par leur coïncidence, donner trop d'espoir à la classe ouvrière, pour ne pas l'encourager à continuer sur ce terrain. Ils l'ont également montré en n'organisant le mouvement que dans le

secteur public, en ne faisant rien qui puisse permettre une lutte d'ensemble avec les travailleurs du secteur privé, qui ont pourtant les mêmes problèmes.

Et que l'on ne vienne pas nous dire que c'est parce que les travailleurs ne sont pas prêts à un mouvement d'ensemble et qu'il faut les y préparer par des grèves tournantes ! Les dirigeants syndicaux, par leurs déclarations, montrent clairement qu'il n'est pas question pour eux d'aller plus loin. Ni pour Maire, qui annonçait ouvertement la couleur avant le mouvement en déclarant que ce n'était pas le moment de parler de grève générale ou de grève illimitée, ni pour Séguy, qui ne veut pas troubler les échéances électorales et se déclare prêt à accepter un

compromis sur les salaires « correspondant aux possibilités économiques du pays ».

La seule perspective, la seule ambition des directions syndicales, c'est encore une fois d'entretenir l'attentisme par quelques coups destinés à faire plus de bruit que de mal au gouvernement et aux patrons, qu'ils nous proposeront de faire reculer ou d'abattre avec des bulletins de vote.

Et si les travailleurs veulent la satisfaction réelle à leurs revendications, s'ils ne veulent pas répéter des grèves pour rien dans le désordre, les uns après les autres, s'ils veulent d'un véritable mouvement d'ensemble, il faut qu'ils l'imposent aux organisations syndicales.

Louis GUILBERT

L'Égypte après les révoltes de la faim

Les manifestations ouvrières des 18 et 19 janvier au Caire et dans les autres grandes villes égyptiennes se sont terminées par une répression brutale, faisant 79 morts et plusieurs centaines de blessés. Le couvre-feu est levé à présent mais, sur les 2.000 personnes qui ont été arrêtées, plus de la moitié demeurent dans les prisons de Sadate.

Prudent, celui-ci a préféré reculer dès le lendemain des manifestations, revenant sur les fortes augmentations de prix (jusqu'à 50%) qui en étaient à l'origine immédiate. Le Raïs a même annoncé peu après le 23 janvier, qu'une série de mesures allaient être prises dans les domaines économique, social et fiscal.

Le gouvernement égyptien a reculé sans doute, mais il lui faut maintenant trouver un responsable pour

expliquer des événements d'une telle ampleur. Car il lui est difficile d'avouer que ce sont la faim et la misère qui ont poussé la population égyptienne à descendre dans la rue et que la seule perspective d'une augmentation du prix du pain signifie, pour des millions d'Égyptiens, purement et simplement mourir de faim.

Alors, quoi de plus simple que de crier à la subversion, d'entreprendre une campagne anti-communiste et de jeter en prison, quand ils n'y sont pas déjà, tous ceux qu'il suspecte de marxisme,

et en particulier les militants du Parti Communiste Égyptien...

Et pourtant, ni le PC ni la gauche en général ne sont pour quoi que ce soit dans la révolte. Ils tiennent d'ailleurs à le prouver, en signalant que certaines de leurs permanences ont été saccagées par les manifestants.

Car s'il y a des responsables à ces événements, ce n'est sans aucun doute pas le Parti Communiste Égyptien. Ce parti, que l'obligation de servir à la fois Mos-

cou et la dictature nationaliste égyptienne a rompu depuis longtemps à toutes les servilités, à tous les tournants, à toutes les lâchetés, que ses dirigeants soient en prison ou en liberté.

Aujourd'hui la dictature de Sadate découvre et arrête chaque jour de nouveaux « coupables » communistes, et l'on ne peut qu'être solidaire de ces militants victimes d'une répression aveugle.

Mais c'est toute la politique du parti stalinien égyptien qui en fait un bouc

émissaire tout désigné, une victime « sans défense » de la dictature. Car si le Parti Communiste ne bénéficie pas du moindre soutien des masses populaires, dont il n'a jamais défendu les intérêts, il subit malgré tout la défiance quasi organique d'un régime nationaliste devant lequel il s'est toujours aplati.

Aujourd'hui les pauvres d'Égypte se sont soulevés contre la misère et l'injustice qui s'étale, provocante, devant eux. Leur réaction, courageuse et désespérée, a fait reculer le gouvernement. Mais il manque cruellement un parti qui veuille et qui soit capable de canaliser cette formidable énergie, afin de l'aider à renverser définitivement cette bourgeoisie égyptienne qui maintient la population dans une profonde misère.

Viviane LAFONT.

Ile Maurice : La "voie légale" ou les illusions dangereuses

Des huit partis qui se sont présentés aux élections du 20 décembre dernier, c'est le Mouvement Militant Mauricien, le MMM, qui a obtenu, de loin, le plus de voix, plus que le principal parti en opposition jusque-là et plus que le parti gouvernemental emportant 34 des 70 sièges au Parlement. Pourtant, aujourd'hui, c'est toujours le même parti qui est au gouvernement, soutenu il est vrai par l'opposition officielle de la veille.

Et c'est dans ce contexte que Paul Beranger, le dirigeant du MMM, a déclaré lors d'une conférence de presse, sans doute en guise de baume pour ses électeurs, que son mouvement serait « au pouvoir avant un an »... « par la voie légale »

Mais si cette extraordinaire poussée électorale d'un parti qui il y a encore quelques années était une petite organisation clandestine dont le dirigeant était

en prison, traduit la volonté des couches pauvres de la population de changer leurs conditions de vie, ce n'est justement pas par la voie légale qu'il pourra parvenir au pouvoir alors qu'il se dit socialiste marxiste et anti-impérialiste. Car l'impérialisme tient sous sa coupe cette petite île sous-développée, surpeuplée avec environ un million d'habitants et qui occupe une position stratégique dans l'océan Indien.

Et, bien qu'il ne soit pas révolutionnaire, le programme du MMM, qui réclame la nationalisation des principales richesses aujourd'hui aux mains des capitaux étrangers et réclame le départ des troupes anglaises de la base militaire qu'elles ont conservée à l'île Maurice malgré l'indépendance proclamée en 1968, a soulevé à la fois l'espoir de la population réduite au chômage et à la misère, mais aussi l'inquiétude de l'impérialisme.

Faire croire aujourd'hui comme le fait Beranger à ceux qui lui font confiance qu'il suffit que son parti ait la majorité au Parlement pour que l'impérialisme, ou ceux qui lui sont liés dans le pays, jouent le jeu démocratique et lui laissent le pouvoir, est de l'irresponsabilité criminelle. Car si le simple jeu électoral et parlementaire ne suffisait pas, comme en décembre dernier, à bafouer les aspirations populaires, coup d'Etat et intervention militaire sont également des cartes que l'impérialisme a coutume de jouer lorsqu'il y va de ses intérêts.

Et la seule force capable de s'y opposer est justement la mobilisation extraparlamentaire d'une population sans illusion aucune sur la prétendue « voie légale ». Or, malgré tout son radicalisme, c'est justement le langage que Beranger et le MMM refusent de tenir.

Paul SOREL.



Une rencontre apparemment chaleureuse entre le Premier ministre de l'île Maurice, Ramgoolam et Jean Bedel Bokassa, empereur fraîchement ému du nouvel Empire Centre-Africain (AFP)

Halte à la répression en Côte d'Ivoire

« Depuis une dizaine de jours (...) l'armée a envahi le campus universitaire, les cités d'étudiants et les lycées et collèges d'enseignement secondaire. Elle a incarcéré de force près de deux mille étudiants dans les camps militaires d'Agban et d'Akouédo. Plusieurs étudiants sont gravement blessés. A l'heure actuelle l'université d'Abidjan et tous les établissements secondaires sont fermés.

A l'origine de cette répression se trouve une grève des étudiants de l'université d'Abidjan, qui s'est étendue aux lycées et collèges de toute la capitale et de plusieurs villes de l'intérieur (Bingerville, Dabou, Bouaké, etc.) (...). Le 6 janvier (...) six étudiants de la faculté des sciences économiques ont eu les sanctions suivantes :

— Deux étudiants de 2^e année sont suspendus de l'université pour cinq ans.

— Trois autres de la même année sont suspendus de l'université pour trois ans.

— Le dernier, de la 3^e année, est blâmé. (...) L'esprit de ces sanctions résultent de nouvelles mesures disciplinaires particulièrement répressives prises récemment par le Conseil de l'université et considérées comme nécessaires pour instaurer la discipline à l'université. (...) »

En France

LES TRAVAILLEURS MAURICIENS MENACÉS D'EXPULSION

Pour expulser une vingtaine de ressortissants Mauriciens arrivés en France depuis un an, le gouvernement français ne recule devant aucune infamie. La police a confisqué leurs passeports et, selon le Mouvement des Travailleurs Mauriciens, ils ne leur seront rendus que si ces travailleurs acceptent d'acheter eux-mêmes un billet pour Bruxelles et le présentent aux autorités françaises. Et cela, bien que la Belgique ne soit pas d'accord pour les accueillir.

Nous nous associons pleinement à la protestation du Mouvement des Travailleurs Mauriciens contre ce qu'il qualifie à juste titre de déportation.

RHODESIE

L'impasse de la diplomatie

La conférence de Genève est de nouveau dans une impasse. Une nouvelle fois, Ian Smith, Premier ministre du gouvernement raciste de Rhodésie, vient de rejeter les propositions avancées par le représentant du gouvernement britannique, en affirmant que l'accord proposé est contradictoire avec le plan Kissinger et que le projet britannique donnerait le pouvoir à une « minorité marxiste » !

Ce sont eux qui ont contrain-
Smith à négocier. (UPI)

Cet échec de la mission britannique a jeté, paraît-il, la consternation dans les capitales occiden-

tales. Londres comme Washington ont reproché à Ian Smith son irréalisme.

De toute évidence, les grandes puissances impérialistes, qui ont manifesté leur désir d'assurer un passage progressif du pouvoir du régime minoritaire ségrégationniste en place en Rhodésie à un régime africain modéré, se heurtent à l'intransigeance de Ian Smith. Oh ! certes, les Etats-Unis comme la Grande-Bretagne avaient la possibilité de briser cette intransigeance, s'ils le souhaitent et sans même employer la force. Mais ils n'ont aucune raison de contribuer à ce que Ian Smith et les siens soient mis dehors brutalement. Et pas seulement par égard politique envers leur ancien protégé et serviteur.

Mais de toute façon, l'impérialisme n'est pas pressé.

Certes, les Noirs de Rhodésie ont lutté suffisamment longtemps avec courage et détermination, ils se sont suffisamment organisés pour qu'il soit évident que le régime minoritaire raciste ne pourra se maintenir. Certes, encore, cette situation fait de cette région de l'Afrique un foyer de tension, dangereux en lui-même pour la stabilité en particulier de l'Afrique du Sud voisine, dangereux encore pour le jeu politique de l'impérialisme dans la mesure où elle favorise la pénétration soviétique. Et c'est précisément pour désamorcer tout cela que

l'impérialisme a choisi d'abandonner le soutien vaillamment de Ian Smith, pour envisager la mise en place d'un régime dans le genre de celui de Mobutu ou Houphouët-Boigny.

Mais le problème est là, justement. Qui choisir ? Les candidats au rôle sont nombreux. Et il faut non seulement que le candidat finalement accepté puisse être considéré comme un interlocuteur valable par l'impérialisme, mais qu'il ne soit pas contesté par d'autres candidats. L'impérialisme ne tient pas à renouveler l'expérience anglaise. Or entre les dirigeants nationalistes Muzorewa, N'Komo et Mugabe, tantôt ouvertement rivaux, tantôt liés par des alliances éphémères à deux pour éliminer le troisième ou l'éventuel outsider, personne n'émerge.

Du coup, la diplomatie des puissances impérialistes, gênée d'une part par l'intransigeance de Ian Smith, d'autre part par les rivalités entre dirigeants nationalistes, n'a pas de solution politique pour l'immédiat.

Alors, il observe les dirigeants nationalistes rivaux régler leurs comptes et tenter de s'imposer. Et ces derniers s'y emploient par une combinaison d'intrigues et d'éliminations physiques.

Le bras droit de N'Komo vient de se faire tuer par l'explosion d'un colis piégé. Il y a un an, c'est un des principaux lieute-

nants de Mugabé qui a été victime d'un attentat exécuté par une organisation rivale.

Ces rivalités, ces attentats iront en s'amplifiant au cours des mois à venir. Tous ces dirigeants nationalistes que bien peu de choses séparent sur le plan politique, sont incapables de surmonter leurs divergences entre eux. Fondamentalement incapables d'être démocratiques par rapport aux masses opprimées africaines dont ils incarnent et canalisent les aspirations nationales, ils sont incapables d'avoir des rapports démocratiques entre eux.

Alors, bien sûr, tant que la situation n'est pas éclaircie et que les divers candidats à la succession de Ian Smith se battent pour se faire reconnaître comme seul interlocuteur valable et représentatif aux yeux de l'impérialisme, Ian Smith peut jouer son jeu et faire reculer les échéances. Il peut même imaginer qu'en internationalisant le conflit qui l'oppose aux organisations nationalistes, notamment en portant le conflit au Mozambique, il peut forcer la main de l'impérialisme en sa faveur. Et pendant ce temps, il continue à sévir, à réprimer et massacrer les Africains qui luttent pour renverser son régime d'oppression.

Cécile BERNIER



MAROC

Le procès contre l'opposition

Les comités de lutte contre la répression au Maroc nous ont fait parvenir des communiqués pour protester contre la façon dont se déroulent les procès actuellement engagés par le régime d'Hassan II contre l'opposition.

Non seulement les inculpations sont totalement arbitraires, mais le déroulement même des procès les apparente plus à une mascarade qu'à de véritables procès.

C'est ainsi que 17 jeunes de l'USFP (parti d'opposition) sont

accusés de « distribution de tracts troublant l'ordre public ». Avant eux, onze jeunes avaient, pour le même motif fallacieux, été condamnés à deux ans de prison fermes.

D'autre part, de nombreux incidents dont certains très violents, se sont déroulés lors du procès des 139 militants d'extrême-gauche : (...)

« Le président du tribunal avait décidé de renvoyer l'audience, pour le mettre à la « cave » — c'est-à-dire entre les mains de la police à un étage

intérieur du palais de justice — un inculpé qui voulait s'expliquer sur les motivations des faits qui lui étaient reprochés.

Des murmures s'élevèrent alors et l'on entendit le mot de « mascarade ». Quand le Président demanda à l'auteur de ce mot de se faire connaître, tous les inculpés se levèrent aux cris de « fasciste, fasciste », puis entonnèrent l'hymne palestinien.

L'audience est alors suspendue, les inculpés emmenés.

Le Président décide, avec l'ac-

cord de l'avocat général, d'entendre désormais les inculpés en les faisant pénétrer un à un dans la salle d'audience. L'avocat général marque son approbation en les injuriant.

Face à cette situation, les inculpés décident de refuser de répondre aux interrogatoires, estimant qu'ils ne peuvent s'exprimer librement, et demandent à leurs avocats d'adopter la même attitude. Ils annoncent qu'ils poursuivront la grève de la faim illimitée commencée la veille ».

INDE

La feuille de vigne de la dictature

Dirigeants de l'opposition :
sortis de prison pour le temps
d'une élection. (UPI)



En Inde, Mme Gandhi vient de décider la libération d'un certain nombre de personnalités de l'opposition et la levée de la censure.

Deux jours plus tôt, le 18 janvier, elle avait annoncé que les élections de la Chambre basse, qui auraient dû normalement avoir lieu il y a un an, se dérouleraient en mars prochain. Alors, c'est bien le moins que Mme Gandhi pouvait faire que de faire sortir de prison les chefs des partis d'opposition si elle tient à conserver un minimum de façade

démocratique au régime, et à ce que la consultation électorale atteigne son but : maintenir aux yeux de l'opinion publique internationale l'Inde au nombre des pays démocratiques.

Mais de démocratie, point trop n'en faut et tout est mis en œuvre pour priver l'opposition de la plupart de ses moyens. D'abord en gardant en prison les militants de base, et en plaçant sous administration directe les Etats où le parti du congrès n'est pas majoritaire, privant ainsi l'opposition de points d'appui importants.

Et même si la censure est levée, le « code » des journalistes qui leur interdit de traiter de problèmes susceptibles de porter atteinte à l'unité nationale, c'est-à-dire au gouvernement en place est toujours en vigueur.

C'est dire la portée limitée des mesures symboliques qui viennent d'être prises... le temps d'une campagne électorale, qui ne parviennent même pas à jeter le voile sur le régime dictatorial qui règne en Inde.

D.C.

L'avortement n'est plus un délit... dans certains cas

Par 14 voix de majorité (sur 607), la Chambre des députés italienne a finalement adopté, le vendredi 21 janvier, le projet de loi sur l'avortement rendant caduques les normes du Code pénal qui faisaient de l'avortement « un délit contre l'intégrité et la santé de la race ».

Après deux années de débat, cette loi, que le Sénat n'a pas encore votée et qui suscite les plus vives réactions de la part de la Démocratie Chrétienne, de l'extrême-droite et de l'Eglise, est pourtant très loin d'accorder aux femmes le droit de disposer de leur corps.

Elle stipule en effet que l'avortement ne sera autorisé dans les 90 premiers jours de grossesse que s'il existe « un danger grave pour la santé physique ou psychique de la femme provoqué par son état de santé, ses conditions économiques ou la crainte de

malformations ». Au-delà de 90 jours, l'avortement ne sera autorisé que « si la vie de la femme est en danger ou dans certains cas graves ».

Mais cette loi, malgré tout ce qu'elle a de restrictif, apparaît tout de même comme un camouflet à la droite, à l'Eglise et aux réactionnaires de tous bords qui s'y sont opposés jusqu'au dernier moment. Et qui continuent à s'y opposer, comme le montrent les récriminations du Vatican.

Et cette loi, telle qu'elle a été votée par le Parlement, pour limitée qu'elle soit par des amendements, remodifiée de bric et de broc, pour ne pas trop déplaire quand même aux conservateurs, est bien à l'image de ce qu'est le Parlement et nous montre qu'il se tient bien éloigné des aspirations de la population, même lorsqu'il prétend y répondre.

Comment d'ailleurs ce Par-

lement, composé en majorité d'hommes et de bourgeois, pourrait-il être sensible aux problèmes des femmes, ou à ceux des opprimés quels qu'ils soient ?

Ce Parlement où même les députés communistes, s'ils ont voté le projet, se sont bien

gardés pourtant de susciter le débat, tout engagés qu'ils étaient dans le « dialogue avec les catholiques » !

Ce n'est que parce que les femmes se battent depuis des années pour leur émancipation, manifestent dans la rue leur colère et leur révolte con-

tre une loi qui les opprime, que les députés ont fini par accepter de libéraliser l'avortement, sans pour autant consentir à reconnaître ce droit plein et entier à toutes les femmes.

Michèle DUCHENE

UNION CAPITAL-TRAVAIL EN MARCHÉ

Les syndicats et le patronat italiens viennent de conclure un accord, dans lequel ils affirment que face à la crise, il s'agit d'accroître la « compétitivité du système productif sur les plans intérieur et international ».

Et si les syndicats exigent quelque chose dans cet accord, c'est que les moyens de parvenir à développer la compétitivité du système productif « doivent rester de la compétence exclusive des parties sociales », comme le dit la

déclaration. Autrement dit, que cela reste de leur compétence exclusive à eux, syndicats. La société capitaliste est en crise, les syndicats italiens, main dans la main avec les patrons, entonnent l'hymne du « Retrouvez vos manches ».

La lutte contre l'absentéisme va être renforcée, grâce aux contrôles médicaux accrus, les salaires baissés, notamment par la suppression de l'indexation d'une prime représentant un mois de salaire.

Le travail en équipe va être favorisé, ainsi que la mobilité des travailleurs dans l'entreprise, c'est-à-dire mutations, changement d'horaires, car il s'agit de rentabiliser les équipements. Tel est le contenu de l'accord que les syndicats viennent de conclure avec le patronat.

Les syndicats italiens revendiquent... le titre de gendarme de la classe ouvrière et s'affirment les meilleurs garants de la paix sociale.

C.B.

Affaire Lockheed au Japon : suite... et fin officielle



Les caricatures de quelques-uns des ministres japonais impliqués dans le scandale Lockheed. La plupart essaient de se boucher le nez. Il y a de quoi.

Au Japon, au moment où doit s'ouvrir le procès de l'ancien Premier ministre Tanaka, l'enquête sur l'affaire des pots de vin de Lockheed vient de se terminer avec l'inculpation de deux milliardaires. Le premier, Y. Kodama, a bâti sa fortune pendant la Deuxième Guerre mondiale, en organisant le pillage de la Chine à la tête d'un gang. Depuis, il continue à diriger bandes de gangsters et réseaux d'extrême-droite, tout en étant l'un des principaux financiers du Parti Conservateur. Il est connu pour manipuler hommes politiques, ministres et gouvernements.

Son co-accusé, Osano, a fait fortune, lui, dans le marché noir,

puis dans le transport des troupes en Corée et au Vietnam. Il a fait la fortune politique de l'ex-Premier ministre, Tanaka, compromis lui aussi dans l'affaire Lockheed.

L'enquête menaçait d'étaler la corruption générale recouvrant l'ensemble de la classe politique japonaise. Le grand public commençait à réaliser que la vie politique est dirigée par deux ou trois bandits ! Aussi le tribunal a-t-il pris une fort sage décision : sans s'inquiéter plus des quelque 2,5 milliards qu'à eux deux ils ont perçu de la firme américaine, il a inculpé Kodama de fraude fiscale et Osano... de faux

témoignage. Sur ce, le comité d'enquête constitué à la suite du scandale va être dissous dans les plus brefs délais. Quant au ministre de la Justice, il a décidé de tenir secrets les noms des hommes politiques mêlés à l'affaire... A peine soulevée la trappe, on se dépêche de la refermer et de s'asseoir dessus !

Voilà tout un beau monde tiré d'un fameux guépier ! Et qui sait si nous n'aurions pas fini par apprendre que ces Kodama et consorts étaient mêlés à l'affaire de Broglie ? Quoi que à chaque pays suffisent ses gangsters politiques et ses bandes d'extrême-droite !

Gaston DEVAU.

Vers la suppression officielle de l'asile politique

Le Conseil de l'Europe qui se réunit à Strasbourg doit approuver le projet de convention européenne. Dans cette convention figure une série de lois dites « anti-terroristes », déjà signées par les pays membres du Conseil de l'Europe en novembre 1976.

L'essentiel de ces lois porte sur le droit de refuser l'asile politique à un étranger, ou de l'extrader s'il a été démontré que son action politique a entraîné la violence.

Cette façon de considérer la violence est en fait déjà un choix politique, la seule violence acceptée et reconnue par le gouvernement est celle qui est officielle...

Par ailleurs, la porte est ainsi ouverte à tous les abus. Il est possible de démontrer, même dans le cas du militant le plus pacifiste, qu'il y a eu, à un degré ou à un autre, l'utilisation de la violence. Il suffit pour cela de disposer du témoignage d'un homme en uniforme. Aussi, le droit d'asile risque d'être supprimé.

Cette attitude des divers pays d'Europe n'est cependant pas nouvelle. La France, fameuse « terre d'asile », a pratiqué la chose assez souvent, mais en douce. Dorénavant, c'est officiellement qu'elle pourra expulser les étrangers !

Joelle GIRARD.

Une Suisse au-dessus de tout soupçon ou le droit de sanctionner les contestataires

Jean Ziegler, député, professeur, sociologue et auteur d'un livre intitulé « Une Suisse au-dessus de tout soupçon », est menacé de perdre son poste de professeur à l'université.

Son livre, qui dénonce toutes les basses pratiques qui fleurissent et s'épanouissent à l'ombre de la démocratie suisse, les combines qu'offrent les banques aux riches particuliers et les petits trafics de gros sous qu'elles favorisent, a soulevé un scandale. Une campagne virulente a été déclenchée contre lui. Son livre n'est pas interdit, mais Jean Ziegler risque tout simplement de se voir interdit à l'université et de

perdre son emploi.

Car dans cette bonne démocratie suisse, présentée comme le modèle démocratique en ce bas monde capitaliste, si tout le monde est libre, c'est à condition de ne pas trop en profiter. A condition de ne pas dire en particulier ce qui est susceptible de ternir l'image de marque de pays libre et démocratique. Le gouvernement, s'il reconnaît la liberté d'expression, s'autorise à choisir des fonctionnaires selon ses idées. Les bonnes gens qui réclament le renvoi de Ziegler illustrent en somme ce que ce dernier voulait démontrer.

Y.B.

Europe de l'Est

LA CONTESTATION S'ÉTEND

Les dirigeants tchécoslovaques ont décidé d'employer la manière forte avec les signataires de la « Charte 77 ». Quatre personnes ont été arrêtées, dont trois avaient signé la Charte. Mais cela n'a pas suffi à intimider les contestataires, puisque cette charte continue à circuler clandestinement dans le pays. On en serait à 350 signatures, ce qui, dans ces circonstances et vu les risques que cela comporte, est un résultat appréciable.

D'autant plus que la contestation s'étend maintenant à la Hongrie, où une trentaine de personnalités ont signé une déclaration de soutien à la Charte.

Ainsi, dans plusieurs pays de l'Est, ceux qui réclament la

liberté d'expression semblent se faire écho. Ce n'est pas étonnant car dans ces pays règne la même absence de liberté au nom du « socialisme ».

La répression qui s'abat sur les contestataires en est d'ailleurs une illustration.

Mais les dirigeants ne sont pas au bout de leurs peines. Il semble bien que les traditionnelles campagnes de signatures dans les entreprises pour faire condamner les « traîtres » par la classe ouvrière aient fait fiasco.

Au contraire, à chaque attaque de leur gouvernement, les contestataires répondent et trouvent de nouveaux soutiens. Et c'est bien ce qui inquiète les dirigeants.

Yvette BLONDIN.

POLOGNE :

Lorsque les luttes ouvrières profitent aux paysans

Le gouvernement polonais vient de prendre toute une série de mesures en faveur des paysans : des crédits, des distributions de terre aux coopératives et surtout la généralisation de la retraite à la plupart des paysans individuels.

Si le gouvernement polonais prend ces mesures maintenant, ce n'est pas tout à fait par hasard. Il n'a pas le soutien des ouvriers, comme l'avaient complètement démontré les manifestations d'Ursus et de Radom en juin 1976. Il n'a pas non plus le soutien des intellectuels : 172 personnalités ont demandé par lettre ouverte au Parlement l'ouverture d'une enquête sur les événements de cet été, et cela n'est pas fini. Alors, il se

tourne vers les paysans à qui il offre maintenant quelques avantages. Quant à savoir s'il obtiendra auprès des paysans le soutien qu'il n'a pas ailleurs, c'est un autre problème.

En tous les cas, ce n'est pas la première fois que le gouvernement polonais, critiqué de toute part, cherche à retrouver quelque soutien du côté des paysans. Ceux-ci, avant d'obtenir la retraite, avaient obtenu le remboursement des soins médicaux. Ils l'avaient obtenu en 1971, après les émeutes ouvrières de Gdansk.

Ainsi, bien malgré lui, le gouvernement polonais démontre aux paysans que leurs meilleurs alliés sont les ouvriers.

M.D.

MONDALE EN EUROPE :

Autres visages pour une même politique

Le voyage en Europe du nouveau vice-président des Etats-Unis, Walter Mondale, a commencé par Bruxelles et, là, par une rencontre avec le Conseil des forces armées de l'Alliance atlantique. Avant de faire le tour des capitales, le représentant de la nouvelle administration américaine devait ainsi réaffirmer les grandes orientations de la politique extérieure des Etats-Unis.

Le dialogue avec l'Est, la reprise des négociations avec l'URSS sur la limitation des armements stratégiques, tout cela est néces-

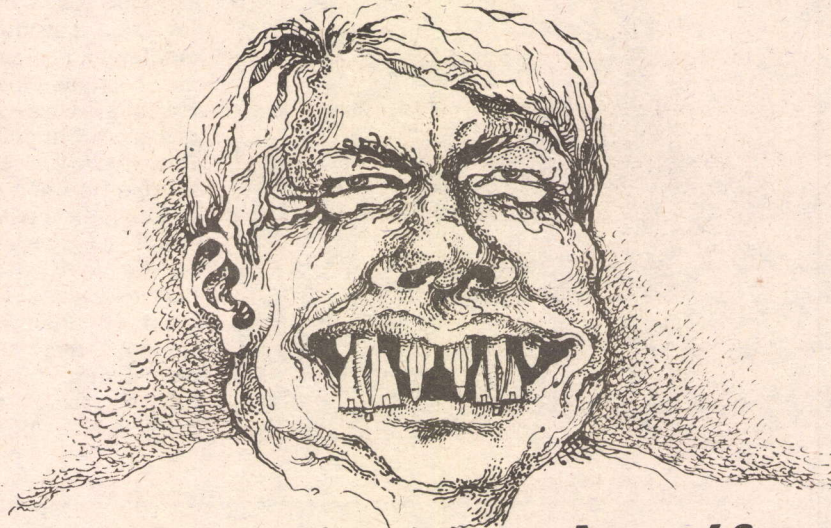
saire, déclara M. Mondale. Mais le vice-président des Etats-Unis a aussi sollicité une participation accrue des pays européens au renforcement des armées occidentales. Les Etats-Unis, quant à eux, sont prêts à augmenter leur contribution et, dès à présent, les crédits destinés à ces armées sont augmentés.

Ces déclarations confirment qu'en changeant de président les Etats-Unis ne changent pas leur politique internationale. D'une part l'abandon de la politique de guerre froide, du « containe-

ment », au profit d'une politique plus souple à l'égard du bloc soviétique, n'est pas remis en cause. Mais en même temps, les Etats-Unis réaffirment que l'orientation fondamentale de leur politique extérieure et de leur stratégie militaire reste la préparation de la guerre contre l'URSS.

Les sourires de Carter ont remplacé les balourdises de Ford. C'est à peu près tout ce qui a changé pour l'instant dans la politique américaine sur la scène internationale.

Stéphane LAROCHE



L'amnistie de Carter pour les réfractaires de la guerre du Vietnam : un geste démagogique

Le nouveau président des Etats-Unis, Jimmy Carter, a voulu inaugurer son mandat sous le signe du « pardon » et de l'oubli. Dès le lendemain de son investiture officielle, le 21 janvier, il déclarait une amnistie pour les insoumis de la guerre du Vietnam.

Cette mesure touche plusieurs centaines de milliers d'insoumis qui, refusant la guerre du Vietnam, ont préféré — et ont pu — choisir de s'exiler. Elle est cependant limitée : en sont écartés les déserteurs, ceux qui ont commis des « actes de violence » pour échapper à la conscription, et les membres du service de recrutement qui ont aidé les réfrac-

taires. De plus, tous ceux qui, bien qu'ayant effectivement combattu au Vietnam, ont quitté l'armée avec un blâme (et ils seraient plus de 200.000) ne sont pas réhabilités et se voient toujours privés de leurs droits civils.

Bref, il s'agit d'un geste démagogique plus que d'une amnistie véritable. Bien sûr, les quelques milliers d'exilés pourront, s'ils le désirent, rentrer aux USA. Et c'est déjà une bonne chose. Mais le geste d'apaisement de Carter ne tient pas compte de tous les autres qui, faute de moyens matériels ou de relations, ont été dans l'obligation de partir pour

le Vietnam et n'ont marqué leur opposition à la guerre qu'une fois enrôlés. Il s'agit là des couches les plus démunies de la population américaine.

En tout cas, le nombre de déserteurs ou insoumis avancé rappelle que la politique impérialiste des Etats-Unis n'a pas eu l'accord de toute la population, loin s'en faut. Plus de 7 millions d'hommes ont été engagés à un moment ou à un autre dans cette sale guerre. Mais parmi ceux-là, des centaines de milliers ont préféré l'insoumission plutôt que se battre pour une cause qui n'était pas la leur.

Marianne LAMIRAL

GISCARD EN ARABIE SAOUDITE :

Pétrole, dromadaires et gros sous...

Il paraîtrait — selon les milieux proches de l'Elysée — que le voyage de Giscard d'Estaing en Arabie Saoudite serait « éminemment politique ».

En fait, il semble plutôt que le représentant de l'impérialisme français a surtout parlé affaires. Car si l'Arabie Saoudite est le principal fournisseur de pétrole à la France, en revanche ce pays achète peu de marchandises « made in France ». Ce qui est bien gênant pour les milieux d'affaires français, alors que le prix du pétrole connaît une nouvelle hausse. Giscard a donc, une nouvelle fois, revêtu la déroque du démarcheur officiel des fabricants et industriels français : des fois qu'il arrive à caser quelques-uns de ces incassables *Concorde* ou le procédé de télévision couleur SECAM...

Et puis il se devait bien d'une petite visite à Ryad maintenant

que l'Arabie Saoudite apparaît un peu comme le chef de file des pays arabes auprès desquels l'impérialisme français depuis De Gaulle essaye de se placer.

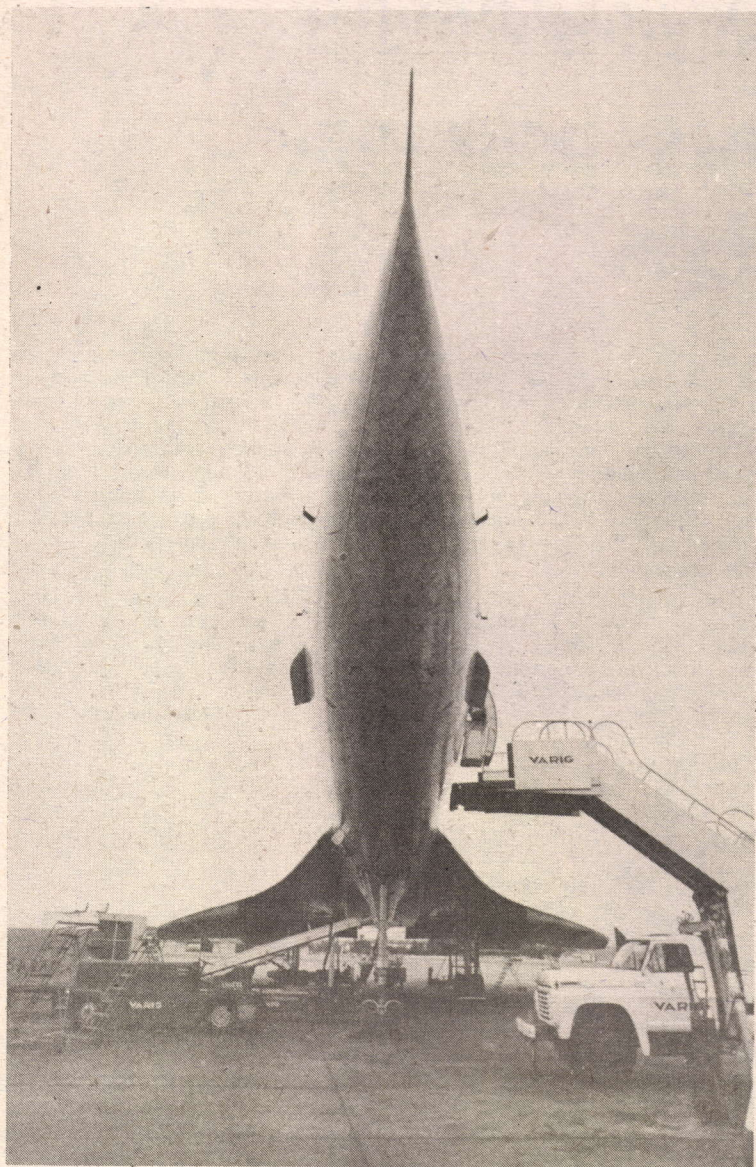
Si, à l'époque, la politique de la main tendue aux Etats arabes apparaissait parfois comme un geste quelque peu frondeur vis-à-vis de l'impérialisme américain, aujourd'hui c'est au contraire au porte-parole et au défenseur des intérêts américains dans cette région qu'est l'Arabie Saoudite (et elle l'a encore montré lors de la dernière conférence de l'OPEP) que l'impérialisme français doit s'adresser.

Mais dans un cas comme dans l'autre, ce sont les mêmes intérêts que défend le gouvernement français : pas ceux des populations arabes, bien sûr, mais ceux des grands industriels français dont il est le valet.

Pierre LAFFITTE.



Après la course de dromadaires, une démonstration de faucons pour Giscard. Que ne ferait-il pas pour du pétrole ! (AFP)



IL VOLE PEU, MAIS IL NOUS VOLE BEAUCOUP

La télévision a présenté brièvement la semaine dernière le bilan de la première année de fonctionnement commercial de Concorde. Après avoir copieusement insisté sur ce « miracle de la technique française » et souligné les 4 millions de kilomètres parcourus, le commentateur a glissé rapidement sur l'aspect financier, à savoir que la mise en circulation des trois Concorde sur Paris-Rio, Paris-Caracas et Paris-Washington non seulement ne réduit pas mais aggrave le déficit du programme Concorde. Le seul déficit d'exploitation pour l'année écoulée s'établit en effet à 220 millions de nouveaux francs, ce qui représente une subvention de 8.000 F pour chacun des 2.800 passagers, soit plus que le

prix du billet ! Et au cours d'une conférence de presse, le P-DG d'Air France, Gilbert Pérol, n'a pas craint de déclarer qu'il allait demander une nouvelle aide de l'Etat, c'est-à-dire des contribuables, pour effacer l'ardoise laissée par Concorde.

C'est un scandale sans limites. Il est déjà scandaleux que des milliards soient dépensés pour créer un avion destiné à faire gagner quelques heures à une poignée de privilégiés. A cet égard, la composition sociale des passagers est indicative : 48 % de cadres supérieurs, 11 % de chefs d'entreprise, 12 % de commerçants. Les voyages d'affaires représentent les 2/3 du trafic).

Mais de surcroît, il s'avère que Concorde ne trouve pas d'acheteurs parce qu'il est trop bruyant, trop polluant, n'a pas assez d'autonomie et ne contient pas assez de passagers ! C'est reconnaître ouvertement que l'on a gaspillé des centaines de milliers d'heures de travail et de l'argent.

Aujourd'hui enfin, on voudrait que la population paye une nouvelle fois pour le déficit qui va s'aggravant. Et bien entendu, les gouvernants responsables de ce gâchis sont les mêmes que ceux qui disent que les travailleurs consomment trop de médicaments ou qui hurlent d'effroi devant le déficit des transports en commun, RATP ou SNCF. Un comble.

René BLIARD.

Thomson-CSF — Levallois Vendre du matériel militaire, un bon tuyau



L'ESCROQUERIE DES STARTRONS
UNE AFFAIRE LUMINEUSE !...

A la suite de l'affaire des faux Startrons, qui semble à l'heure actuelle plutôt étouffée, des explications ont été demandées à la direction du centre de Levallois en réunion de CE.

La direction s'en est tenue au communiqué de presse de la direction générale, affirmant qu'elle n'était pas au courant de l'affaire et la qualifiant de « magnifique escroquerie », de « très astucieuse affaire ». On ne le lui fait pas dire ! Car c'est pour 7,5 milliards de Startrons (système optique qui avait permis aux chars israéliens d'avancer en pleine nuit à 60 km/h lors de la guerre de 1973) qui avaient été commandés par la Libye.

Les Startrons étaient faux, mais les 7,5 milliards étaient vrais. La Thomson-CSF se défend de les avoir empochés et on ignore où ils ont échoué. Mais de toute fa-

çon ce ne serait qu'une petite somme par rapport aux profits que la Thomson CSF réalise sur le matériel militaire.

Vendre des engins de mort, cela rapporte. En ce qui concerne la facturation comme les commandes enregistrées, le matériel militaire pour le mois de novembre représente pour le centre de Levallois la moitié de ses affaires, 10 millions de nouveaux francs pour la facturation et 14 millions de nouveaux francs pour les commandes.

D'ailleurs, à la fin septembre 1976, le chiffre d'affaires pour le groupe Thomson-CSF (45.000 personnes) est de 4,3 milliards, contre 3,5 milliards en 1975, soit un accroissement de 18 % en 9 mois. Les marchands de canons se portent bien !

Correspondant L.O.

Non à la peine de mort

Après les jurés de Troyes qui ont accordé les circonstances atténuantes à Patrick Henry, la cour des Bouches-du-Rhône les a également accordées à Jean Giordano. Coup sur coup, deux jurys ont dit « non » à la peine de mort.

Et c'est tant mieux ! Ces deux décisions ne peuvent que redonner vigueur au mouvement d'opinion en faveur de la suppression de cette peine barbare, digne d'un autre siècle, et que la France est un des derniers pays d'Europe à pratiquer encore.

Qu'un certain nombre d'hommes, y compris parmi les jurés et les magistrats, aient le courage d'aller contre une partie de l'opinion publique réactionnaire qui trouve ses porte-parole parmi les Royer et autres Michel Droit, voilà une excellente chose.

Mais cette fraction de la magistrature est obligée, encore actuellement, de jouer avec les hypocrisies de la mécanique judiciaire, pour refuser d'appliquer une peine infâme.

Cette vieille loi barbare, qui exige pour un mort le prix du sang, doit être définitivement rejetée aux oubliettes.

Il faut décidément que ce pays soit encore bien vieux et rempli de préjugés pour qu'une loi pareille y ait encore sa place. Il faut que la classe politique soit décidément bien pleutre, bien timorée, pour ne pas oser affronter la fraction réactionnaire de l'opinion et abolir la peine de mort. Timorée et hypocrite, car elle laisse le soin aux jurés de prendre une décision qu'elle-même se refuse à prendre.

Jacques FONTENOY.

STIRN AUX ANTILLES : une tournée électorale

Quelques heures après avoir démissionné avec fracas du RPR, après la prise de position de Chirac sur les municipales à Paris, Olivier Stirn, ministre des dernières colonies françaises, est allé aux Antilles veiller aux intérêts électoraux de la majorité.

Il est arrivé en Guadeloupe le 20 janvier. La date de cette arrivée avait été soigneusement ca-

mouflée sous une série d'ajournements dont le seul but était d'éviter que le ministre se trouve face à des manifestants comme son confrère Bord, ministre des Anciens combattants.

La population de Basse-Terre et de sa région est en effet fort mécontente de l'attitude de l'administration coloniale. Celle-ci est tenue pour responsable de ses

difficultés économiques actuelles, car elle avait fait évacuer inutilement la région du fait d'une erreur d'appréciation sur la gravité des phénomènes volcaniques à la Soufrière.

La population de Basse-Terre réclame que le préjudice qu'elle a subi, du fait de l'arrêt de toutes les activités économiques de la région pendant cinq mois et demi, soit réparé par l'administration coloniale.

Pour tenter de désamorcer le mécontentement, Stirn vient d'annoncer « une série de mesures » qui se résume à donner un royal cadeau aux gros propriétaires de bananeraies. La poignée de riches qui se partagent les terres auront droit à plusieurs centaines de millions anciens, plus toutes sortes de facilités de crédit accordées spécialement sur ordre du gouvernement.

Quant aux travailleurs, on leur

fait une aumône. Ils auront une indemnité, prétendue égale à 10 % de leurs pertes en salaires pour la période de l'évacuation. Ce qui correspondrait environ à moins de 400 F pour chacun des 17 000 salariés en activités dans la région de Basse-Terre.

Les ministres sont encore plus cyniques vis-à-vis des travailleurs quand ils sont dans les colonies. Ils ne s'embarrassent même pas de formes. Car visiblement le gouvernement a voulu, en distribuant cette « indemnité » misérable, faire un geste à l'approche des élections municipales.

Mais cette aumône risque bien d'aggraver la colère et l'indignation de la population de la Basse-Terre. Et à défaut de voter bien, elle risque plutôt de faire entendre dans la rue qu'elle ne veut pas être traitée par la charité.

M.G.

Lutte de Classe

Au sommaire du numéro 42 :

- La rupture au sein de l'OPEP : l'impérialisme ne tolère que les cartels des trusts, pas ceux des pays producteurs.
- Irlande : où conduit le pacifisme du mouvement des femmes.
- Le rejet du référendum sur les 40 heures en Suisse : les pièges de l'électoratisme.
- La situation politique en France.

LUTTE OUVRIERE

Quand Marchais couve d'un œil jaloux le volage Mitterrand

« Non ce n'est pas la guerre à droite ! Non, nous n'assistons pas à un conflit entre la droite libérale et une droite plus autoritaire ! » « Giscard et Chirac, c'est la même chose », s'écrie G. Marchais dans l'Humanité du 25 janvier.

Il est incontestable que Giscard et Chirac sont tous deux fondamentalement au service de la bourgeoisie, qu'ils mènent le même combat pour la défense de ses intérêts.

Il est même vrai que les deux représentent deux nuances d'une même droite. Mais tout cela n'explique pas l'insistance du Parti Communiste à répéter que Giscard et Chirac, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Seulement, voilà que Mitterrand, lui, répète qu'à tout prendre Chirac est pire que Giscard. De là à penser qu'il y a anguille sous roche et que Mitterrand pose des jalons pour l'avenir, c'est-à-dire prépare une réconciliation au nom de l'anti-chiracisme avec ceux qui sont autour de Giscard, il n'y a qu'un pas. Et le Parti Communiste craint que Mitterrand franchisse un jour ce pas. Il faut dire qu'il a quelques raisons bien réelles de le craindre. Si le Parti Socialiste louche vers le centre — et qui pourrait l'empêcher de le faire ? —, alors adieu l'Union de la gauche !

Aussi, au moindre signe, réel ou supposé, qui laisserait craindre que le Parti Socialiste regarde vers le centre, le Parti Communiste pousse des cris d'orfraie. Mais il a peu de chances de faire peur...

Patricia MULLAN.



Marchais : les yeux fixés sur le XX^e Congrès ou l'horizon 78

Avec un certain temps de retard sur ses collègues italiens ou espagnols, Georges Marchais vient de se rendre compte qu'il était en désaccord profond avec les autorités tchécoslovaques et qu'il condamnait les méthodes répressives utilisées à l'égard des signataires de la Charte 77.

Les réflexes sont lents, mais

bons. La preuve : Marchais vient de se souvenir que, lors du XX^e congrès en 1956, le PCF avait effectivement été mis au courant de l'existence du rapport Krouchtchev sur la déstalinisation. Ce qui n'avait pas empêché le parti, à l'époque, de l'ignorer complètement...

Mais, comme dit Marchais, « nous ne portons pas du tout

jugement sur ce qui a été notre comportement passé. Les historiens le feront »...

Que les historiens s'emparent donc du passé, après tout, c'est leur métier ! Marchais, lui, se charge du présent... Et le présent, c'est 1978 et la perspective pour le PC, grâce à son alliance électorale avec le Parti Socialiste, d'accéder au gouvernement.

Sinon d'accéder, du moins d'être enfin reconnu comme un parti politique responsable, parfaitement intégré à la vie politique nationale.

Pour cela, il faut bien sûr multiplier les gestes susceptibles de plaire à l'opinion bourgeoise. Les historiens jugeront... Quant au prolétariat...

Irène BROSSARD

Le CERES prêt à rentrer dans les rangs

L'heure est au ralliement pour les dirigeants du CERES, la tendance dite de gauche du Parti Socialiste. Cela ressort nettement du colloque qu'il a tenu les 23 et 24 janvier à Bondy.

Il s'agit en effet pour Chevènement et ses amis de tenter, lors du prochain congrès du Parti Socialiste qui se tiendra en juin, de se faire réadmettre au sein du secrétariat du parti, dont ils avaient été exclus en 1975 au congrès de Pau bien qu'ils y aient obtenu 25 % des mandats.

Voici le CERES tout prêt à s'assagir si Mitterrand veut bien lui redonner une petite place à la direction du parti. Le temps

des grands discours sur l'autogestion, la nécessité de l'implantation dans les entreprises destinée à secouer l'influence des notables au sein du parti, est passé et c'est en réclamant le retour à « la coalition d'Epinay » — allusion à ce congrès d'Epinay où Mitterrand a mis la main sur le PS — que les jeunes loups du CERES sont prêts à faire leur soumission.

Il faut croire que les « enfants terribles » du CERES ne faisaient semblant de l'être que tant que Mitterrand le voulait bien.

Si les déclarations d'un Chevènement et d'un Georges Sarre sur l'autogestion et sur la néces-

sité de construire un PS neuf et dynamique ont pu servir Mitterrand en 1971-72, quand il s'agissait pour lui de donner un visage renové à la boutique du Parti Socialiste, aujourd'hui Mitterrand n'a plus besoin de Chevènement et de ses amis. Au contraire, dans la mesure où toute sa politique consiste à apparaître comme un homme responsable aux yeux de la bourgeoisie, maître de ses décisions et prises de position, un homme n'ayant pas de comptes à rendre à son parti on voit mal en quoi Mitterrand serait prêt à faire des cadeaux au CERES, dont les rodomontades ne le servent plus nécessairement.

Pierre VERNANT

Le X^e Congrès du PSU : SOUS LE CHARME PUISSANT DE L'UNION DE LA GAUCHE

L'histoire ne se répète pas, dit-on. Mais parfois elle ne change pas beaucoup. A deux ans d'intervalle, on retrouve le même PSU avec pratiquement les mêmes problèmes qu'au dernier congrès à Amiens. Rocard, il y a deux ans, parait rejoindre le Parti Socialiste, attiré par l'Union de la gauche. Mousel, qui lui a succédé à la tête de l'actuel courant majoritaire, prône à son tour l'Union de la gauche. Sans

pour autant aller dans les faits aussi loin que Rocard — encore faut-il en avoir la possibilité — la direction actuelle du PSU suit la même orientation. Même si ce n'est que pour revendiquer modestement quelques sièges de conseillers municipaux. Il est vrai que les législatives sont prévues dans deux ans, et d'ici là...

Bien sûr, il y a toujours une minorité qui est plus critique en-

vers l'Union de la gauche et qui se revendique de l'autogestion. Comme la majorité elle-même. Et enfin une troisième tendance, qui n'est pas nouvelle non plus et entend maintenir la spécificité du PSU, refuse le réformisme du bloc Union de la gauche, mais estime que sa tâche est cependant de favoriser la victoire des partis de gauche.

En fait, quelles que soient les

façons différentes de se définir des uns et des autres (on ne sait pas encore quelles seront leurs positions dans ce congrès qui s'ouvre ce vendredi) ni les uns ni les autres n'ont d'autre perspective à offrir que l'alignement sur l'Union de la gauche. Alignement plus ou moins critique, voilà à quoi se réduit leur débat.

C.B.

EN BREF

Un expert en

toile d'araignée

« Embellir la vie à l'usine, ce n'est plus chimérique, c'est réalisable » a déclaré Stoléru.

Chiche ! Alors, à quand la semaine de 30 heures, la fin des cadences, des gardes-chiourmes, de l'arbitraire et des brimades qui sont le lot quotidien des travailleurs ?

Mais Stoléru se propose simplement d'offrir quelques médailles et primes aux ingénieurs et industriels qui gagneront les concours qu'il organise, en réalisant des projets d'entreprises susceptibles d'embellir la vie. Stoléru annonce encore son intention « de tisser une toile d'araignée qui rassemble tous ceux qui sont sur le terrain des problèmes posés par le travail manuel ».

De tout ce galimatias on ne retient qu'une seule chose : au concours de la plus belle toile d'araignée, Stoléru rafle toutes les médailles avec celles qu'il a dans le crâne.

C.B.

Jésus :

une affaire qui

marche, mais si !

Un Britannique a fait de Jésus son légataire universel.

Le testament d'un habitant de Portsmouth, M. Ernest Digweed, rendu public jeudi, stipule en effet que, s'il revient sur terre au cours des 80 prochaines années, Jésus recevra en héritage 26.000 livres sterling (208.000 F).

Selon les dernières volontés du défunt, les autorités britanniques devront toutefois obtenir de Jésus une preuve suffisante de son identité.

Après la période de 80 ans, la petite fortune de M. Digweed ira tout simplement à l'Etat... si Dieu le veut.

Les révolutionnaires dans les élections municipales

Comme nous l'avions annoncé dans notre précédent numéro, un accord a été conclu entre la Ligue Communiste Révolutionnaire, l'Organisation Communiste des Travailleurs et Lutte Ouvrière.

Le courant révolutionnaire sera donc présent dans la campagne des municipales.

D'ores et déjà, à Paris, dans nombre de municipalités de la banlieue et dans les principales villes du pays,

des rencontres entre les militants de nos trois organisations ont eu lieu afin d'envisager toute possibilité de présentation des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».

Et si, pour notre part, nous présentons des candidats révolutionnaires, c'est pour permettre aux travailleurs de dire qu'ils en ont assez de la droite et des politiciens au service des capitalistes ; de dire qu'ils sont bien décidés à ne pas faire les frais

de la crise et prêts à se battre pour cela, sans attendre 1978, cela, quels que soient les résultats électoraux.

Mais dans ces élections, nous entendons aussi permettre aux travailleurs d'affirmer qu'ils n'ont pas confiance dans les partis de gauche et que, si ceux-ci arrivent au pouvoir, ils sont bien décidés à ne pas leur permettre de faire la politique de la droite comme ils l'ont fait si souvent dans le passé.

Contre la droite, mais tout en affirmant une défiance nécessaire face à l'Union de la gauche, les listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » offriront donc une autre alternative politique.

Il était nécessaire que lors des prochaines échéances électorales une telle alternative politique apparaisse clairement. C'est maintenant chose faite dans les principales villes du pays.

A PROPOS DU CONGRES DE LA LCR

Rouge publie depuis le début du mois de janvier les débats préparatoires à son deuxième congrès qui doit se tenir le 27 janvier. Quatre tendances, les tendances A, B, D, E, se sont créées, essentiellement autour de deux grands problèmes. Les débats politiques ont porté sur l'attitude par rapport à l'Union de la gauche et au gouvernement PS-PC, avec ou sans candidat bourgeois, et les problèmes du travail politique parmi les jeunes, étudiants, lycéens, élèves de CET.

Mais par ailleurs, Rouge s'interroge, dans son numéro 255 du 24 janvier 1977, sur ce qu'il appelle la « crise » qui touche, selon lui, les organisations d'extrême-gauche, et plus particulièrement la LCR :

« L'ensemble des militants vit comme un choc brutal la première difficulté réelle depuis 1968. Jusqu'à présent, nous avions grandi dans une relative euphorie, assez fiers de ne pas renoncer, comme nous le prédisaient avec paternalisme les réformistes, assez satisfaits de ne pas connaître la débâcle des courants maoïstes issus de 1968. Au contraire, nous avons réussi au cours de ces dernières

années à passer d'une organisation majoritairement estudiantine à une organisation majoritairement salariée.

Si 20 % des militants ont quitté l'organisation depuis son dernier congrès, les effectifs globaux ont néanmoins augmenté de 20 %, mais surtout le nombre des militants organisés dans les groupes Taupes et les Comités rouges a considérablement grossi (au point de représenter un total équivalent à celui de l'organisation), et le succès de la souscription pour le lancement et le maintien du quotidien atteste de son audience. »

Mais la situation politique a changé...

« Après la signature du Programme commun, le processus de recomposition du mouvement ouvrier s'est développé dans les organisations syndicales et en partie dans les organisations réformistes. Les groupes d'extrême-gauche en ont éprouvé un réel isolement politique.

Ce n'était plus l'époque des grandes campagnes unitaires sur le Vietnam, contre le procès de Burgas, ou de l'interminable cortège des obsèques d'Overney. Le poids de l'Union de la gauche pesait d'autant plus lourd que la mythologie de

Mai 1968 avait trop vite enterré les partis réformistes de masse, que nous étions mal préparés politiquement à affronter la nouvelle situation et que notre implantation demeurait beaucoup trop limitée pour que nous puissions démontrer dans la pratique et non seulement dans le discours qu'une autre voie est possible.

SE REAPPROPRIER

L'ORGANISATION

La LCR se trouve donc à la croisée des chemins. Confrontée à des choix politiques d'orientation, qui s'expriment à travers un débat dont les tribunes publiées rendent partiellement compte. Confrontée aussi à la nécessité d'une redéfinition organisationnelle. En effet, si règne dans la Ligue Communiste Révolutionnaire une démocratie sans comparaison possible avec une quelconque autre organisation d'extrême-gauche, la croissance numérique, les transformations sociales, les ruptures de générations ont abouti à vider cette démocratie de son contenu réel. La coupure s'est creusée entre les militants et leurs directions, dont la pratique autant que les orientations sont soumises à la critique. »

lu avec intérêt... lu avec intérêt... lu avec intérêt



le pouvoir aux travailleurs
mensuel trotskyste
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

La crise de la FEANF

Dans son numéro 46 du 17 janvier 1977, Le pouvoir aux travailleurs, mensuel de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, parle de la crise que traverse actuellement la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire de France (FEANF) :

« La FEANF n'est pas une simple organisation corporatiste défendant les intérêts matériels des étudiants africains en France. C'est une organisation qui se place sur le terrain politique. Il n'est sans doute pas exagéré de dire qu'elle est même le principal porte-drapeau du nationalisme, le principal regroupement nationaliste africain en France. (...) »

Les majoritaires, comme les scissionnistes, enveloppent leurs positions nationalistes fondamentales dans un fatras verbal où reviennent comme leit-motiv

non seulement les mots « peuple » ou « intérêt populaire », mais ceux de « socialisme » et de « classe ouvrière ».

Un des reproches les plus importants des scissionnistes à l'égard des majoritaires est d'ailleurs précisément celui-ci : la FEANF avait naguère proclamé « le rôle dirigeant de la classe ouvrière » dans la révolution africaine à venir, tandis que l'actuelle direction proclame : « Il n'appartient pas à la FEANF de prédéterminer l'homme, la classe, le parti qui doit diriger la révolution, cette question devant être tranchée dans le feu de la lutte ».

L'affirmation est, certes, on ne peut plus claire. Peu importe quelles seront les troupes enrôlées derrière le programme nationaliste, l'essentiel est que celui-ci triomphe. Mais au fond, il n'y a guère de

différence de fond entre les positions passées ou récentes de la FEANF, pas plus qu'entre celles des scissionnistes et des majoritaires.

Car, quelles que soient leurs phrases, les uns comme les autres n'assignent pas à la classe ouvrière un autre rôle que celui de fantassins dans une guerre qui n'est pas la sienne.

L'article du Pouvoir aux travailleurs s'en prend à ceux qui, tout en se réclamant du nationalisme, prétendent parler au nom des ouvriers :

« Le nationalisme, c'est le programme de la bourgeoisie. Chercher à s'adresser à la classe ouvrière au nom de ce programme, ce n'est pas œuvrer pour l'émancipation des travailleurs, c'est tenter de les embrigader derrière un programme bourgeois. »



Lutte Ouvrière

VENDREDI 4 FEVRIER
à 20 h 45
A LA MUTUALITE
24, rue St-Victor, à PARIS

Lutte Ouvrière organise son gala annuel avec un spectacle Claude Nougaro suivi d'un bal animé par l'orchestre CAPTAIN S.I.

6 heures de Ceux du Technique

Le samedi 12 février, de 13 à 19 heures, salle Lancry, 10, rue de Lancry, Paris-10^e, Ceux du Technique organise à l'intention des collégiennes et des collégiens du Technique et des jeunes travailleurs des forums, des

expositions, des montages audiovisuels, un meeting et de nombreuses discussions sur les problèmes des collégiens du Technique, sur l'armée, la délinquance, le racisme, le socialisme, etc.

dossier

LA CRISE DANS LA SIDERURGIE

des travailleurs à la rue, des profits aux patrons

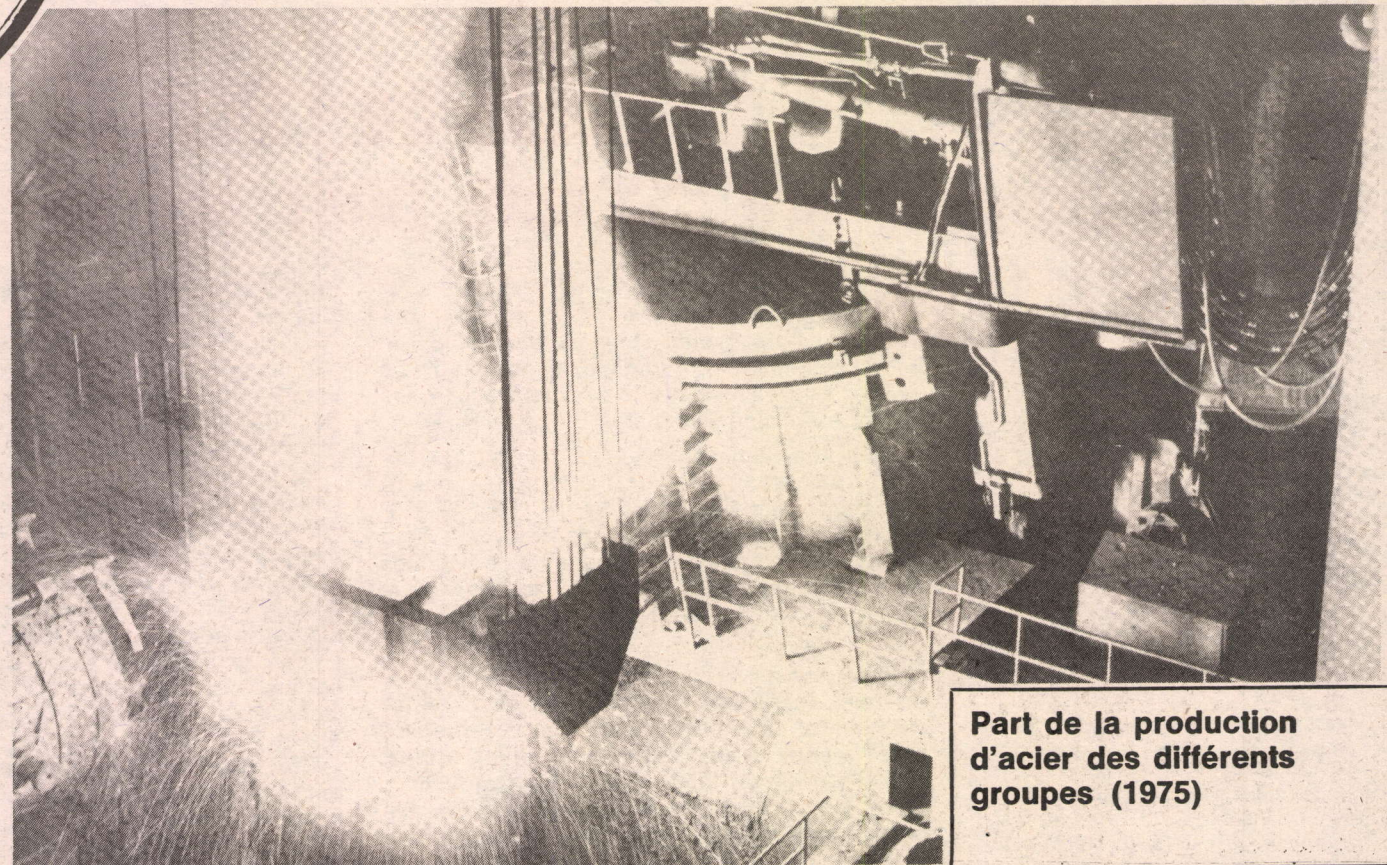
« La sidérurgie française vit un drame ». Elle est en « danger de mort », « dans une situation catastrophique ». La presse, le gouvernement et bien entendu les maîtres de forges eux-mêmes se relaient pour le clamer. Et pour un peu, Usinor et Sacilor seraient plus à plaindre que les milliers de travailleurs qu'ils s'apprêtent à jeter à la rue, ou les dizaines de milliers d'autres dont ils amputent le salaire par le chômage partiel.

La sidérurgie traverse une crise, nous dit-on. En 1975 les commandes et la production ont baissé de 20 % et les cours de 50 % par rapport à l'année précédente. Mais ce que les patrons oublient de dire, c'est qu'en 1974 ils avaient battu tous les records. Cette année-là, le groupe Usinor à lui seul avait déclaré 800 millions de francs lourds (80 milliards anciens) de bénéfices.

Mais si les patrons ont la nostalgie de ce temps béni où leurs profits se multipliaient, les travailleurs, eux, ne gardent pas un souvenir ému de cette période. Il fallait alors produire, produire toujours plus et toujours plus vite. Il fallait travailler comme des fous, faire couler sur coulee. A Dunkerque, les chefs payaient le Ricard à chaque nouveau record de production. Et tant pis si les travailleurs y laissaient leur santé, étaient blessés, mutilés ou même tués. Pour les patrons, l'acier devait sortir à tout prix. Cette période de prospérité, ce sont donc les travailleurs qui en font les frais, notamment par l'augmentation des cadences et, partant, de l'insécurité.

Aujourd'hui encore, ce sont eux qui font les frais de la prétendue crise actuelle. Les patrons, du moins les plus grands, eux, se portent bien.

En 1975 et 1976, durant les années prétendument noires, les Usinor, Sacilor et autres Creusot-Loire n'ont-ils pas multiplié les rachats et les prises de participation aux Etats-Unis, au Brésil, en Iran ou en Allemagne ? Les seuls vraiment touchés par la crise, ce sont les petites en-



treprises, moins compétitives. Mais leur disparition ou leur absorption se font encore au bénéfice des géants de l'acier qui ainsi accroissent toujours davantage leurs possibilités sur le marché.

Et si le présent est quelque peu assombri, l'avenir, lui, apparaît plus radieux aux patrons de la sidérurgie. Ils savent que la récession risque de n'être que passagère. Et ils se préparent dès aujourd'hui à accentuer leur productivité en multipliant la restructuration et la modernisation de leurs installations. Et cette politique passe par ce qu'ils appellent cyniquement le « dégraissage » des effectifs, c'est-à-dire les milliers de suppressions d'emplois. Ce n'est certes pas là une politique nouvelle puisque, depuis quinze ans, trente-six mille emplois ont ainsi été supprimés dans la sidérurgie, alors que personne ne parlait de crise. Et sur les quatorze mille licenciements dont on parle actuellement, douze mille étaient prévus dans le VII^e plan, établi bien avant 1975.

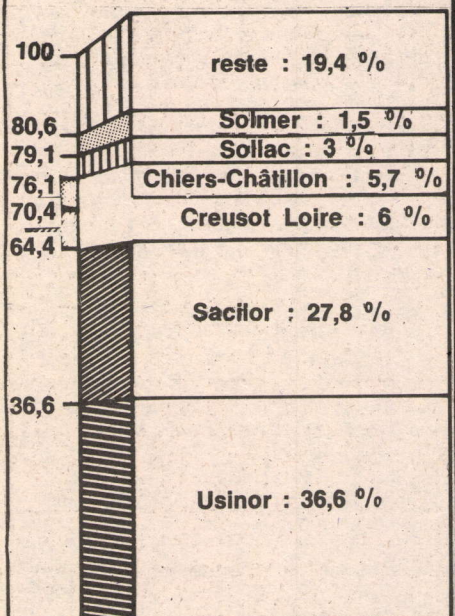
Ces licenciements ne sont donc

pas le résultat de la crise, mais bien la note de la modernisation que les barons de l'acier entendent faire payer aux travailleurs. Tout au plus, la récession actuelle a-t-elle accéléré quelque peu les suppressions d'emplois. Mais en criant à la crise et en annonçant bruyamment des licenciements pourtant prévus, les patrons de la sidérurgie essaient de profiter de la récession générale actuelle pour obtenir de nouvelles subventions du gouvernement.

C'est ainsi que les ouvriers de la sidérurgie ne seront pas les seuls à devoir payer puisque, pour aider Usinor et Sacilor à licencier, l'Etat s'apprête à leur accorder une subvention de trois milliards, puisés dans la poche des contribuables.

Mais il n'est pas dit que les travailleurs de la sidérurgie acceptent le sort que leur réservent patrons et gouvernants. S'il y a une crise, ce n'est pas aux travailleurs d'en faire les frais. Et s'il est nécessaire de moderniser, il ne peut être question que la modernisation se fasse sur leur dos.

Part de la production d'acier des différents groupes (1975)



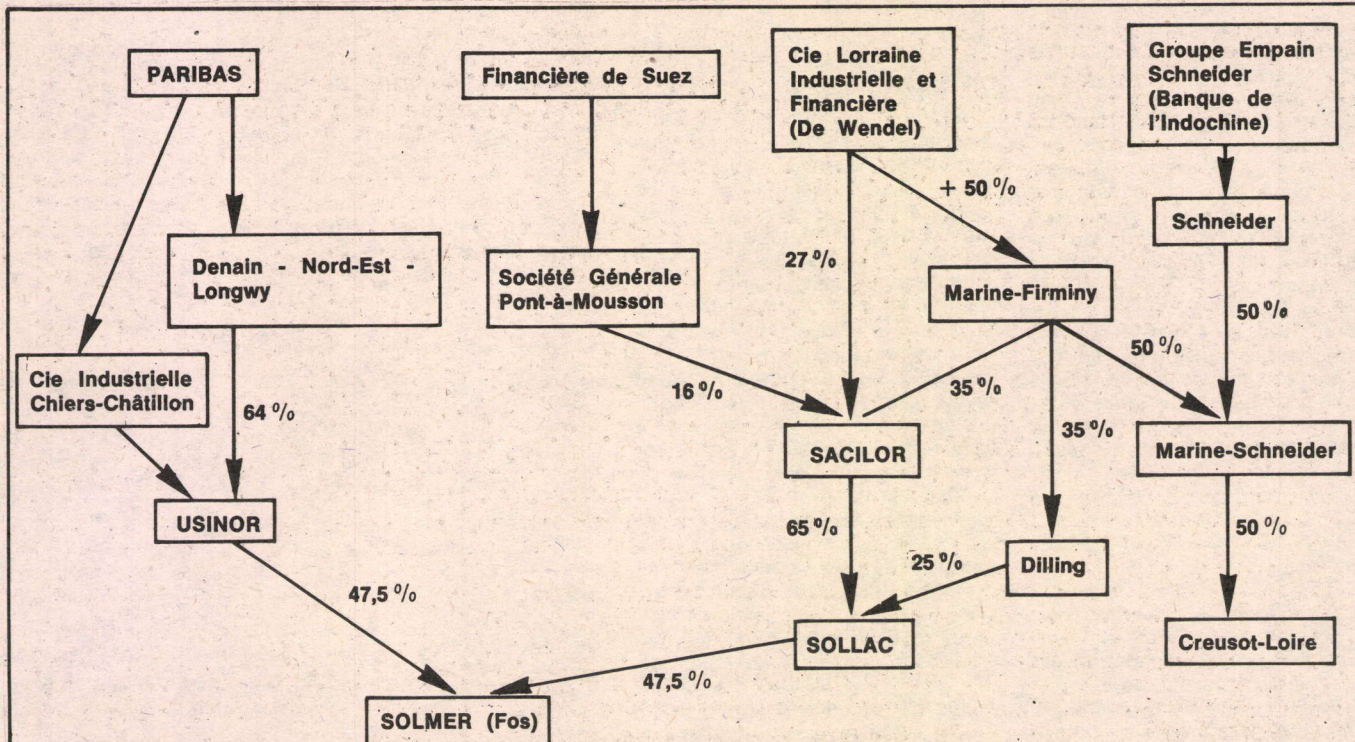
PART DE LA PRODUCTION D'ACIER DES DIFFERENTS GROUPES (1975).

La concentration dans la sidérurgie

En 1960, il existait en France 124 usines sidérurgiques possédées par 88 sociétés, contre 258 en 1938 possédées par 184 sociétés. Actuellement il reste 94 usines contrôlées par 62 sociétés.

Parmi ces 62 sociétés, les trois plus importantes produisaient à elles seules, en 1975, 70 % de l'acier français. Il s'agit d'Usinor, de Sacilor et de Creusot-Loire. Les six premières sociétés, elles, produisent ensemble 81 % de l'acier français.

Mais en y regardant de plus près, ces six sociétés sont à leur tour contrôlées par quatre groupes financiers. La Banque de Paris et des Pays-Bas a des participations dans trois de ces sociétés. La Compagnie Lorraine Industrielle et Financière (organisme des De Wendel) participe à quatre d'entre elles, la Banque de Suez à trois également, le groupe Empain-Schneider à une. C'est dire que la concentration financière est encore plus poussée que la concentration de la production et que, à eux seuls, ces quatre groupes financiers exercent un pouvoir absolu sur la sidérurgie française.



L'aide de l'État : un pactole pour les trusts

L'endettement, encore une façon de bénéficier des fonds publics

Lorsque les sidérurgistes cherchent à justifier leur politique, l'un de leurs arguments favoris est celui de l'endettement de leur industrie. « Rendez-vous compte, disent-ils, le montant total de nos dettes est pratiquement égal à notre chiffre d'affaires. Alors, comment voulez-vous que nous puissions résister à la crise, comment voulez-vous que nous puissions continuer à investir pour rester compétitifs, tout en remboursant ce que nous devons, si dans le même temps nous ne mettons pas en œuvre un vaste programme d'austérité ? ».

Ce raisonnement, apparemment sans faille dans la logique des capitalistes, est en fait une véritable escroquerie. Car, tout d'abord, une grande partie des dettes a été contractée auprès de banques qui contrôlent la sidérurgie. S'il est difficile de chiffrer le montant exact de cette part, on peut néanmoins citer l'exemple d'Usinor. En 1974, sur le montant total des prêts à moyen et long terme obtenus par cette société, 40 % provenaient d'organismes bancaires parmi lesquels figurent ceux qui contrôlent Usinor.

Mais surtout il est évident que, dans la période d'inflation que nous connaissons, l'industrie sidérurgique a tout intérêt à avoir le maximum de dettes à long terme. De la sorte, elle peut financer ses dépenses de rénovation tout en payant des intérêts qui n'excèdent guère le taux d'inflation et, une fois venue l'échéance du remboursement, la somme qu'elle a à verser est considérablement dévaluée par rapport au prêt initial. Tous les travailleurs qui ont quelques économies à la Caisse d'Épargne connaissent bien ce phénomène et savent que, malgré un taux d'intérêt de 6,5 %, l'inflation ronge irrésistiblement les sommes déposées.

Mais, qui plus est, les prêts accordés par l'État aux sidérurgistes se font en réalité à des conditions bien plus favorables encore. Entre 1971 et 1975 par exemple, la sidérurgie a touché 2,65 milliards remboursables sur 25 ans, au taux d'intérêt de 6,75 %. Mais la première échéance ne tombera que... 17 ans plus tard.

Ainsi, en 1988, lorsque les sidérurgistes commenceront à rembourser ce prêt, leur dette envers l'État aura fondu d'environ les trois quarts. Si l'on tient compte d'une inflation annuelle de l'ordre de 10 %, ce qui est loin d'être exagéré, il leur restera à rembourser l'équivalent de six cent vingt-cinq millions de francs en 1971.

Ce n'est pas d'hier que datent les premières subventions de l'État aux magnats de l'acier. Déjà au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les sidérurgistes avaient bénéficié d'une aide importante dans le cadre du plan Marshall.

Dans les années cinquante, après une période de prospérité, la sidérurgie connaît quelques difficultés. A partir de 1960, la production tend à stagner et, même si l'on tient compte de toutes les manipulations fiscales qui permettent aux trusts de masquer une bonne partie de leurs profits réels, ceux-ci s'en ressentent.

Pour conserver leur place sur le marché mondial, les trusts français vont donc tenter d'améliorer leur productivité. Ils le feront de deux façons : en modernisant leurs usines, afin d'augmenter leur capacité de production, et en en construisant de nouvelles dans des sites susceptibles de faciliter l'apport des matières premières.

Mais les investissements nécessaires sont énormes. Alors, les sidérurgistes font appel à l'État et en 1966 le plan Ferry est mis sur pied.

Dans ce cadre, toute une série de fusions se produisent. Mais parallèlement les usines et les mines de fer les moins rentables ferment... et l'État paie.

Le Fonds de Développement Économique et Social ainsi que divers autres organismes prêtent 3,2 milliards aux trusts à un taux dérisoire. En 1968 se crée la Solmer, destinée à construire le complexe de Fos. A titre de cadeau de baptême, l'État y va encore de sa poche et verse plus de deux milliards, sans d'ailleurs exercer le moindre contrôle sur la nouvelle société, qui est dirigée conjointe-

ment par les deux grands de l'acier, Usinor et Sacilor.

Mais toutes ces subventions sont encore insuffisantes. En 1970, lorsque prend fin le plan Ferry, l'État accorde de nouveau un prêt de cinq milliards, dont les premiers remboursements ne se feront qu'en 1988 !

Et le tableau ne serait pas complet si on omettait de citer les 7,6 milliards d'obligations souscrites en dix ans, de multiples dégrèvements fiscaux, des tarifs préférentiels très bas consentis par tous les services publics et surtout une aide en nature qui représente plusieurs milliards. A ce titre, il faut signaler l'aménagement des zones portuaires de Dunkerque et de Fos, ainsi que la canalisation de la Moselle, qui offre à la Lorraine un accès direct à la mer.

Bref, depuis 1966, les trusts sidérurgiques ont essentiellement vécu des crédits de l'État, c'est-à-dire de l'argent des contribuables. Et s'il est difficile d'en chiffrer exactement le montant, on peut néanmoins estimer que chaque année la sidérurgie a touché, de diverses façons, plusieurs milliards de francs. Tout cet argent lui a servi à s'équiper, à moderniser, et donc à licencier, délibérément, avec l'aide et la complicité de l'État. 36 000 emplois ont été supprimés de la sorte en 15 ans.

Aujourd'hui, parce que la conjoncture économique apparaît défavorable aux sidérurgistes, l'État vole de nouveau au secours de ses protégés et s'apprête, bien peu de temps après le plan de relance de Giscard, à leur verser encore trois milliards. Sur cette somme, un milliard servira à financer la suppression de 14 000 emplois. C'est dire que la politique de l'État rejoint celle des barons de l'acier. Malgré les phrases des ministres sur le chômage, les initiatives gouvernementales sont ouvertement au service des patrons.

L'accélération de la concurrence : un effet de la crise

La concurrence ! Voilà ce qui expliquerait la crise et qui justifierait tous les licenciements prévus par les patrons.

« Nos coûts de production sont trop élevés. Nos installations ne sont pas suffisamment compétitives. Alors, nous dit-on, il faut moderniser pour pouvoir tenir face à la concurrence que nous font l'Allemagne et le Japon ».

Il est vrai que, si la sidérurgie française a des complexes ultramodernes comme Fos et Dunkerque, il subsiste toute une sidérurgie quelque peu archaïque. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que le coût de production soit bien plus faible dans un pays comme le Japon, qui possède, lui, une sidérurgie plus moderne. Ainsi, pour produire une tonne d'acier au Japon, il faut en moyenne six heures, alors qu'en France il en faut 10,8. Et avec 42 000 salariés, la Nippon Kolan réalise le même chiffre d'affaires que Sacilor et Usinor avec quelque 100 000 travailleurs.

Mais là n'est pas la raison essentielle de la crise. S'il y a une crise, c'est d'abord et avant tout parce que les capitalistes ne produisent pas pour la satisfaction des besoins, mais uniquement pour réaliser des profits. S'il s'agissait de fournir l'acier nécessaire aux besoins de l'humanité, alors les usines actuelles pourraient tourner à plein rendement et toute leur production n'y suffirait pas encore.

Il est donc faux d'affirmer que la crise a comme cause principale la concurrence. Tout au

plus celle-ci l'aggrave-t-elle pour les pays ayant une productivité moindre. Et fondamentalement, ce qui est en cause, c'est l'ensemble d'un système qui limite volontairement ses possibilités de production pour ne rechercher que le seul profit.

Alors les travailleurs n'ont pas, comme certains le leur proposent, à se battre pour la défense de la sidérurgie française, mais bien plutôt à engager le combat pour une société où la production d'acier, comme toutes les autres productions, sera organisée en fonction des besoins de la population et non plus en fonction de la course effrénée aux profits. Et ce combat commence par le refus pour les travailleurs de payer la crise d'un système qui n'est pas le leur.

Jusqu'à une période récente, les installations sidérurgiques étaient situées de préférence sur les bassins houillers ou sur les gisements de fer, comme c'est le cas en Lorraine.

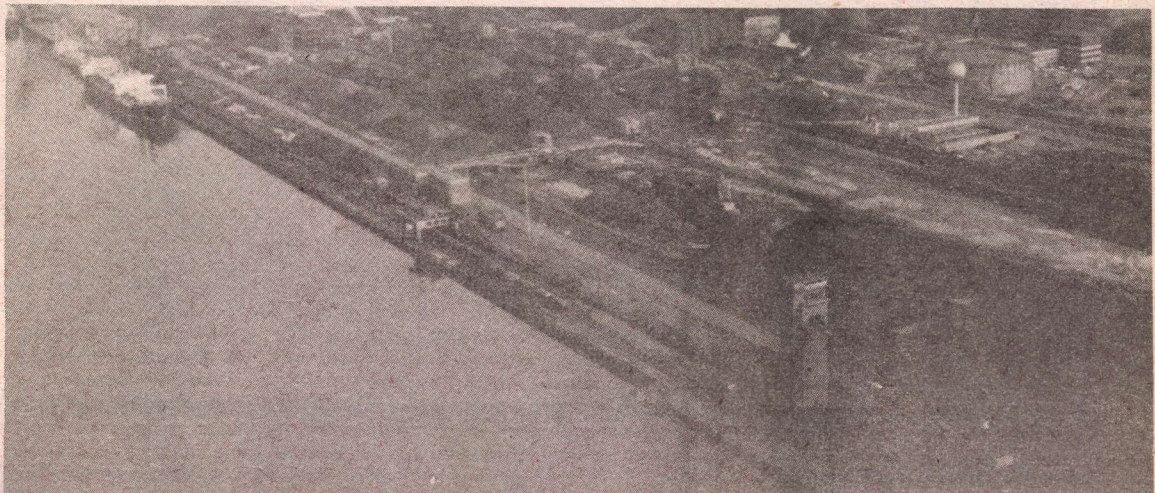
Mais depuis les années cinquante, une véritable révolution dans les transports, accompagnée d'une amélioration dans les procédés d'extraction et d'une mutation dans les techniques sidérurgiques a permis d'autres types de localisation.

Le prix du transport a pu être abaissé grâce à la mise en service des minéraliers géants, atteignant et dépassant 250 000 tonnes, ce qui a rentabilisé les minerais de fer étrangers à plus forte teneur. Certains pays ont pu ainsi se doter d'une sidérurgie compétitive en installant au

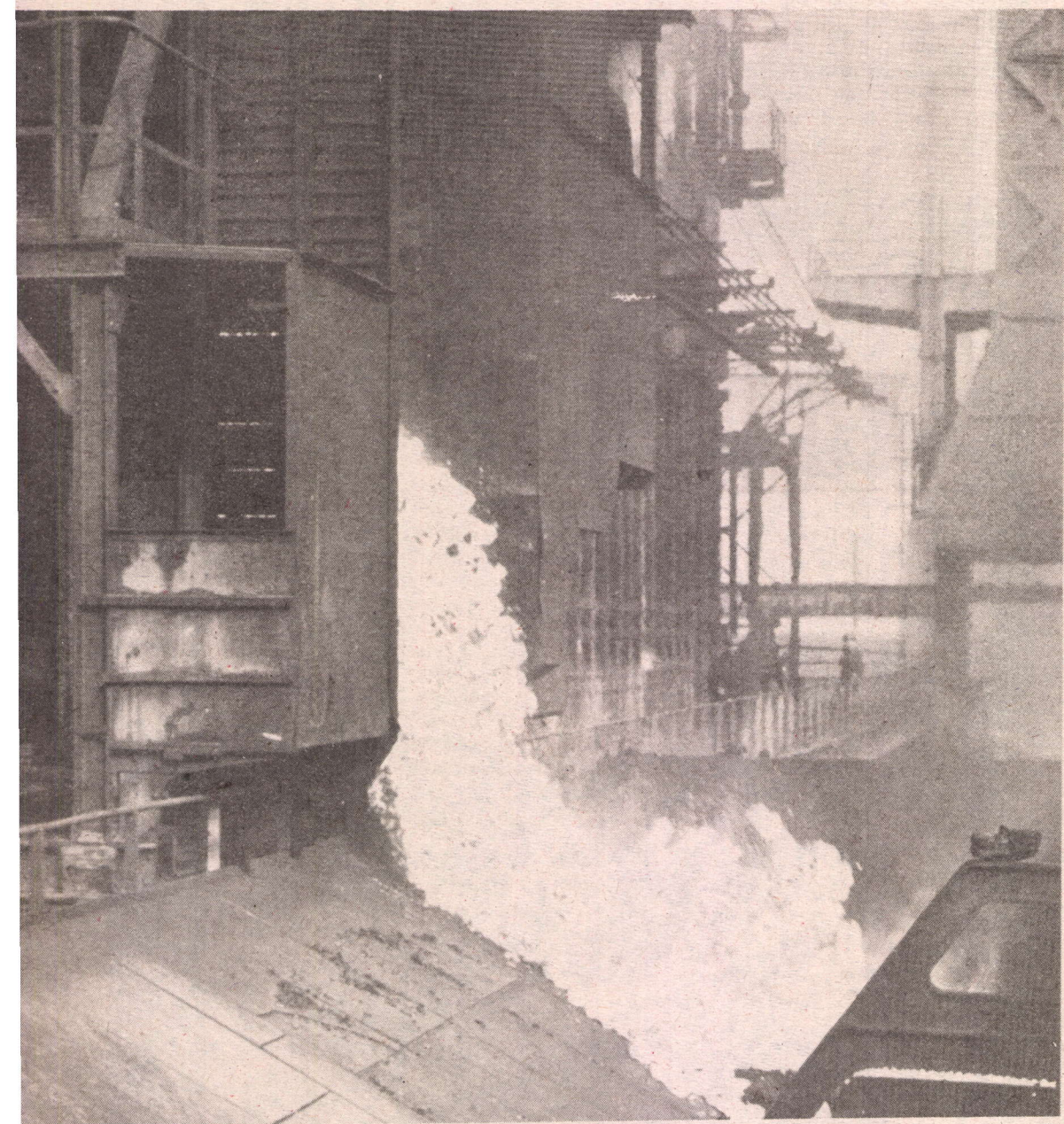
bord de la mer des usines à haute capacité et pouvant s'approvisionner aux meilleurs prix.

L'Italie, les Pays-Bas et le Japon ont été les premiers à s'engager dans cette voie et ont multiplié leur production d'acier par 5 fois, 7 fois et même 20 fois (cas du Japon) entre 1952 et 1968.

Alors, dans tous les pays producteurs, on assiste à un « glissement vers la mer » de la sidérurgie. Et la crise actuelle ne fait que souligner, aux yeux des magnats de l'acier, la nécessité de l'accélération d'une telle politique. Tel est bien le sens des fermetures d'usines moins productives en Lorraine, alors que la production repose toujours plus sur les unités modernes de Dunkerque et de Fos-sur-Mer.



NE PAS FAIRE LES FRAIS DE LA CRISE



Les dernières mesures anti-crise de la Communauté Européenne Charbon-Acier

La Communauté Européenne Charbon-Acier, créée en 1951 par nombre d'Etats européens, a sans doute favorisé le relèvement des grands trusts sidérurgiques. Tout au moins tant que la demande d'acier a été suffisamment forte pour que les effets de la concurrence ne se fassent pas trop sentir.

Mais, autant les trusts peuvent accepter de jouer le jeu du partage des marchés et de la « coordination » des activités dans les périodes d'expansion, quand chacun d'eux y trouve son bénéfice, autant il est tentant pour les plus compétitifs d'entre eux de faire cavalier seul quand le marché se rétrécit.

Cette tentation fut celle, par

exemple, des entreprises sidérurgiques du Benelux et d'Allemagne qui, en juillet dernier, créèrent un Groupement Economique International (Denelux). Officiellement, celui-ci se donnait pour but de représenter ses adhérents auprès de la CEE et d'échanger des informations. De fait, les entreprises très compétitives au niveau européen se constituaient en cartel face aux sidérurgies française, anglaise et italienne. Celles-ci ne tardèrent pas à réagir et, appuyées par leurs gouvernements respectifs — et en tout premier lieu le gouvernement français —, s'opposèrent à ce regroupement. Elles menèrent campagne, au nom de la CEE, pour la mise en place d'un « dispositif anti-crise » dont elles ne seraient

pas exclues et qui prévoirait (au niveau de tous les trusts d'Europe cette fois) un contingentement des productions et, le cas échéant, la fixation de cours planchers pour l'acier.

Pour défendre leurs intérêts dans l'élaboration de ce dispositif anti-crise, les trusts européens mirent sur pied, en décembre 1976, un organisme qui les regroupait tous, Eurofer, présidé par Jacques Ferry, le fondé de pouvoir de la sidérurgie française.

Jusqu'à quand durera cette planification temporaire mise en place à Bruxelles et acceptée avec bien des réticences ? C'est le développement — ou le recul — de la crise qui le dira.

La situation dans les petites et moyennes entreprises

Aux APO de Boulogne, 3 hauts-fourneaux sur 7 sont arrêtés. A Roannes, la société ARTC prévoit 200 licenciements. Les établissements Paris (charpente métallique) mettent en chômage 95 salariés sur 730. Paris Outreau, dans le Pas-de-Calais, réduit les horaires de travail. Sud Acier, occupé par ses 500 travailleurs depuis plus de 6 mois, a cessé toute activité.

La liste est longue des petites et moyennes entreprises liées à la sidérurgie qui connaissent des difficultés.

Mais les grands trusts, eux,

profitent de l'occasion pour asseoir leur domination dans les secteurs proches de la sidérurgie. Dans la construction métallique, où Bordeaux Sud a cessé toute activité, la concentration se fait ainsi au profit de sociétés plus importantes contrôlées par les sidérurgistes, comme la CFEM aux mains d'Usinor.

A Decazeville, les AUMD sont en état de cessation de paiement. On prévoit 500 licenciements sur 1 015 salariés, dans un premier temps, et ensuite sans doute la fermeture de l'usine, où une fonderie certes vétuste voi-

sine pourtant avec des installations sidérurgiques très récentes. 2 700 emplois dans des entreprises de sous-traitance sont également menacés. La Creusot Loire, qui contrôle l'entreprise, songe simplement à réorienter ses capitaux vers un secteur plus rentable : le nucléaire.

La crise n'est donc pas forcément signe de mauvaise santé pour tout le monde. Elle « assainit » le marché des capitalistes en éliminant les plus faibles, en augmentant la concentration et ainsi en renforçant les plus forts : les trusts.

Un point de vue patronal

Il y a plus de deux mois, dès l'annonce des licenciements en Lorraine, nous avons publié dans *Lutte Ouvrière* (n° 429) l'interview d'un représentant de la direction de Sacilor. Cette déclaration étant particulièrement significative de la politique des trusts de l'acier, nous en publions les extraits les plus significatifs.

« Quelle est la situation actuelle dans la sidérurgie ?

— Au printemps dernier, il y a eu une légère reprise. Mais elle ne s'est pas confirmée et, à l'heure actuelle, le niveau des commandes est retombé aussi bas qu'en octobre 1975.

— Ces difficultés auront-elles des répercussions sur votre plan d'investissements ?

— Absolument pas. Dans une entreprise comme la nôtre, les investissements se préparent deux ou trois ans à l'avance et s'amortissent sur quinze ans. Ils sont donc dégagés de tous ces accidents conjoncturels. Pour nous, vous savez, il n'y a rien de changé. Tout au plus cela veut dire qu'il y a temporairement un peu moins d'argent dans les caisses, un peu

plus de dettes. Mais cela ne peut pas remettre en question nos investissements.

Nous avons un programme de 1,5 à 2 milliards de francs lourds sur trois ans. Nous comptons monter une nouvelle aciérie à Sérémange pour le printemps 1978 et une cockerie à Florange. Les travaux sont déjà en cours...

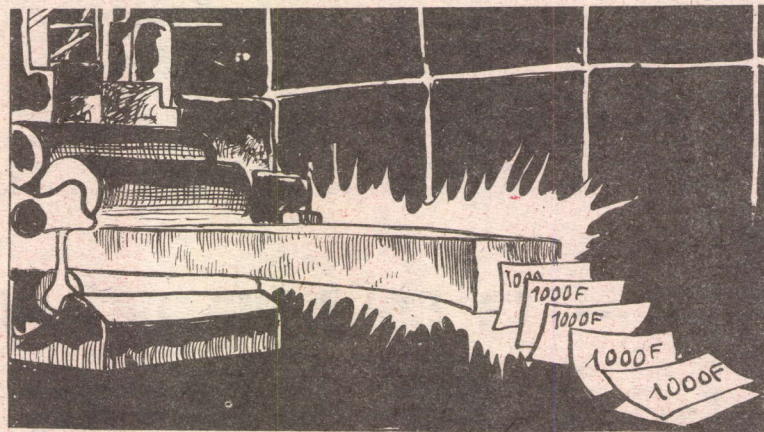
— Cela permettra, je suppose, de résoudre le problème du chômage ?

— Mais pas du tout. Notre but est, au contraire, de réaliser des investissements générateurs de déflation d'effectifs, de mieux suivre les demandes de la clientèle à des prix de revient améliorés. Et ces investissements devraient justement nous permettre de supprimer 600 emplois environ.

Entre 1968 et 1976, nous avons réussi à faire baisser les effectifs de 62.000 à 48.000, pour une production qui a augmenté, et cela sans licenciements, uniquement grâce aux départs naturels (retraites, etc.). Nous n'embauchons que 400 à 500 jeunes chaque année, juste pour éviter un déséquilibre de la pyramide des âges. »

Les deux géants de l'acier en 1974

Groupe	Nbre d'usines en France	Effectifs	Product. d'acier 1974 (millions de tonn.)	Chiffre d'affaires 1974 (milliards de F)
Usinor	9	42.300	9,5	12,9
Sacilor	10	48.000	9	9,6



LA SIDERURGIE FRANÇAISE

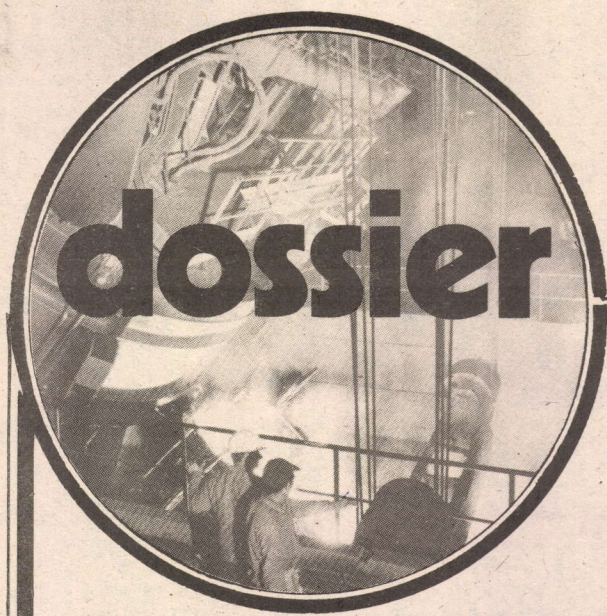
En 1975, la production française de l'acier s'est montée à 21,5 millions de tonnes, tandis que la production mondiale atteignait, elle, 651 millions de tonnes. Entre 1950 et 1974, la production française a doublé en raison d'un taux d'accroissement annuel de 3,7 %. En 1974, elle atteint son plus haut niveau : 27 millions de tonnes. C'est donc de 20,3 % que la production a reculé en France durant l'année 1975.

Ce recul a surtout affecté la région Est qui, pour la première fois cette année-là, a produit moins de la moitié de la production française de l'acier.

Mais ces chiffres ne rendent

pas fidèlement compte de la production contrôlée par les grands trusts de l'acier. Car, outre leur production en France, ces trusts investissent également à l'étranger : dans les aciéries brésiliennes, iraniennes et même américaines, pour ne citer que les prises de participation les plus récentes.

De plus, les magnats de la sidérurgie française possèdent nombre de participations dans d'autres secteurs : dans celui des tubes (Vallourec), du fer-blanc (J.J. Carnaud)... et même à l'étranger : mines de charbon aux USA et dans la Ruhr, mines de fer en Mauritanie...



la crise en lorraine

Des kilomètres et des kilomètres de hauts fourneaux, d'aciéries, de trains de laminage... De Gandrange à Homécourt, le long de l'Orne, de Knutange à Hayange, sur la vallée de la Fensch, c'est Sacilor. Le long de la Moselle, autour d'Ebange, c'est la Sollac. Tout un empire dont les usines géantes rejettent des fumées chargées d'oxyde de fer et dont les flammes, émergeant des convertisseurs, illuminent les nuits.

Au pied des usines, les cités dortoirs sont venues remplacer les anciens corons bâtis par les De Wendel. Et la vie suit le rythme des feux continus. A l'heure où il rentre, le père croise ses fils qui partent au travail. La mère, elle, est de toutes les équipes. Les commerçants, eux aussi, se sont adaptés et nombre de boutiques restent ouvertes toute la nuit.

Là, 20 % des ouvriers travaillent pour De Wendel. Mais b'en plus en dépendent. Un emploi supprimé dans la sidérurgie signifie la disparition de trois à cinq emplois dans les autres branches liées à l'acier.

Cette année encore, les pré-retraites seront nombreuses : plus de 500 à Longwy, 800 à Thionville, 350 à Pompey, des milliers chez Sacilor. Dans la plupart des cas, elles touchent les ouvriers qui ont 59 ans et plus. Certains ne sont d'ailleurs pas trop mécontents, surtout ceux qui sont postés. Beaucoup préfèrent être à la retraite, même avec une perte de salaire, plutôt que continuer à travailler en feux continus.

Mais ici, ce qui touche tout le monde, c'est le chômage partiel. Plus de 50.000 ouvriers l'ont subi au cours du seul quatrième trimestre 1976. Et même avec l'indemnisation à 60 %, cela représente une perte sèche. « Cinq jours de chômage, nous dit une mère de famille, ça nous fait perdre dans les 300 F. Et les HLM, l'eau, le gaz, ils n'attendent pas, eux. »

Les mises en pré-retraite, le chômage partiel, cela fait longtemps que les ouvriers lorrains les subissent. Ce qui est nouveau cette année, ce sont les licenciements : 700 aux hauts fourneaux de la Chiers à Long-

wy, 50 aux mines de Mancieulles, plusieurs centaines à Sacilor... Et la liste n'est probablement pas close !

Néanmoins, tant que les feuillets de licenciement ne sont pas parties, l'inquiétude n'est pas trop grande, chacun espérant ne pas être touché. Mais en même temps, tous savent que cela va aggraver les conditions

de travail. A Pompey, par exemple, les pontonniers seront désormais polyvalents et pourront être amenés à conduire non plus un seul, mais plusieurs ponts.

Les syndicats organisent bien sûr des mouvements. « Mais, affirme un ouvrier de Sacilor-Gandrange, de moins en moins nombreux sont les travailleurs qui participent. Il y a une grève,

puis une autre quelques jours après, puis encore une autre... Et l'on se demande où est l'efficacité. Les gars perdent à chaque fois une journée... Ils en ont marre. » En fait, si de nombreux ouvriers sont désorientés devant ces mouvements dispersés, certains seraient prêts à faire plus. Mais pour l'instant, ce ne sont pas les syndicats qui les y aident.

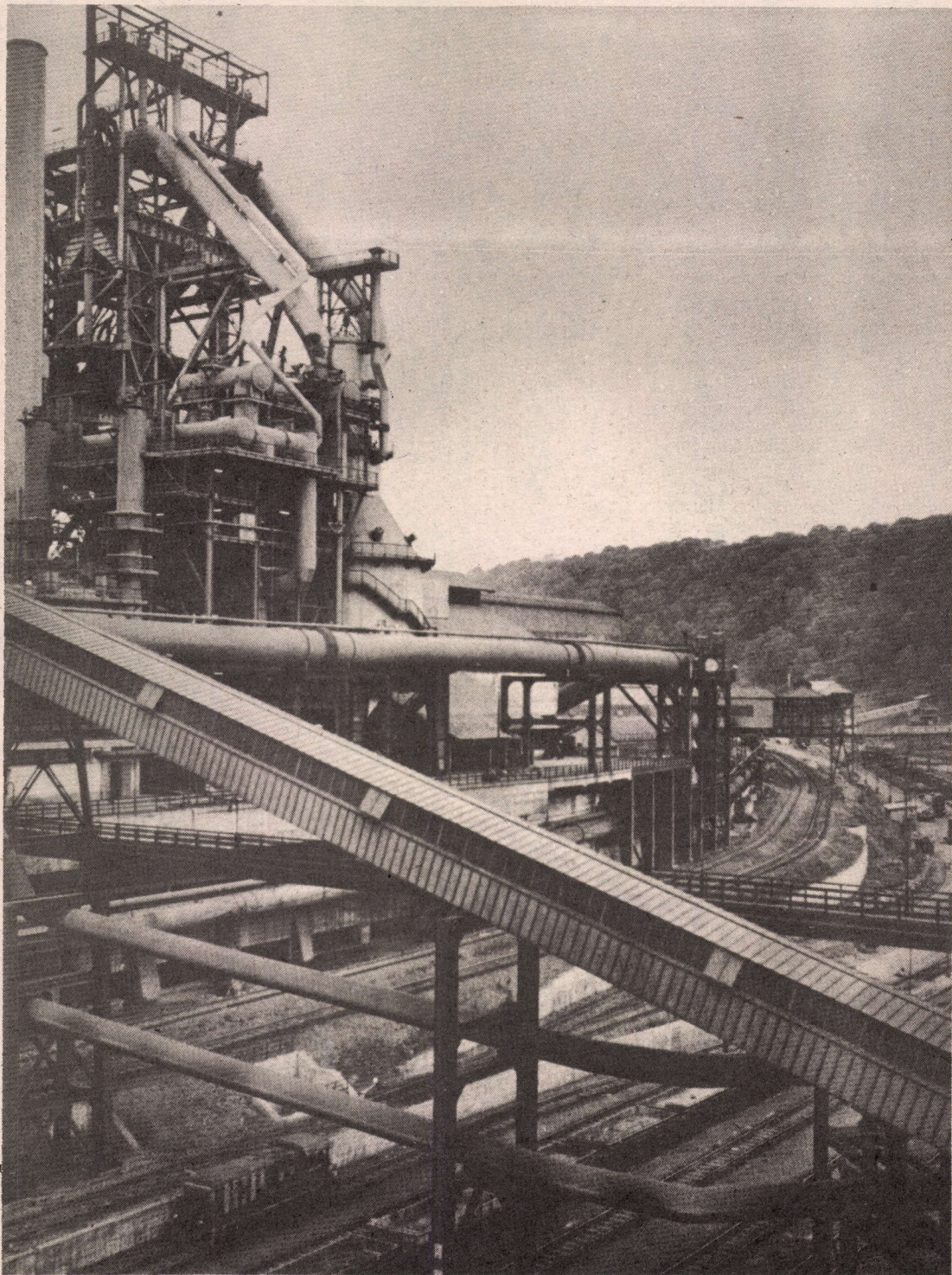
Chômage partiel à Usinor-Dunkerque

A Usinor-Dunkerque, c'est en février 1975 que nous avons commencé à subir le chômage partiel. En moyenne, nous perdions de 200 à 400 F, et même jusqu'à 900 F pour ceux qui passaient, en plus, en journée normale.

A l'époque, il y avait des secteurs non touchés : par exemple celui des Tôles fortes, et certains y faisaient même des heures supplémentaires. Mais, même sur les installations qui chômaient, le reste du temps il fallait battre des records. En février, ceux de l'Acierie 1 avaient débrayé, puis limité d'eux-mêmes leur production : les chefs voulaient leur faire couler 22 poches au lieu de 11 auparavant.

Et puis, en mai 1975, la grève a éclaté. En rentrant de cinq jours de chômage, l'équipe B de l'Acierie 2 a trouvé 4.500 tonnes de fonte et sept poches pleines qui attendaient. Ça a été le coup de colère. Ils ont débrayé et fait débrayer l'autre aciérie. Le mouvement a duré un peu plus d'un mois.

Finalement, nous n'avons pas obtenu la suppression du chômage partiel. Mais, depuis la grève, la direction hésite à le réintroduire. A plusieurs reprises elle l'a annoncé, puis supprimé au dernier moment. Bien sûr, c'est parce qu'elle avait des commandes. Mais toutes ses hésitations sont aussi le résultat de notre grève.



La politique des syndicats en Lorraine

Dès l'annonce des licenciements, la CGT et la CFDT ont organisé à Metz, le 21 décembre 1976, une manifestation de protestation qui a regroupé plusieurs milliers d'ouvriers du fer et de l'acier. Là, les dirigeants syndicaux ont tenu un langage résolu. Parlant des 9.000 suppressions d'emplois annoncées par Sacilor-Sollac, le secrétaire général de l'Union CGT des métaux a même déclaré : « Si la nouvelle était confirmée, alors, nous le proclamons b'en haut, nous sommes prêts à une lutte de grande envergure, y compris l'occupation des usines que les patrons ne veulent plus faire tourner ».

Les syndicats avancent

nombre de revendications qui, si elles étaient arrachées, permettraient aux travailleurs de ne pas subir la crise : la garantie de l'emploi et des ressources, la réduction du temps de travail sans perte de salaire, la création d'une cinquième équipe pour les feux continus, l'avancement de l'âge de la retraite à 55 ans, notamment pour les travailleurs postés.

Mais, chose qui peut paraître surprenante, depuis l'annonce des 14.000 suppressions d'emplois, la CGT a porté l'accent sur une autre revendication : la nationalisation de la sidérurgie, présentée comme la solution miracle qui permettra de résoudre tous les problèmes.

Mais, outre le fait que la nationalisation n'offre en elle-même aucune garantie aux travailleurs, la proposer comme seule perspective conduit actuellement à une politique d'attente... Attendre d'abord l'inscription de cette revendication dans le Programme commun (elle n'y est pas). Attendre ensuite une hypothétique victoire électorale de la gauche. Drôle de lutte immédiate et résolue !

La CFDT pour sa part, sans s'opposer à la nationalisation, préfère continuer à revendiquer la cinquième équipe et la réduction du temps de travail, tout en ne proposant rien pour les obtenir. Pire même, nombre de ses militants expliquent, à la

suite d'Edmond Maire, qu'aujourd'hui il n'est pas question d'envisager une lutte de l'ensemble des travailleurs de la sidérurgie.

Ainsi, si depuis l'annonce des 14.000 suppressions d'emploi une multitude d'actions limitées et volontairement non coordonnées, allant de la pétition à la semaine d'action, ont été proposées, la participation des travailleurs a été en s'amoindissant.

Dans cette situation, les syndicats ont donc une responsabilité écrasante. En refusant de donner aux travailleurs des objectifs clairs, en refusant d'unifier le mécontentement, ils tournent le dos aux intérêts de tous les ouvriers de la sidérurgie.

LA CINQUIEME EQUIPE

Face au chômage, une des revendications importantes des travailleurs de la sidérurgie est la mise sur pied d'une cinquième équipe pour les feux continus. Actuellement, le travail posté se fait en quatre équipes. Mais pour une moyenne hebdomadaire de 40 heures, les travailleurs doivent effectuer 56 heures avant d'avoir leurs jours de repos.

Avec la cinquième équipe, l'horaire hebdomadaire serait ramené à 33 h 36, ce qui permettrait l'embauche de 10 000 travailleurs supplémentaires.

La sécurité : un problème crucial

Si la modernisation de la sidérurgie française, engagée depuis plusieurs années, en particulier avec la création des complexes de Fos, Dunkerque et la mise en activité en Lorraine de l'usine ultra-moderne de Gandrange, a eu pour effet d'augmenter considérablement la productivité, elle n'a pas apporté d'amélioration sensible aux conditions de travail des ouvriers.

Que certaines installations vétustes aient été abandonnées, que certains travaux soient maintenant plus automatisés, ce n'est certes pas nous qui nous en plairons. Mais le but poursuivi par les barons de l'acier dans la modernisation des installations n'a pas été la recherche d'un maximum de sécurité pour les travailleurs. Qu'on en juge plutôt.

Une modernisation qui profite surtout aux patrons

« A l'aciérie d'Hagondange, les installations datent de 1911. Pour moderniser, Sacilor a transformé certains vieux convertisseurs Thomas en fours LWS, procédé qui utilise de l'oxygène pur et élève de beaucoup la température.

Pour la direction, cela représente un progrès à tous points de vue. D'abord parce qu'elle peut utiliser de la ferraille, ce qui n'était pas possible avec le

convertisseur Thomas. Ensuite parce que la capacité du four est beaucoup plus grande. Et enfin parce que le revêtement de briques s'use moins vite.

Mais pour nous, le travail est toujours aussi pénible, sinon plus. Sur les LWS, l'entretien est plus important. Il faut sans cesse changer les tuyères, et cela à chaud, car il n'est pas question bien sûr d'arrêter le four ».

pour les travailleurs de l'acier



L'USINE QUI TUE

Quatre-vingt-deux travailleurs tués, depuis la mise en service des installations : tel est le tragique bilan d'Usinor-Dunkerque. Bilan provisoire, on peut hélas ! en être certain lorsque l'on connaît les conditions honteuses d'insécurité qui y règnent.

Usinor conteste ce chiffre car, selon lui, les travailleurs d'entreprises extérieures tués dans l'usine ne sont pas des victimes d'Usinor ! Ainsi, sur les dix travailleurs ayant trouvé la mort depuis juin 1974, la direction n'en reconnaît officiellement que deux !

A QUELQUES CENTIMETRES DU FOYER

Le 2 juin 1974, une équipe de fondeurs change une tuyère. Ils nettoient à la main, en y pas-

sant le bras et même la tête, cette ouverture dans le haut-fourneau, à quelques dizaines de centimètres de la matière en fusion. Une explosion dans le fourneau se produit, une flamme de 15 mètres brûle tout sur son passage, tandis qu'une éruption de matière en fusion se produit. J.C. Delaleau, un travailleur de 27 ans, est tué, cinq de ses camarades grièvement brûlés.

CRIMINEL ET CYNIQUE

Le 18 juin de la même année, un autre travailleur se tue. Travaillant sur le Haut Fourneau 1, il veut s'accrocher à un tuyau qui, rouillé, cède sous son poids. Commentaire du directeur en pleine réunion du CE : « Il n'avait pas à faire le singe sur le haut-fourneau ».

LA SECURITE A GANDRANGE

« L'Académie de Gandrange : l'une des plus modernes d'Europe », c'est ainsi que Sacilor la présente dans ses brochures destinées au public. Contrairement aux vieilles aciéries de Rombas et d'Hagondange, où l'on s'est contenté de rafistoler les vieux convertisseurs Thomas, celle-ci a été entièrement construite avec du neuf. Mais là aussi, le danger est grand.

Quand on charge des fours en ferraille, ça explose. Quand on décrasse l'acier et que la crasse tombe dans les cuves mouillées, ça explose. Quand la crasse déborde, ça explose.

Certaines de ces explosions peuvent être très dangereuses.

Fin 1976, l'une d'entre elles a soufflé deux murs en aggloméré, cassé les vitres blindées de protection des cabines qui commandent le four et tous les carreaux de verre sur un rayon de cent mètres. Une autre fois, c'est une roue de locomotive qui a été projetée et s'est retrouvée cent mètres plus loin sur le parking. Il en a été de même pour une bonbonne d'oxygène qui, elle, a atterri devant le bureau d'un chef !

Quand il y a des coulées au large, c'est-à-dire que l'on rate la fermeture de la poche d'acier et que l'acier coule sans arrêt, des étincelles se produisent et tous les gars ont la peau grêlée de petites brûlures.

UNE PLUIE D'OBJETS

Aux aciéries, des objets les plus divers tombent régulièrement, parfois de plus de quinze mètres de hauteur. Cela va des boulons aux poches d'acier ou de fonte en fusion pesant parfois 180 tonnes et qui se décrochent des ponts insuffisamment entretenus. Nous publions ci-dessous des extraits des bulletins Lutte Ouvrière qui, durant les quatre derniers mois, ont rendu compte de ces accidents :

« Le 4 septembre, un couleux a eu le crâne fracassé par une cornière de dix kilos qui s'est détachée d'un pont. Son état est très grave ».

« Lundi 13 septembre, à l'Académie 1, le câble d'un pont s'est rompu et une poche pleine d'acier en fusion s'est renversée. Sans la prudence du pontonnier qui avait fait stopper la manœuvre parce qu'il sentait quelque chose d'anormal, c'était 50 tonnes d'acier qui se déversaient sur les travailleurs ».

« Mardi 9 novembre, à l'Académie 2, une pièce d'une trentaine de kilos s'est écrasée au sol, à l'endroit même où quelques minutes plus tôt se trouvait un travailleur ».

« Mercredi 8, à l'Académie 1, un travailleur reçoit sur l'épaule un morceau de crasse d'une cinquantaine de kilos. Il est hospitalisé. Vendredi 10 décembre, une plaque de tôle de deux mètres de long tombe du pont 12. Le même jour, une bride métallique (10 kg) fait une chute de 10 mètres à proximité de plusieurs travailleurs. Mardi 14, à l'Académie 2, une lance à oxygène de plusieurs centaines de kilos tombe une dizaine de mètres plus bas. Dimanche 19, c'est « l'apothéose » : cette fois, c'est carrément une poche de métal en fusion qui s'écrase au sol ».

LE TRAVAIL DE FONDEUR (Usinor-Dunkerque)

Le travail de fondeur, de celui qui est au contact avec la matière en fusion, est l'un des plus dangereux. Nombreux sont les travailleurs à penser, et à dire, « qu'ils ne feraient ce boulot-là à aucun prix ».

Le travail consiste à déboucher les trous de coulée par où sort la matière en fusion à plus de 1500°, de la faire s'écouler par des rigoles, puis de reboucher le trou avec un bouchon d'argile. Etouffant de chaleur sous le manteau d'amiante, le casque à visière, les gants et les guêtres, les fondeurs approchent, à la toucher, la fonte liquide. Une de leurs tâches est, si nécessaire, d'accélérer l'écoulement de la matière dans les rigoles en la poussant... avec une pelle !

Les risques sont permanents. Le métal en fusion explose dès qu'il est en contact avec de l'eau. Or l'extérieur du haut-fourneau est parcouru de conduites d'eau destinées au refroidissement et qui, bien souvent, faute d'un entretien régulier, fuient. De plus, la combustion du haut-fourneau s'accompagne elle aussi d'explosions en son sein. De la matière en fusion peut alors jaillir brutalement. Dans ce cas, un seul recours : la fuite, pour se cacher derrière un obstacle quelconque. Au Haut Fourneau 4 — que les travailleurs ont surnommé « la Soufrière » — tant les explosions y sont fréquentes — lors d'une telle explosion, un pontonnier n'a dû son salut qu'au fait de s'accroupir dans la cabine de son pont que martelait la fonte en fusion.

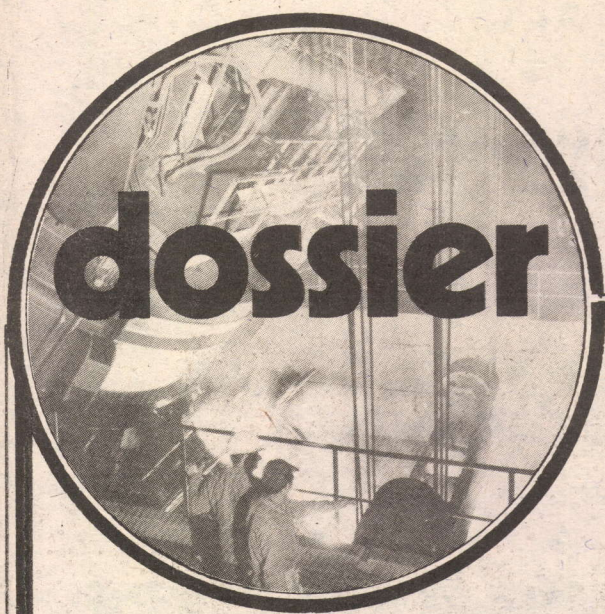
IMPOSER LA SECURITE

Il y a plus de cinq mille accidents chaque année à Usinor-Dunkerque. Chacun des onze mille travailleurs a donc une « chance » sur deux d'être, dans l'année, plus ou moins grièvement accidenté.

Certains ont peur. Ils le disent ouvertement et s'imposent un strict respect des consignes de sécurité. Mais d'autres, par contre, ont tendance à accepter les risques. « C'est la fatalité », entendent-ils dire souvent, trop souvent !

Mais parfois aussi, c'est le coup de colère, comme en juin 1974. Immédiatement après un accident qui avait coûté la vie à un travailleur et blessé cinq autres, ceux des hauts fourneaux débrayent pour exiger que des mesures de sécurité sérieuses soient prises. Ils réclament en particulier une machine pour changer les tuyères et ainsi diminuer les risques. La grève devait durer trois semaines, paralysant toute l'usine. Mais elle ne déboucha pas, la CGT trahissant ouvertement la lutte en substituant aux revendications initiales des travailleurs l'obtention d'une prime de risque de 70 F.

Pourtant, face aux conditions de sécurité déplorables imposées par la direction, face même au fatalisme de certains travailleurs, n'est-il pas du devoir des organisations ouvrières de tout mettre en œuvre pour imposer le strict respect de la sécurité ?



dossier

Face à la crise : quelles solutions ?

Que proposent les partis du Programme commun ?

Des milliers de travailleurs licenciés, des dizaines de milliers d'autres réduits au chômage partiel : face à cette offensive des barons de l'acier, la plus violente depuis des décennies, quelles solutions les partis de gauche proposent-ils donc aux travailleurs ?

Le Parti Socialiste s'en tient, pour sa part, au Programme commun, qui prévoit « des prises de participation financières (de l'Etat) pouvant aller jusqu'à des participations majoritaires ». Comme on le voit, il n'y a pas là de quoi faire trembler les maîtres des forges. Au contraire même, une telle politique conduirait à mettre encore plus facilement les fonds de l'Etat, alimentés par les contribuables, à leur disposition.

Le Parti Communiste, lui, se donne des airs prétendument plus radicaux en réclamant la nationalisation des trois géants de l'acier : Usinor, Sacilor et Creusot Loire. Mais cette mesure ne résoudrait en rien les problèmes des travailleurs. La nationalisation avec rachat, puisque cette possibilité est envisagée par le PC, n'aboutirait en fin de compte qu'à permettre aux magnats de la sidérurgie de bénéficier une fois de plus des fonds publics, pour réinvestir dans d'autres secteurs industriels. Et surtout une sidérurgie, même nationalisée, resterait bien évidemment une branche du système capitaliste. Alors, bon gré mal gré (ministres de gauche ou pas), il faudrait qu'elle en subisse les lois.

Des Charbonnages de France à la SNIA en passant par la SNCF, les entreprises nationalisées n'ont jamais hésité, quand les circonstances l'exigeaient et quand les travailleurs laissaient faire, à rationaliser, donc à licencier. Et les drames qui endeuillent régulièrement les mines témoignent tragiquement des conditions de travail déplorables dans les secteurs nationalisés.

Alors, s'ils n'ont pas grand-chose à perdre à la nationalisation de la sidérurgie, puisqu'à tout prendre l'Etat-patron n'est ni pire ni meilleur qu'un quelconque de Wendel, les travailleurs n'ont pas grand-chose à y gagner.

Mais par contre, suivre aujourd'hui le Parti Communiste sur le terrain de la lutte pour ce seul objectif risquerait de coûter cher à la classe ouvrière. Ce n'est pas un hasard si, en cette période de crise, le Parti Communiste avance la nationalisation comme seule revendication. Cela lui permet de se dispenser de mobiliser les travailleurs sur les revendications pouvant les prémunir face aux licenciements envisagés : Non aux licenciements ! Partage du travail entre tous, avec maintien intégral du salaire !

Mais, qui plus est, le mot d'ordre de nationalisation ainsi que les commentaires cocardiers qui l'accompagnent (défense de la sidérurgie, des mines et de l'acier français, défense du patrimoine national...) autorisent le PC à essayer de se présenter auprès de



la bourgeoisie comme le meilleur défenseur de ses intérêts nationaux face à la concurrence étrangère.

Ainsi, dans les circonstances présentes, la revendication de la nationalisation, telle que le Parti Communiste la propose, aboutit en définitive à tourner le dos à la lutte nécessaire pour le maintien de l'emploi et des salaires des travailleurs de la sidérurgie et elle permet au Parti Communiste de faire des travailleurs les faire-valoir dans la politique nationaliste qu'il se propose de mettre au service de la bourgeoisie.

Partage du travail entre tous, avec maintien du salaire, telle est la revendication qui, si elle était arrachée aux magnats de l'acier, permettrait aux travailleurs de ne pas faire les frais de la crise que les patrons entendent leur faire subir.

Car cette revendication permettrait non seulement aux ouvriers de la sidérurgie de ne pas se retrouver sur le pavé pendant que d'autres sont obligés de trimer souvent plus de quarante heures par semaine et, de plus, elle unifierait l'ensemble de la classe ouvrière dont le niveau de vie subit, en cette période de crise, de multiples atteintes.

Certes, seule une lutte décidée pourrait la faire aboutir. Et même si nous n'en sommes pas encore là, les travailleurs de la sidérurgie n'ont, en fin de compte, pas d'autre choix, pas d'autre issue.

Soit les patrons réussissent à imposer leurs conditions et des milliers d'ouvriers se retrouvent à la rue, soit ce sont les travailleurs qui seront les plus forts et qui arracheront alors leurs revendications. Et pour cela les travailleurs doivent dès à présent montrer à leurs patrons qu'il n'est pas question pour eux d'accepter, après avoir contribué à remplir les coffres de ces messieurs, de se faire remerciés par un licenciement.

S'il y a une crise, que ce soit aux patrons, qui ont accumulé des profits colossaux, de la payer.

Ils le peuvent. Les profits qu'ils ont faits existent toujours, sous formes d'actions, de machines, de terrains, de bâtiments... Ce capital, qui est juridiquement la propriété des patrons, appartient en droit à ceux qui l'ont produit, c'est-à-dire aux travailleurs.

« Il n'y a plus de commandes. Nous ne faisons plus de profits », affirment les patrons de la sidérurgie. C'est possible ! « Mais alors, doivent répondre les travailleurs, que votre capital, qui, lui, est toujours intact, serve à tous, en cette période difficile. A tous, c'est-à-dire à ceux qui n'ont rien d'autre pour vivre que leur salaire. A vous de vous débrouiller. Vendez s'il le faut les actions, les bâtiments. Des acheteurs, il en existe, il est possible d'en trouver. Et si votre capital diminue, eh bien, pour une fois, ce sera vous qui payerez la crise de votre système ».

Il est impensable que, face aux magnats de la sidérurgie représentant des puissances financières colossales, ce soit ceux qui ne possèdent rien et qui ont fait par leur travail la prospérité des trusts, qui paient une fois de plus.

Non aux licenciements ! Partage du travail entre tous !

Maintien intégral du salaire, quel que soit l'horaire ! Voilà quelles doivent être les revendications à avancer si le mouvement ouvrier entend réellement faire payer la crise aux patrons.

Angleterre : un exemple de nationalisation au service des patrons

La sidérurgie anglaise fut nationalisée une première fois en 1951 par le gouvernement travailliste Attlee. Mais quelques mois plus tard ce gouvernement devait céder aux Conservateurs, qui annulèrent cette nationalisation.

C'est le gouvernement Wilson qui renationalisa, en 1966, les 14 plus grandes sociétés sidérurgiques. Prise par un gouvernement travailliste, cette mesure n'avait bien entendu rien à voir avec un souci de défendre les intérêts des travailleurs.

La sidérurgie anglaise était l'une des plus archaïques d'Europe. Très peu concentrée, elle était constituée de nombreuses usines dont la productivité était

très faible. La plus importante des compagnies sidérurgiques anglaises ne venait qu'au dixième rang européen et produisait moins de 4 millions de tonnes d'acier par an, alors qu'en France, qui n'était pas un exemple de modernisme, deux sociétés produisaient à la même époque plus de 7 millions de tonnes.

Ce retard ne gêna pas trop les patrons anglais dans les années 1950, années particulièrement favorables. Mais il se fit sentir à partir des années 1960.

De plus, le retard de la sidérurgie anglaise sur celle des autres pays européens devenait plus gênant, dans la perspective, qui commençait à se des-

siner, d'une adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun.

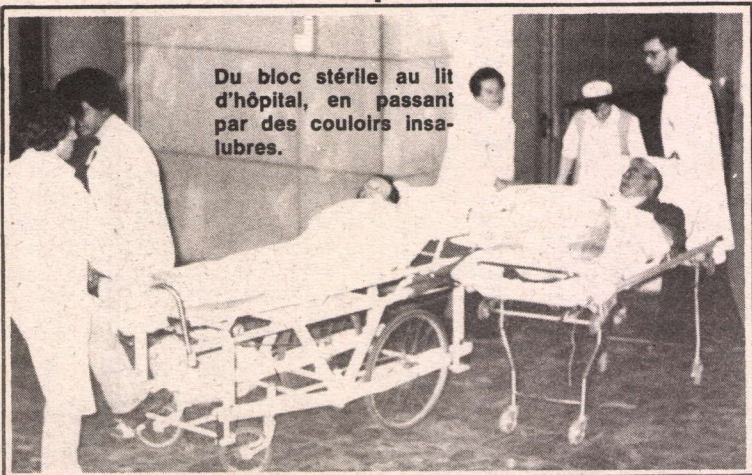
Les 14 entreprises nationalisées formèrent la British Steel Corporation. Et si les actionnaires de ces sociétés furent largement indemnisés, pour un montant de 8 milliards de francs de l'époque, les travailleurs, eux, furent bien moins gâtés. Plus de 11 000 emplois furent supprimés en 1974. Et le dirigeant de la British Steel, Monty Finniston, trouvait ce chiffre nettement insuffisant !

Aujourd'hui, on parle d'instaurer un actionariat privé au sein des entreprises nationalisées et d'associer à leur direction des dirigeants de grandes sociétés privées !

Notre prochain dossier :
La condition de l'apprenti

Le groupe hospitalier de la Pitié-Salpêtrière est, avec 2.500 lits, le plus important de France. Ses services de pointe, Neurologie, Neurochirurgie, Cardiologie, Néphrologie ou Stomatologie, font l'orgueil de l'Assistance Publique.

Pourtant, dans cet hôpital les équipements les plus modernes voisinent avec des conditions d'hospitalisation, d'hygiène et de travail à peine croyables.



Du bloc stérile au lit d'hôpital, en passant par des couloirs insalubres.



Pour se rendre aux vestiaires : le parcours du combattant...

Le transport des malades

Le groupe hospitalier s'étend sur plus d'un kilomètre. Pour transporter les malades d'un pavillon à un autre, il existe bien quelques ambulances, mais en nombre très insuffisant.

Tous les jours, des malades sont transportés sur des brancards dans les sous-sols de la cité hospitalière dont la propreté et l'hygiène sont plus que douteuses. Au pavillon Gaston-Cordier, les malades qui doivent passer une radio à la Pitié sont véhiculés à travers des sous-sols répugnants, dont certains endroits servent au stockage des poubel-

les. Les brancardiers sont obligés d'enjamber les ordures qui jonchent le sol pour transporter des malades qui parfois sortent d'une salle stérile ou d'un bloc opératoire. On fera ensuite emprunter à ces malades des ascenseurs qui servent à la fois à la nourriture, au linge sale et aux poubelles.

Les malades transportés par ambulance ne sont pas mieux lotis que les autres car celles-ci ne sont pas chauffées, même en hiver. Ainsi, des malades qui relèvent d'un choc opératoire sont

mis brutalement dans une atmosphère très froide.

Le manque d'ambulances est parfois tel que l'administration recourt à des sociétés privées qui, évidemment, font payer leurs services fort cher.

Mais le comble c'est qu'il arrive que faute de véhicules, l'administration emprunte les ambulances du SAMU (Service d'Aide Médicale Urgente), qui doivent être prêtes à partir à tout moment pour intervenir très rapidement, car la survie d'un malade est quelquefois une question de secondes !

Les sous-sols

Les sous-sols de l'hôpital mesurent 7 km mais l'équipe chargée du nettoyage n'est composée que de cinq personnes qui y travaillent deux fois dans la semaine. Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'ils ressemblent à un cloaque.

Des ordures et des débris de toute sorte voisinent avec des rats et des chats crevés. De tous ces immondices s'élève une forte odeur de saleté et de pisser.

Des tuyaux contenant de la vapeur traversent les sous-sols et obligent les agents hospitaliers un peu grands à se baisser. Si l'on ajoute à cela les fils électriques qui s'entrecroisent en maints endroits avec lesdits tuyaux, on aura une idée du danger permanent que constitue cette installation.

Les vestiaires pour le personnel sont généralement dans les sous-sols. Ils sont tout petits et très peu pratiques. Au pavillon Rambuteau, si on veut avoir accès aux vestiaires, il faut d'abord se plier en deux, des canalisations obstruant l'entrée.

Au pavillon Rambuteau et au pavillon Jacquart, il n'existe pas de douches. Ainsi, après avoir été toute la journée au contact avec la maladie, le personnel non seulement n'a pas les moyens de se

rafraîchir, mais risque encore de diffuser des germes de maladie chez lui ou dans le métro.

Quant aux lavabos et aux toilettes, inutile de préciser qu'ils ne sont jamais lavés.

Le manque de personnel

Le manque de personnel constitue un danger permanent pour les malades, en particulier pour ceux qui demandent des soins permanents.

Dans le service Casteigne-Lhermitte, il n'y a qu'un agent pour soixante-quatre malades.

Au service 4 de Diabétologie, il n'y a qu'une infirmière pour quatre salles.

Sur la Pitié-Salpêtrière, l'administration reconnaît elle-même qu'il manque 387 personnes. La situation est à tel point critique que l'administration est obligée de fermer des salles parfois très bien équipées par ailleurs. C'est le cas de la salle Berger dans le service Pertuiset. Plusieurs salles du service Lhermitte et du service Casteigne sont restées fermées plusieurs semaines en janvier.

A la Pharmacie

Pour les recherches sur les hépatites virales, où les risques sont très élevés pour les manipulateurs, aucune mesure particulière, comme la spécialisation du personnel, l'information sur les précautions à prendre, l'isolement des prélèvements et de leur analyse, du personnel en nombre pour lui permettre de conserver toute son attention, un

traitement préventif du personnel avec des gamma-globulines, etc. n'est prise. Résultat : en 3 mois, 6 personnes ont été atteintes dans l'hôpital par ce virus. Et l'administration n'a toujours pas daigné se remuer, pas même pour remplacer le personnel ainsi touché. Au point que le labo doit aujourd'hui réduire ses examens aux dépens des malades hospitalisés.

PHARMACIE MUTUALISTE : un refus scandaleux du ministère de la Santé

Une fois de plus, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand vient de déclarer illégal le refus du ministre de la Santé d'accorder l'autorisation d'ouvrir une pharmacie mutualiste dans la métropole auvergnate.

C'est un épisode de plus du long conflit qui oppose, depuis dix-huit ans, l'Union départementale des sociétés mutualistes du Puy-de-Dôme aux différents ministres de la Santé. Une pharmacie de ce type présente des avan-

tages pour la population : pas de paiement en retirant les médicaments, donc pas d'attente pour les remboursements.

Pour la région clermontoise, l'absence de pharmacie mutualiste est jugée par tous fort regrettable, d'autant plus qu'un local tout prêt, en pleine ville, existe depuis pas mal de temps. Mais ce sont les pharmacies privées et les trusts pharmaceutiques qui s'opposent à l'ouverture, craignant la concurrence. Et le ministère n'a rien à leur refuser.

D'ailleurs, il en est de même sur le plan national : sur 1.800 pharmacies, 27 seulement sont de ce type. En seize ans, deux ont été ouvertes. Toutes les autres demandes restent bloquées au ministère de la Santé.

Un gouvernement entièrement au service des capitalistes et qui se moque de la santé de la population, voilà ce qu'illustre clairement l'affaire des pharmacies mutualistes.

Correspondant L.O.

les patrons licencient...



Ici les ouvriers de la SNIAS Toulouse deux ans auparavant, alors que l'incertitude sur Concorde faisait déjà peser une menace sur l'emploi.

La SNIAS réduit ses effectifs...

Il y a six ans, la SNIAS comptait 42.000 personnes. Aujourd'hui, début 1977, les effectifs sont tombés à moins de 36.000.

Durant ces six années, plusieurs usines ont été fermées, entre autres Orly (300 travailleurs), Courbevoie (2.000) et dernièrement Châteauroux (800). Le bureau d'études de l'usine de Suresnes, qui a compté dans le passé jusqu'à 300 travailleurs, vient d'être supprimé.

Jusqu'à la fermeture de Châteauroux, par le jeu des départs volontaires, des départs en retraite, du blocage de l'embauche, la SNIAS n'avait pas directement licencié. Les travailleurs des usines fermées étaient mutés dans d'autres usines du groupe. A Châteauroux en 1976, pour la première fois, la SNIAS décidait et appliquait un licenciement collectif. Actuellement, plus de 130 travailleurs de cette usine sont inscrits au chômage. Ce qui est dramatique dans cette région

déjà durement touchée. A Suresnes, une trentaine de dessinateurs ont reçu, il y a quelques jours, leur lettre de licenciement.

Et ce n'est pas fini. Comme la direction générale, par son P-DG, le général Mitterrand, l'a annoncé la semaine dernière, elle compte aggraver la situation en 1977, en réduisant le personnel de 1.600 travailleurs sur l'ensemble de la SNIAS. La division « Avion » serait la plus touchée, puisque le nombre d'emplois à supprimer serait de 1.200. La division « Hélicoptères », épargnée jusqu'à présent, verrait ses effectifs abaissés de 300. Seule la division « Engines » ne serait que peu attaquée (quelques dizaines de licenciements).

L'inquiétude est bien sûr très grande parmi le personnel de la SNIAS. Mais, à part les secteurs directement mis en cause, la riposte face à la direction est faible. Il faut dire que l'attitude des syndicats est pour le moins am-

bigüe. Fidèles à leur politique axée avant toute chose sur la défense de l'industrie aéronautique française, ils ne font des revendications de défense de l'emploi qu'une conséquence de cette politique, et donc la mettent au second plan. Et ceci est loin de mettre les chances du côté des travailleurs, ne peut les inciter à se mobiliser pour se battre demain.

De plus, les travailleurs de la SNIAS se retrouvent placés dans le contexte général des licenciements et du chômage dans le pays tout entier. Or, comme là non plus la politique des syndicats n'est pas à l'organisation de la lutte, le sentiment de l'isolement, donc de la difficulté de se battre, est fort.

L'avenir nous dira si les travailleurs de la SNIAS sont prêts à se laisser faire et si le P-DG va pouvoir mener à terme son projet. Rien n'est moins sûr.

Correspondant LO.

... la SONOME (Châteauroux) aussi

La SO NO MEC est une usine d'une centaine de personnes, la plus ancienne des entreprises implantées dans la zone industrielle de Châteauroux, où sont produites des pièces détachées pour les turbo-réacteurs de Turboméca.

Depuis la fermeture de la SNIAS voici quelques mois, qui était un gros client de la SO NO MEC, le travail est maintenant donné au coup par coup.

Ainsi, en juillet dernier, la direction annonçait 18 licenciements.

Pour faire accepter rapidement sa mesure, elle utilisait un argument massue : le second volet du plan Barre n'étant pas encore connu, le P-DG avait déclaré qu'il était fort possible que les 90 % du salaire alloués aux chômeurs licenciés pour cause économique soient supprimés.

Considérant cette éventualité, les syndicats avaient, d'après elle, tout intérêt à accepter immédiatement les licenciements !

Le bluff n'a pas pris et des

manifestations, campagnes d'affiches et communiqués de presse se succédèrent.

Mais la direction n'a pas cédé. Trente licenciements sont déjà effectifs et elle en annonce 53 autres. Aucune garantie de reclassement n'a été donnée aux licenciés et il est peu probable qu'ils retrouvent du travail de qualification identique dans la région.

Correspondant LO

ALSTHOM - BELFORT

Du contrat provisoire au chômage

Depuis quelques mois, la direction Alsthom embauche des travailleurs à « contrats de durée limitée ». C'est-à-dire que ces camarades seront licenciés au bout de trois, six ou neuf mois, même si leur poste doit être aussitôt pourvu par d'autres travailleurs, embauchés dans les mêmes conditions.

Vendredi 14 janvier, deux de ces camarades ont encore été renvoyés, dans le secteur des Ailettes. Pour l'instant, les travailleurs de l'Alsthom ne réagissent pas. Ils se sentent protégés par leur embauche dite « définitive ». On entend dans l'entreprise mé-

me des syndicalistes qui acceptent ces mesures parce qu'elles sont légales.

Pourtant, chacun sait bien qu'en commençant par cette quarantaine de travailleurs à contrats limités la direction vise à nous habituer aux licenciements.

En effet, les bruits les plus alarmistes continuent à circuler dans l'usine après la fusion Alsthom-CEM.

C'est dire si nous avons intérêt à ne pas nous laisser diviser et à réagir immédiatement tous ensemble.

Correspondant LO.

MONIN ORDURES SERVICE

Le maire de Lyon au secours du patron contre les chargeurs licenciés

Au tout début de l'année, l'entreprise de ramassage des ordures Monin Ordures Service profitait d'une nouvelle grève pour licencier la totalité des cent trente chargeurs. En effet, selon les dires mêmes de la direction, elle ne pouvait tolérer leur combativité : durant l'année 1976, ils ont été à l'origine de sept grèves, dont une a duré près d'un mois.

Les chauffeurs de camions, racistes et anti-grévistes, sont du côté de la direction.

Ils ont obtenu le privilège de choisir leur équipe de chargeurs. Et le critère est le plus souvent le nombre de petits cadeaux que les immigrés leur rapportent de chez eux et la fréquence des consommations qu'ils payent aux chauffeurs.

Quant à la direction, elle a annoncé le licenciement des cent trente chargeurs, délégués compris, avant même que le CE ait été réuni pour se prononcer sur le licenciement des délégués. Et là encore, les délégués CFDT n'ont pas été convoqués et se sont vu refuser l'entrée à la réunion. Par contre, les délégués CGT (où sont syndiqués les chauffeurs) ont voté les licenciements sans sourciller.

Huit jours plus tard, l'UD-CGT a quand même réagi en révoquant les délégués du syndicat. C'est d'ailleurs la seule chose qu'elle ait faite à propos de ce conflit.

La direction a obtenu l'autorisation de l'ANPE de déposer des offres d'emploi pour soixante-dix chargeurs, immigrés exclus, et pour un salaire inférieur de 500 F à celui des licenciés. Monin sait qu'il a l'appui du nouveau maire de Lyon, puisque celui-ci a dit qu'il n'avait que faire des grévistes et qu'il fallait que les ordures soient ramassées.

Face à cette coalition de brigands, la solidarité ouvrière est nécessaire pour empêcher les chargeurs licenciés d'être vaincus.

Correspondant local

RHÔNE-POULENC PONT-DE-CLAIX

Des départs anticipés pour les plus de 60 ans

Poursuivant sa politique de réduction des effectifs, la direction Rhône-Poulenc à Pont-de-Claix, près de Grenoble, vient d'annoncer que 69 travailleurs âgés de 60 ans seraient licenciés dans le courant de l'année 1977. Ces travailleurs ne percevront que 70 % de leur rémunération actuelle, sans aucune garantie d'indexation sur l'évolution des prix. Malgré cela, la quasi-totalité des travailleurs touchés par cette mesure y voient avant tout la possibilité de quitter l'usine cinq ans plus tôt que prévu.

Quand on sait qu'il y a, à Pont-de-Claix, en moyenne un accident déclaré par jour, que les maladies d'origine professionnelle dues aux produits chlorés, aux solvants et aux acides y sont légion, on comprend que ces travailleurs préfèrent quitter l'usine quand il en est encore temps.

En jetant ces travailleurs à la rue, Rhône-Poulenc n'a évidemment pas pour but de les libérer du bagne de l'usine mais bien de faire des économies sur notre dos.

Correspondant LO.



RESEAU PARIS SUD-OUEST

6 travailleurs tués depuis deux mois

Un ouvrier électricien a reçu une décharge de 1.500 volts alors qu'il travaillait, vendredi 21 janvier, à l'atelier Massena (Paris 13^e) sur une ligne à haute tension. Le courant n'avait pas été coupé sur la portion en travaux. Projeté de 6 mètres de hauteur, le travailleur est mort sur le coup.

Il était employé par une entreprise privée — la SOPRADEC — qui effectue des travaux pour le compte de la SNCF. Et ceci explique en partie l'accident.

Depuis plusieurs années, les travaux parmi les plus pénibles et les plus dangereux, comme l'entretien des voies et des caténaires, sont remis à des entreprises de ce genre. Celles-ci, au prix d'entorses aux règlements de sécurité, de primes au rendement allant avec des salaires dérisoires, parviennent à obtenir un rendement supérieur à celui du travail fait par la SNCF. C'est pourquoi ces travailleurs sont souvent parmi les premières victimes.

La SNCF sauve la face en faisant une distinction sordide entre eux et les cheminots, et ne comptabilise pas les victimes des entreprises privées dans ses statistiques.

Ainsi, le 3 janvier, des représentants de différentes filières pouvaient se vanter d'être des champions de la sécurité, devant la télévision. Qu'en en juge ! Sur le seul secteur de la banlieue sud-ouest :

Le 17 novembre 1976, un travailleur se tue en tombant d'un caténaire à Rungis. L'entreprise privée à laquelle il appartenait faisait faire le travail au bout d'une échelle posée sur un chariot mobile sur rails. Tout près de là, à Juvisy, la SNCF dispose d'un train spécial ultra-moderne pour le remplacement des caténaires...

Le 1^{er} décembre, un travailleur d'une entreprise privée est écrasé par un train sur une ligne à grande vitesse. Le jeune cheminot qui assurait sa protection n'a-

vait reçu qu'une formation de trois jours. Il a été lui-même blessé.

Le lendemain, un travailleur en train de meuler sur un rail près de Montereau n'entend pas le protecteur souffler dans la corne à l'arrivée d'un train. Il est tué.

Quelques jours plus tard un cheminot, qui travaille sur une voie où les trains peuvent circuler à 140 km/h, glisse et s'assomme au moment où le protecteur l'avertit de l'arrivée d'un train. Seul et sans secours possible, il est écrasé.

Dans la nuit du 13 au 14 décembre, près d'Orly, une équipe réduite à 3 cheminots travaille sur un chantier non signalé, sans protecteur. Un train arrive sur la voie à côté : 2 morts.

Mais des trains à grande vitesse continuent de rouler près des voies en travaux. La vie des travailleurs continue de recoser sur le signal sonore d'un protecteur unique, pouvant rester 8 heures d'affilée à scruter l'horizon, été comme hiver.

Quand la SNCF déraile...

Le 13 janvier, un train de marchandises en provenance de Limoges et se dirigeant vers Châteauroux a déraillé à proximité de la gare de Forgeville. A cet endroit, il manquait un rail !

Cela peut paraître aberrant, mais il n'est pas rare que des rails soient remplacés sans que la circulation soit interrompue, entre deux trains. Et là, non seule-

ment les trains continuaient de rouler, mais rien ne prévenait les conducteurs de ces travaux. Plusieurs wagons-citernes ont déraillé, mais heureusement la locomotive est passée sans dégâts.

Les conducteurs disent souvent : « Sur le Sud-Ouest, on a du bol ». Effectivement. Il y a un mois, la voiture d'une rame — banlieue qui déraillait en gare

d'Orsay était la seule sans voyageurs.

De catastrophes frôlées en catastrophes frôlées, la SNCF, qui réduit les effectifs, limite les visites du matériel et des voies ou reporte, comme en période de pointe, les réparations faute de main-d'œuvre, prépare des accidents inévitables.

UNELEC VIERZON

Chantage au licenciement pour obtenir des subventions

La semaine dernière, la direction d'UNELEC a annoncé qu'il y aurait certainement une réduction d'horaire si les commandes de palans n'augmentent pas. Actuellement, la production est de 40 par semaine, et 20 seulement sont vendus.

La direction parle de ramener les horaires de 40 à 32

heures par semaine. Mais en plus, elle refuse de participer à l'indemnisation des heures perdues et exige que l'Etat la prenne entièrement à sa charge.

Sinon, le patron menace de licencier 70 travailleurs : près de 20 % des effectifs !

Pour l'instant, il n'y a pas eu beaucoup de réactions

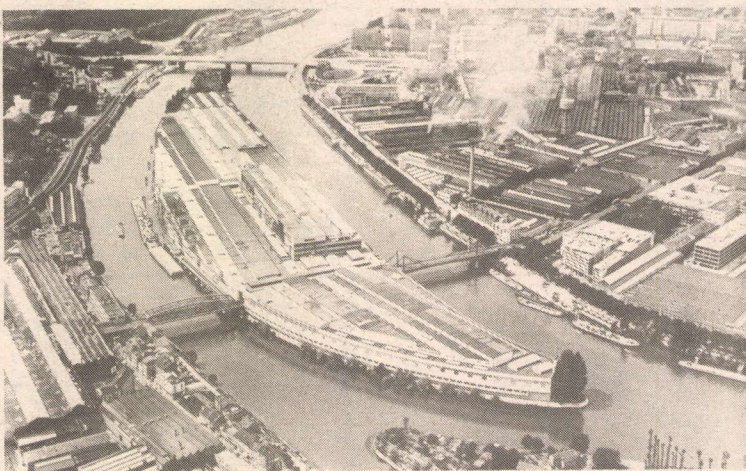
dans les ateliers. La plupart disent qu'il n'y a encore rien de précis et attendent la réunion patronale et le Comité d'entreprise, qui auront lieu jeudi. Il faut dire que les syndicats n'ont encore rien fait, ne serait-ce que pour informer les travailleurs.

Correspondant L.O.

RNUR

BILLANCOURT

5 jours de grève en Tôlerie



La grève s'est déclenchée sur les chaînes de Tôlerie, là où l'on soude et assemble la carrosserie. Jeudi 20 janvier, près de 400 ouvriers, soit environ 80 % de l'effectif, avaient arrêté le travail.

Contrairement aux grèves de 1973 aux Presses, de 1975 chez les caristes et de 1976 chez les peintres, le mouvement n'a pas démarré sur des bases catégorielles. Il regroupait une majorité d'OS, mais aussi des professionnels, des soudeurs et des tôliers...

Une augmentation de la charge de travail sur les fourgonnettes R4 a fait exploser le mécontentement accumulé depuis des mois du fait des conditions de travail pénibles, mais aussi surtout du fait des salaires. Ainsi, à côté des revendications particulières à l'atelier, vont apparaître le P1 pour les OS et 300 F d'augmentation pour tous.

Malgré ces revendications qui pouvaient être reprises par l'ensemble des travailleurs de la Régie, le mouvement ne s'étend pas.

La direction, utilisant une tactique qui a fait ses preuves, ne va pas lui en laisser le temps. Elle annonce dès le vendredi la mise en chômage technique de 900 ouvriers des chaînes de R6. Après un bref mouvement de colère, les ouvriers lockoutés rentrent chez eux et ne réapparaissent pratiquement plus à l'usine. Les autres, ceux qui ont encore du travail, hésitent à se lancer dans le mouvement. En fait, la combativité n'est pas très grande, les grèves des précédentes années laissent un mauvais souvenir.

De son côté, la CGT, syndicat majoritaire dans l'usine et qui dirige la grève, n'a rien fait, bien au contraire, pour aider les grévistes à sortir de leur isolement.

D'abord elle adopte une attitude dure au 12, sans s'assurer si les autres secteurs sont prêts. Puis à l'annonce du lock-out, elle cherche, comme

le disent ses dirigeants, « à minimiser le conflit ».

Dès le lundi 24, les 300 F et le P1 disparaissent de ses tracts, dans lesquels la grève est présentée au reste de l'usine comme spécifique à un atelier.

Prise entre la peur d'un conflit d'envergure chez Renault et le désir d'obtenir l'ouverture de négociations pour revoir l'accord d'entreprise sur les salaires, elle multiplie les mises en garde aux grévistes. Elle cherche de façon non voilée à faire reprendre le travail, proposition repoussée par les grévistes le lundi et le mardi.

Face à ces louvoiements, la direction, elle, est déterminée. Elle négocie uniquement sur les conditions de travail. Elle s'engage à satisfaire le minimum : promesse de 3 remplaçants, révision des postes... Mais elle s'organise : des régisseurs, des chefs d'équipes, des agents techniques, des intérimaires remplacent les grévistes, si bien que la R4 tourne presque normalement. Des bataillons de blouses blanches sont mobilisés, des huissiers sont là en permanence.

Finalement, dans la matinée du mercredi 26, la CGT qui multiplie les manœuvres parvient à faire reprendre le travail aux grévistes du 12-74. Ces derniers, isolés, n'ayant rien obtenu sur les salaires et pas grand-chose sur les conditions de travail, soumis à une pression considérable de la CGT désireuse de voir ce conflit se terminer, ne voyant pas d'autre issue, ont repris le travail.

Non sans d'ailleurs avoir dit leur fait aux responsables CGT qui au début les avaient engagés et même poussés dans ce conflit pour leur déclarer au bout de cinq jours de grève que la direction ne céderait jamais sur les salaires face à eux seuls, alors qu'ils se sont bien gardés de faire quoi que ce soit pour étendre la lutte.

Correspondant L.O.

Échec au racisme au Département 14

Mardi 19 janvier, au département 14 un responsable du département, connu pour son mépris et son attitude raciste, s'est de nouveau distingué.

Face à une délégation de travailleurs venus protester contre l'attitude d'un contre-maître qui voulait qu'un cariste prenne un sens interdit pour aller plus vite, il s'est écrié : « Vous êtes des menteurs et maintenant, dégagez ». Le tout avec un geste de la main significatif. De tout temps

ce chef manifeste son mépris vis-à-vis des travailleurs immigrés. Mais là, c'en était de trop. Un travailleur lui répond : « Si vous ne voulez pas travailler avec des immigrés, allez-vous-en... » « S'il y a un étranger à l'usine, c'est vous ! ». Le chef était vert de rage !

Plusieurs dizaines de travailleurs avaient arrêté le travail et entouraient le bureau. Une prise de parole est organisée par la CGT ainsi qu'une affiche dénon-

çant l'attitude raciste. La direction n'apprécie pas du tout, à tel point qu'elle demande à la CGT de retirer son affiche. La CGT refuse, la direction fait venir un huissier pour constater. La CGT fait circuler une pétition contre le racisme, plusieurs centaines de travailleurs la signent. Bien sûr, cela ne changera pas la mentalité raciste de ce chef. Mais ça ne peut que l'encourager à se taire.

Correspondant LO

Escalade de sanctions aux Câbles de Lyon

Parce qu'il a apposé une affiche au panneau syndical invitant les travailleurs à boycotter l'arrosage de la médaille « 25 ans » d'un chef particulièrement peu estimé, un délégué du personnel CFDT, également délégué CHS, a été mis à pied jusqu'à nouvel ordre et une procédure de licenciement est engagée contre lui.

Mais la direction des Câbles ne s'est pas arrêtée là. Ayant jugé le texte de l'affiche « injurieux et diffamatoire », elle a mis à pied pour trois jours deux délégués syndicaux CFDT et envoyé des lettres de « mise en garde » à tous ceux, délégués et syndiqués CFDT, qui ont diffusé un tract de protestation reprenant le texte de l'affiche

incriminée.

Bien que le CE, réuni en séance extraordinaire, ait refusé ce licenciement, il a fallu attendre presque deux semaines pour « arracher » aux responsables syndicaux un débrayage d'une demi-heure qui, vu le peu d'empressement des militants, n'a réuni qu'une centaine de travailleurs.

Correspondant LO

TRI POSTAL CRETEIL :

Heures supplémentaires au rendement

En ce qui concerne les heures supplémentaires, au centre de tri postal de Créteil, la direction a décidé récemment d'innover : elles ne sont plus payées à l'heure mais au nombre de caissettes de lettres triées, sur la base de trois caissettes à l'heure.

Le rythme moyen de tri des lettres est de deux caissettes par heure. Aussi, on a pu voir les volontaires des heures supplémentaires accélérer les cadences et rester parfois au-delà du nombre d'heures qu'ils devaient effectuer pour finir leurs caissettes : l'administration considère qu'ils sont corvéables à merci.

Il faut dire que, dans les centres de tri, les heures supplémentaires sont une véritable institution sur laquelle l'administration compte pour écouler le surcroît de trafic, surtout pendant les périodes de surcharge, comme celle qui entoure les fêtes de fin d'année. Et on voit ainsi des postiers qui viennent faire huit, seize, voire vingt-quatre heures supplémentaires dans la semaine.

Et pourtant la solution à nos salaires insuffisants n'est tout de même pas de s'en tenir à la semaine de soixante heures !

Correspondant LO



POLYMECANIQUE PANTIN :

Un système qui arrange les patrons

A la Polymécanique, à partir du 17 janvier, la plupart des travailleurs des bureaux ont en principe le droit d'étaler sur une heure et demie leur horaire de travail journalier, à condition que cela ne nuise pas à la bonne marche du service, avec interdiction d'un décalage horaire systématique et obligation de récupérer dans la journée même le retard du matin, sauf si le motif convient au chef de service !

Mais en fait d'horaires plus souples, on instaure une discipline plus stricte. La note codifiant le système d'horaires décalés pour les bureaux précise que, si

les cartons de pointage sont supprimés, il faudra à la place remplir chaque jour une feuille de présence, la déposer à chaque entrée et sortie en un lieu obligatoire, l'émargé chaque quinzaine et la faire contresigner par le chef ! On n'arrête pas le progrès : après le pointage à la machine, le pointage à la main !

Et cette triste affaire ne s'arrête pas là. « Toute infraction à ce règlement », est-il précisé, « entraînera des sanctions sévères et applicables immédiatement ». Et on nous promet un avertissement et deux jours de mise à

pied à la première infraction et à la deuxième le licenciement pour faute grave ! Et quoi encore !

De même, il faut noter que, si la direction a proposé — et imposé — ce nouveau mode d'horaire à la carte, elle ne l'a fait que dans les secteurs où cela risque le moins de gêner la production. Cela suffit à nous éclairer sur la portée de cette « réforme » : si elle la fait, c'est que cela lui rapportera plus à elle qu'à nous, employés.

Correspondant LO



Grande nouvelle ! Le patron va faire bénir les nouveaux locaux de Domec. Pour tous ceux, et ils seront très nombreux, qui n'assisteront pas à cette édifiante manifestation, nous publions en avant-première le texte du sermon :

« Bénis soient les patrons, bénis soient les accidents du travail, bénies soient les cadences, bénies soient les bas salaires, bénie soit la fatigue, béni soit le bruit, bénie soit la chaleur. Amen (du profit au patron) ».

Pour une fois, lundi, nous ne nous plaindrons pas de la chaleur : elle fait évaporer l'eau bénite.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Domec (Bordeaux).

CGCT MASSY :

Fort Chabrol ?

La direction de la CGCT à Massy ne lésine pas sur la sécurité. Pas celle du personnel, celle de ses installations. Il y a deux ou trois ans, quelques gros pétards avaient explosé devant des entreprises liées au groupe américain ITT, qui avait été mêlé au coup d'Etat de Pinochet au Chili. Courageux mais pas téméraires, les patrons de la CGCT, filiale d'ITT, avaient embauché... des chiens pour « protéger » l'usine, et pas des gros toutous inoffensifs ! De grosses sales bêtes qui en quelques mois à peine avaient déjà agressé cinq

ou six travailleurs.

Les chiens, c'est bien, mais ça mord. Aussi, à la suite des protestations des travailleurs qui à leur tour ne se sentaient plus en sécurité, la direction a fait installer... un réseau de radars et de caméras pour surveiller le périmètre de l'usine ! Rien que ça ! Des centaines de millions gaspillés, alors que la moindre mesure de sécurité dans l'usine attend parfois des mois !

Quant aux cerbères, ils sont toujours là - dans des chenils, cette fois.

Correspondant LO

Quand le coq gaulois prend sa plus belle plume

Le 11 janvier dernier, le bulletin Lutte Ouvrière des Chantiers de France-Dunkerque dénonçait les mesures d'économies de la direction qui, sous prétexte de « devoir national », réduisaient l'éclairage et le chauffage dans l'entreprise, au détriment de la sécurité et des conditions de travail. Le directeur général répliquait aussitôt par la note de service ci-dessous.

FRANCE-DUNKERQUE
Dunkerque, le 11 janvier 1977
NOTE D'INFORMATION
N° 3003-77
AU PERSONNEL

Référence : Tract LUTTE OUVRIERE du 10 janvier 1977
I - Par une Note de Service signée, j'ai donné des instructions quant à la nécessité de réaliser des économies d'énergie.
II - Par un tract non signé, LUTTE OUVRIERE s'imaginerait tourner en ridicule ces instructions.
III - Le personnel qui, de

toute évidence, n'a que peu de sympathie pour les intellectuels gauchistes de LUTTE OUVRIERE, saura évidemment faire la part des choses et reconnaître que remplir son devoir national n'a rien d'humiliant ni de ridicule.

IV - Ce qui est « sordide » et « sans pudeur » c'est bien l'utilisation, par des individus qui se cachent, de tout ce qui peut être de nature à ruiner l'Economie Nationale.

Chacun appréciera en sachant que, dans le Comité de Rédaction de LUTTE OUVRIERE, il y a des professeurs qui « s'occupent » de nos enfants par ailleurs.

Le Directeur Général
J. Lefol

Le « comité de rédaction de Lutte Ouvrière » aura du mal à ridiculiser le directeur général autant qu'il l'a fait lui-même lorsque l'envie lui a pris de saisir sa plume !

Correspondant LO

L'AFFAIRE DU CHEMIN DES DAMES

d'Henri
CASTEX

Sous ce titre, l'historien Henri Castex a entrepris de présenter le compte rendu d'une partie des séances que tint à huis-clos l'Assemblée nationale au cours de la guerre de 14-18. Il s'inscrit dans le cadre de la collection « Les Comités secrets » du même auteur, dont il est le cinquième ouvrage.

Le secret, les députés en avaient bien besoin, car au-delà de la propagande patriotique à la population, la réalité dont ils avaient à traiter était autrement sinistre : l'échec de l'offensive Nivelle en avril-mai 1917, les pertes effroyables, l'incurie du commandement, les mutineries et leur répression.

Ce qui frappe à la lecture de ces pages, c'est bien l'Union sacrée qui relie tous les députés, depuis les socialistes jusqu'à l'extrême-droite, en passant par les radicaux. Tous, y compris les ténors du Parti Socialiste, Renaudel et Bracke, se situent sur le terrain du militarisme, et s'ils critiquent l'action du gouvernement, c'est essentiellement au nom de l'efficacité dans la guerre. Ce ne sont même pas des socialistes qui se distinguent le



L'ex-socialiste Millerand devenu ministre de la Guerre en conversation avec Joffre. (Viollet)

plus dans la défense des droits des soldats mais d'autres députés, un radical notamment.

Tel qu'il est, le livre d'Henri Castex n'apporte pas de révélations pour qui connaît quelque peu cette période. Il souligne cependant de manière intéressante de nombreux points, qu'il s'agisse de l'entêtement criminel des chefs de l'armée, de leur refus de reconnaître leur incompétence, le montant des pertes en vies

humaines, les dépenses en matériel (800 000 obus pour gagner un kilomètre !) ou la terrible condition réservée aux troupes sénégalaïses, parias parmi les parias et qui n'ont même pas le droit de vote.

A ce titre, il vaut d'être lu.

René BLIARD

L'affaire du Chemin des Dames de Henri Castex. Editions Roblot. 206 pages. 35 F.

Le vieil homme et l'officier

de M. ELIADE

Un vieil homme, un roumain, directeur d'école à Bucarest au début du siècle, raconte des histoires d'autrefois à la façon d'autrefois. Longuement, patiemment, interminablement, il raconte. Il raconte les êtres qu'il a connus, ses anciens élèves, ses amis, leur histoire, l'histoire de leurs parents, ancêtres et amis...

Au fil de son récit, la réalité et le merveilleux s'entrecroisent et chaque être devient légendaire.

Mais les événements se déroulent dans la Roumanie policière d'aujourd'hui. Et le récit du vieil homme intrigue d'abord un officier de la police secrète, puis la police roumaine tout entière... Ce récit contient des obscuri-

tés... et le fonctionnaire qui l'écoute cherche inlassablement à travers ces légendes l'explication policière. Tous cherchent, jusqu'au ministre de l'Intérieur, impatient en fait de connaître la suite de ce conte des Mille et Une nuits.

L'intrigue se situe dans un univers stalinien parce que l'auteur est roumain. Mais cet univers n'apparaît qu'à l'arrière-plan et ce n'est pas un livre de contestation. C'est néanmoins un bon roman, amusant et vite lu.

Irène BROSSARD

Le vieil homme et l'officier, de M. Eliade - Collection « Du monde entier » - Editions Gallimard - Prix 29 F.

Lumière de soufre

de G. ARNAUD

Ecrit en 1952, quelques années après le célèbre *Salaire de la peur*, ce roman de George Arnaud vient de paraître en Livre de Poche. Ce livre raconte l'histoire d'un petit bourgeois agri et rejetant quelque peu son milieu, qui arrive à la cinquantaine en ayant mené jusqu'à une vie morne, entre son travail — qui ne le passionne pas — et sa femme — qui l'ennuie encore plus.

Jusqu'au jour où, ayant découvert par hasard un vieux tableau chez un antiquaire, il est persuadé qu'il s'agit d'un Van Gogh et va s'appliquer à le prouver. Il apprend en même temps qu'il est atteint d'un cancer mais, à la fois parce qu'il est passionné dans sa recherche d'authenticité du tableau et par peur d'affronter

la maladie en face, il néglige de se soigner. Il mourra le jour où son tableau sera authentifié comme étant effectivement un Van Gogh.

Voilà pour l'histoire, à vrai dire pas passionnante. Les états d'âme du héros (qu'il s'agisse de sa fébrilité à prouver qu'il possède un tableau de maître, de ses angoisses devant la maladie ou du dégoût qu'il a pour sa femme ou son milieu social) touchent assez peu. Et quant à la critique que l'auteur cherche vraisemblablement à faire du milieu petit bourgeois bien-pensant du « Quartier Saint-Sulpice », elle ennue plus qu'autre chose.

Marianne LAMIRAL

Lumière de soufre de Georges Arnaud - Le Livre de Poche - 6,50 F.

Le mal français

d'Alain PEYREFITTE

Après s'être penché sur la Chine, Alain Peyrefitte vient de se pencher sur le « mal français ». C'est bien simple, la France souffre de tout, et d'abord des Français, qui sont, comme chacun sait, brillants, intelligents, fiers, mais si individualistes et si peu persévérants, toujours à penser au système « D ». Ah ! si ces Latins de Français étaient capables de comprendre l'exemple venu du Nord... de ces nations protestantes, économes, propres, riches, industrieuses, etc.

Depuis 300 ans, la France souffre d'un mal fondamental : la centralisation de l'Etat français. Et là, on peut être sûr que monsieur Peyrefitte, député-maire de Provins depuis 20 ans, sept fois ministre, en particulier de l'Education nationale en mai 1968, ex-secrétaire de l'UDR, c'est-à-dire du parti qui est au gouvernement depuis près de vingt ans, sait de quoi il parle.

Si les pauvres, les plus faibles ne réussissent pas à se faire entendre en France, si tout va mal,

cela ne vient pas de l'égoïsme d'une classe qui détient le pouvoir et l'argent, mais de l'administration, des petits chefs, des technocrates qui étouffent littéralement le Français; pas de la centralisation du pouvoir politique, nuance (de Gaulle centralisait l'exécutif et il avait raison !), mais de la centralisation des bureaux exclusivement. L'origine de ce mal bureaucratique ? La mentalité française. Ben voyons ! Ainsi, après cette puissante démonstration, la boucle est bouclée.

A défaut de raisonnement cohérent, le livre de Peyrefitte contient nombre de lieux communs, entrelardés de citations littéraires, de références historiques, d'anecdotes vécues avec quelques grands de ce monde et, pour faire plus objectif, de nombreuses références à Marx... Cela ne suffit pas pour faire un bon ouvrage.

I.B.

Le mal français, d'Alain Peyrefitte - Editions Plon - 49 F.

MOURIR AU PAYS BASQUE

de J. KAUFMANN

Ceux qui s'intéressent à la situation politique actuelle au Pays basque seront déçus à la lecture de ce livre.

Kaufmann n'a absolument pas cherché à analyser cette situation. Ce qui l'intéresse, c'est le sensationnel : les prises d'otages et les actes de terrorisme opérés par l'ETA, le fonctionnement interne de cette organisation, ses ressources financières, etc.

Kaufmann montre une certaine sympathie pour les militants de l'ETA, mais c'est le ton des chroniques judiciaires qu'il emploie pour décrire leurs actes.

Cela dit, à côté des anecdotes pas très intéressantes qui constituent une bonne part de ce li-

vre, deux parties sont quand même à retenir.

La première retrace les fondements et la genèse du mouvement nationaliste basque, depuis Arana-Goiri, ce bourgeois de Bilbao qui fonda à la fin du XIX^e siècle le Parti Nationaliste Basque et dont les écrits reflètent un nationalisme qui touche au racisme (« l'Espagnol est lâche et maladroit, il est peu intelligent et dépourvu d'adresse (...) Il n'est sur terre que pour être vassal et serf »), jusqu'à la fondation de l'ETA par une poignée de militants qui n'acceptaient plus l'inaction des notables du Parti Nationaliste Basque, en passant par la terrible répression (dont le Pays basque n'eut d'ailleurs pas l'exclusivité) qui suivit la vic-

toire de Franco à la veille de la Deuxième Guerre mondiale.

La seconde concerne le sort des militants anti-franquistes emprisonnés, les tortures tant physiques que morales, les conditions abominables de détention, l'héroïsme des militants qui « tenaient le coup » malgré tout et qui, de l'intérieur même des prisons, continuaient la lutte tant bien que mal.

Pour ces deux passages et pour eux seuls, on peut lire le livre de Kaufmann, tout en sachant que son seul mérite est d'être l'un des rares ouvrages qui abordent ces questions.

François ROULEAU.

Mourir au Pays basque, de J. Kaufmann - Editions Plon.

Aux Dossiers de l'écran :

Le problème viticole en France : un débat esquivé

Le Dossier de l'écran était consacré aux problèmes des viticulteurs. Il a été précédé par un film, *Ces grappes de ma vigne*, réalisé à partir d'un ancien feuilleton de la télévision, au demeurant médiocre !

Ce film relatait un épisode de la révolte des vignerons du Midi en 1907, notamment l'action de Marcellin Alebert et de son journal *Le Tocsin*, et la mutinerie du 17^e de ligne, envoyé par Clémenceau pour réprimer la révolte.

Bien des images de ce film, sur la condition paysanne ou sur la répression contre les paysans lorsqu'ils n'acceptent plus leurs conditions, semblaient évoquer ce qui se passe encore aujourd'hui...



Les conditions de vie des vignerons n'ont pas beaucoup changé depuis 1907. La répression non plus. Ici, l'enterrement du viticulteur tué à Montredon par les CRS.

(Norma)

Le débat lui-même devait laisser le spectateur sur sa faim. On y a en effet plus parlé du vin que des hom-

mes qui peinent pour le produire. Sur le plateau d'Alain Jérôme étaient réunis des représentants du gouvernement, un représentant du négoce, c'est-à-dire un capitaliste du commerce des vins, trois représentants des chambres syndicales, notamment Maffre-Beaugé, un des leaders des viticulteurs du Languedoc-Roussillon, un représentant des coopératives agricoles et un membre d'une association de consommateurs. Tous les participants axèrent le débat pour une large part sur la qualité et la composition des vins, avec force explications techniques sur les coupages. Tout au long du débat, les vrais problèmes n'ont été qu'effleurés. La misère de ces paysans a été très peu abordée. 80 % gagnent moins que le SMIC, les jeunes fuient la misère, les négociants n'achètent pas toute leur production qu'ils doivent donc détruire. Maffre-Beaugé a certes attaqué les négociants qui trafiquent le vin, les mélangent, pas pour assurer une meilleure qualité aux consommateurs mais pour accroître leurs profits, pour défendre leurs intérêts.

Mais ses critiques ont vite glissé, pour attaquer les négociants sur un point, à savoir que ceux-ci préfèrent importer du vin italien, et peut-être prochainement des vins espagnols si l'Espagne entre

dans le Marché commun. Ce débat s'est engagé alors sur le terrain des revendications nationalistes du style limitation de la concurrence déloyale des vins étrangers. Revendication sur laquelle Maffre-Beaugé a d'ailleurs trouvé un large soutien auprès des autres participants au débat.

De temps à autre, une sortie de Maffre-Beaugé, ou une question téléphonique, ramenait le débat vers le sort difficile des vignerons, mais rarement. Et au fond, on avait l'impression d'une sorte de solidarité entre représentants d'un monde du vin, dans lequel tous ceux qui vivaient de la vigne ou de son produit auraient des intérêts convergents.

Personne ne s'est attardé sur le fait que, comme dans tous les secteurs économiques de notre société, seul le profit capitaliste compte. Tel aurait dû être cependant le fond du débat : la dénonciation de l'anarchie de la production en régime capitaliste qui, sous la protection de l'Etat, impose aux travailleurs de la terre l'insécurité permanente et l'incapacité de vivre correctement de leur travail et aux travailleurs des villes des prix exorbitants pour des produits de qualité médiocre.

Lucienne PLAIN

Un livre à lire : 1907, la Révolte des Vignerons, de Félix Napo - Ed. Domaine Occitan Privat. - Prix : 22 F.

SELECTION

Samedi 29 janvier

ANTENNE 2 - 17 h 10 - *Des animaux et des hommes* : présentation des chiens des neiges (chiens des Pyrénées, chiens d'avalanche, etc.).

FR 3 - 20 h 30 - Théâtre : *Les Revenants*, d'Henrik Ibsen. Drame psychologique, avec Maria Casarès dans le rôle principal.

Dimanche 30 janvier

ANTENNE 2 - 11 h 30 - Concert :

Symphonie Concertante pour violon et alto en si bémol majeur, de Mozart.

TF 1 - 19 h 15 - *Les animaux du monde* : Les animaux de l'extrême sud de l'Afrique, dans la région du Cap, et en particulier les gros lézards appelés varans.

TF 1 - 20 h 30 - Film : *Et Dieu créa la femme*, de Roger Vadim, avec Brigitte Bardot et J.L. Trintignant.

FR 3 - 22 h 30 - Film : *Fury*, de Fritz Lang, avec Spencer Tracy. Un homme victime de la justice.

Lundi 31 janvier

FR 3 - 20 h 30 - *Les Temps modernes*, de Charlie Chaplin. Un film à voir absolument ou à revoir qui, dans le procès du machinisme et de la société américaine des années 30, dresse un violent réquisitoire contre le monde capitaliste et son cortège de chômeurs, de misère, de violence.

FR 3 - 20 h 30 - Film : *La ligne de démarcation*, de Claude Chabrol, avec Jean Seberg, Maurice Ronet. En France, en 1941, le difficile passage entre la zone occupée et la zone « libre ».

Mardi 1^{er} février

ANTENNE 2 - 20 h 30 - *Les Dossiers de l'écran* - si l'on peut dire. Car l'émission est consacrée à un entretien « en direct de l'Elysée, avec M. Valéry Giscard d'Estaing ». De surcroît, cet entretien ne sera que très relativement en direct puisque les interlocuteurs sont sélectionnés par avance, par la SOFRES, et

qu'il ne sera pas possible d'appeler S.V.P. en cours d'émission. FR 3 - 20 h 30 - Film : *Le Voleur qui vient dîner*, de Bud Yorkin, avec Ryan O'Neal et Jacqueline Bisset. Les aventures d'un voleur de bijoux.

Mercredi 2 février

FR 3 - 19 h 40 - *Tribune Libre* : La CGT et Henri Krasucki, sur le thème « le roi boit, les travailleurs trinquent ».

ANTENNE 2 - 23 h 10 - *Jazz* : Hommage à Jelly Roll Morton. Avec Bob Green, Joe Venuti, etc.

Jeudi 3 février

FR 3 - 20 h 30 - Film : *Les Caprices de Marie*, de P. de Broca, avec Marthe Keller, Philippe Noiret. Une comédie sentimentale très banale.

TF 1 - 21 h 30 - Soixante minutes pour convaincre : *Michel Rocard*. Celui-ci a choisi pour thème : « Pour la vérité des revenus et de l'impôt ».

Vendredi 4 février

TF 1 - 20 h 30 - Théâtre : *La Mamma*, d'André Roussin. Comédie burlesque.

FR 3 - 20 h 30 - *Vendredi : Service public*, propose une émission sur le thème « La fatigue à l'école ». Un débat qui réunira des docteurs, des enseignants et des parents d'élèves.

ANTENNE 2 - 22 h 45 - Film : *Noces*, d'Andrej Wadja. Le réalisateur de *Kanal* et de *Cendres et diamant*, propose ici une évocation poétique et satirique du passé et du présent de la Pologne.

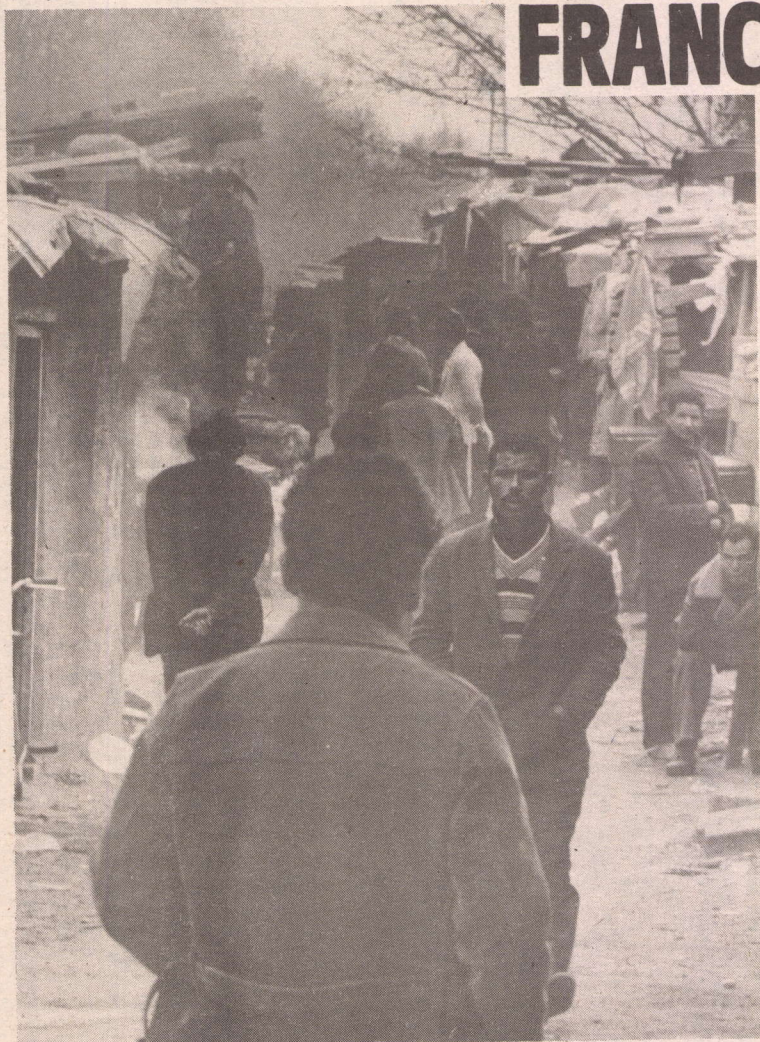
MOTS CROISES

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

HORIZONTALEMENT. — I. En général, manquent de naturel. — II. Faisait du neuf avec du vieux. — III. Ce n'est ni de l'amour, ni de la rage - Lieu de bonheur. — IV. Glouton de l'or noir - Se fait avec de la ficelle. — V. Période - Retourné : engraisait le curé. — VI. Résoudre de façon brutale un problème d'urbanisme - Il en est qui les préparent trop épicés. — VII. Avec ça on voguait plus vite qu'à la godille. — VIII. Font du jus. — IX. Dangereuses quand elles sont fines - Dément. — X. Quand il trime... - Suit des moutons, sans être moutonnier.

VERTICALEMENT. — 1. Contrairement aux apparences, pas toujours vrai entre frères. — 2. Poisson pilote - Symbole coïteux. — 3. Ensablent les portugaises - Les petits du CNPF. — 4. Attire l'attention - Un basque qui se jette dans la Méditerranée. — 5. Là, les tuiles sont toujours pour les autres. — 6. Emportement ancestral - En prose et en vers. — 7. Préposition - Comme les petits blancs lyonnais. — 8. Les patrons n'ont que ça à la bouche. — 9. En Europe à l'envers - Certains n'ont pas cru devoir le faire et courent encore. — 10. Ainsi se mesurent les forêts décapitées - Pour mener grand train.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	C	I	D	I	F	I	A	N	T
II	S	A	N	A	S		C	R	E	E
III	T	R	E	M	P	A	I	E	N	T
IV	R	A	L	E		C		S	N	E
V	O	U	E		I	C	I		I	R
VI	N	A	G	A	S	A	K	I		E
VII	O	N	A	N		L	E	T	A	L
VIII	M	I	N	I	U	M		O	I	L
IX	I	N	T	E	R	I	E	U	R	E
X	E	G	E	R	I	E	S		E	S



Un des nombreux bidonvilles où sont entassés les travailleurs émigrés, celui de Nice. (Norma)

FRANCE, MÈRE-PATRIE

de Guy BARBERO

Il s'agit d'un film militant contre le racisme et particulièrement contre celui qui sévit en France contre les travailleurs nord-africains.

Parti d'un fait divers authentique, le meurtre d'un jeune Algérien par des racistes, le metteur en scène, Guy Barbero, montre comment des centaines de milliers d'hommes vivent quotidiennement coincés entre le besoin et la peur. La caméra filme leur vie dans la région parisienne, leur famille, leur travail, leur isolement au sein de la population, leurs espoirs et la misère des plus déshérités.

Visiblement réalisé avec très peu de moyens, ce qui explique sans doute la mauvaise qualité du son et de l'image, le film est cependant attachant. Non exempt de maladresses et parfois même de schématisations outrancières, il vise pourtant juste dans sa dénonciation du racisme;



le racisme ordinaire, celui qui est si répandu dans les bistrots, les chantiers; le racismisme qui est dispensé par une presse ignoble, celui qui arme la main de ceux qui passent des paroles aux actes.

Ce que le film montre très justement, c'est qu'il n'y a pas de racisme inoffensif. Des propos de bistrots racistes au café qui affiche la pancarte « Si tu n'a pas d'essence, mets un Arabe dans ton moteur », tous encouragent effectivement les criminels d'aujourd'hui et tous ceux qui nous préparent des camps de concentration.

Rares sont les films qui ont le courage d'aborder ce problème. Celui-ci le fait, et de manière percutante, car la voix des plus opprimés n'y est pas étouffée.

Michèle DUCHENE

Jean Renoir (9°).

L'APPRENTI SALAUD

de Michel DEVILLE

Un employé modèle de quincaillerie qui, en célibataire endurci, mène une existence ponctuelle et paisible, voit sa vie prendre un nouveau tournant avec la mort accidentelle de sa mère.

Rejetant la routine, il se lance, à l'approche de la cinquantaine, dans l'escroquerie qui, si il en croit les journaux, lui permettra d'acquiescer bien sûr de l'argent, mais plus encore la renommée. Pour cela, il décide d'utiliser ses économies et l'héritage maternel.

Et dans cette nouvelle vie, notre héros retrouve une nouvelle jeunesse. Comme un jeune homme, il s'éprend et charme une jeune fille de 22 ans qui s'ennuie dans son triste emploi dans l'étude d'un notaire de Belle-Isle. Robert Lamoureux et Christine Dejouix vivent leur aventure amoureuse et financière à toute vitesse et en toute folie.

On y rit beaucoup, surtout aux dépens des notaires et autres notabilités provinciales.

Paul SOREL.

Cluny Palace (5°) - Colisée (8°) - Montparnasse Pathé (14°) - Victor-Hugo (16°) - Caravelle (18°) - Français (9°) - Fauvette (13°) -

TODO MODO

d'Elio PETRI

Elio Petri voulait faire une satire politique des milieux du pouvoir en Italie. Le moins que l'on puisse dire c'est que ce n'est pas une réussite.

Il nous enferme pendant près de deux heures dans un couvent du XXI^e siècle (ou presque), avec une vingtaine de hauts personnages italiens, tous membres du Parti (sous-entendu la Démocratie Chrétienne), dont une poignée de ministres, des grands hommes d'affaires, des journalistes en vue, etc., venus là pour une retraite plus ou moins volontaire sous la houlette d'un prêtre ambitieux, cruel et vengeur. Petri évoque leurs caprices de gamins, leurs velléités, leur soif de pouvoir, leurs problèmes sexuels, leurs perversités, leur hypocrisie, en un mot : leur abjection. Et comme tout espoir n'est pas perdu que la justice reprenne ses droits, ils sont assassinés les uns après les autres, au cours de leur retraite.

Cela se veut évidemment hautement symbolique. Mais la satire de la Démocratie Chrétienne est totalement ratée. L'action elle-même se perd dans des mystères qui ne font que s'épaissir. Et le tout est surtout prétexte à un film malsain et pénible, qu'il est bien difficile de regarder jusqu'au bout.

Dominique CHABLIS.

Vendôme (2°) - Studio des Ursulines (5°) - Bonaparte (6°) - Biarritz (8°).

LE GANG

de Jacques DERAY

Une succession de hold-up organisés par cinq compères, dans le Paris de l'après-guerre, ne suffit pas à faire un film policier. Alain Delon, déguisé en jeune homme frisé, chef un peu risqué tout, se dépense mais ne parvient guère à donner de la consistance à son personnage. Son amie, elle, doit jouer le rôle de la femme au foyer d'un gangster. Et à l'ennui s'ajoute le ridicule.

Quelques rares scènes font sourire, mais ce film, largement distribué, peut sans regret être évité.

Stéphane LAROCHE

Notamment au : Berlitz (2°) - Cluny Palace (5°) - Bosquet (7°) - Montparnasse 74 (14°) - Gambetta (20°).

Sunday too far away

de Ken Hannam

En Australie, l'élevage des moutons pour leur laine est une véritable industrie, dans laquelle la tonte joue évidemment un rôle important. C'est la vie des ouvriers chargés de ce travail que décrit **Sunday too far away**.

Ouvriers saisonniers, ils sont à la merci des contre-maîtres qui viennent recruter dans les villes au début de

chaque campagne. Une fois embauchés, ils restent des semaines et des semaines dans une ferme isolée, loin de toute vie sociale. Alors, pour tromper l'ennui et la solitude, ils passent leurs heures de loisir à boire.

Le reste du temps, heure après heure, ils s'acharnent à faire du rendement, à la limite de leurs forces s'il le faut. D'abord parce qu'ils sont payés

à la pièce. Ensuite parce qu'avoir été le meilleur tondeur d'une équipe est une garantie d'embauche pour la prochaine campagne, en même temps qu'un des rares motifs de fierté qu'ils peuvent se permettre.

C'est sans complaisance que Ken Hannam peint la solitude et la misère morale de ces hommes. Ce ne sont pas des héros sans tâche. Ils

sont écrasés par l'exploitation. Mais il règne une certaine fraternité entre ces hommes et ils ont une dignité qu'à l'occasion ils savent faire respecter.

Sunday too far away est un film passionnant, rude sans doute, mais vrai.

François ROULEAU

Studio Médicis (5°).

SELECTION

Films récents

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF : Un réquisitoire contre la justice.

Rex (2°) - Bretagne et Odéon (6°) - Normandie (8°) - Paramount Opéra (9°) - UGC Gobelins (13°) - Paramount Orléans (14°) - Magic (15°) - Paramount Maillot (17°) - Moulin Rouge (18°).

BARRY LYNDON : Une fresque de l'Europe aristocratique de la fin du XVIII^e siècle.

Impérial (2°) - Hautefeuille (6°) - Colisée (8°) - PLM St-Jacques (14°) - Convention (15°) - Clichy Pathé (18°) - Gambetta (20°).

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE : L'enfance pauvre du futur séducteur dans la Venise du XVIII^e siècle.

Paramount Marivaux (2°) - Hautefeuille (6°) - 14-Juillet (6°) - Ellysées Lincoln (8°) - 14-Juillet (11°).

DERSOU OUZALA : Dans la taïga, les aventures et la fraternité qui lient un officier explorateur et un chasseur.

Paramount Marivaux (2°) - Studio Alpha (5°) - Arlequin (6°) - Paramount Ellysées (8°) - Paramount Gaîté (14°).

1900 : Paysans et maîtres dans un petit village italien, de l'aube du fascisme à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

1^{re} partie : Grands Augustins (6°).

2^e partie : UGC Opéra (2°) - Templiers (3°) - Styx (5°) - Marbeuf (8°).

LA PREMIERE FOIS : Les aventures pleines d'humour et de tendresse d'un adolescent.

Gaumont Théâtre (2°) - Montparnasse 83 (6°) - Biarritz (6°).

LE VOYAGE AU BOUT DU MONDE : L'expédition merveilleuse de Cousteau dans l'Antarctique.

Trois Haussmann (9°) - Calypso (17°).

AFFREUX, SALES ET MECHANTS : Une dénonciation, d'un humour très noir, de la vie dans un bidonville de la banlieue de Rome.

St-Germain-Huchette (5°) - 14-Juillet (6°) - Marignan et St-Lazare Pasquier (8°) - Cambrone (15°).

JONAS QUI AURA 25 ANS EN L'AN 2000 : Film sympathique sur huit personnages, huit ans après Mai 68.

Quintette (5°) - 14-Juillet (11°) - Athéna (12°) - Olympic (14°).

Films plus anciens

CHANTONS SOUS LA PLUIE : Un des chefs-d'œuvre de la comédie musicale américaine.

Luxembourg (6°) - Ellysées Point Show (8°).

LE BAL DES VAMPIRES : Une parodie très drôle des films

d'épouvante.

Luxembourg (6°).

FANTASIA : Quelques grandes œuvres musicales illustrées par Walt Disney.

Ellysées Point Show (8°).

MADO : Affairistes et politiciens, dans une ville de province. Studio République (11°).

MARX BROTHERS AUX GRANDS MAGASINS : Comédie burlesque.

Luxembourg (6°).

ALEXANDRE NEWSKI : Le mythe de la création de la patrie russe, revu et corrigé par le génie d'Eisenstein.

Le Seine Cinéma (5°).

LAWRENCE D'ARABIE : Comment un officier britannique se fait le chantre du nationalisme arabe pour les intérêts de l'impérialisme anglais.

Action République (11°).

REMPART D'ARGILE : La vie d'un village berbère au cœur du Sahara.

Théâtre Présent La Villette (19°).

JAZZ A NEWPORT : Les grandes vedettes du jazz des années 1960.

Action Christine (6°).

Signalons la reprise de **LITTLE BIG MAN**, évoquant la vie des Cheyennes. Tous les jours à 14 heures 30, à La Boîte à Films dans le cadre d'un festival Dustin Hoffman.

L'INDICE BAISSÉ, LES PRIX MONTENT

L'annonce triomphale de l'indice de décembre ne manque pas de comique : que d'efforts déployés pour nous persuader que les prix n'augmentent pratiquement plus !

A grand renfort de publicité, les surprenants 0,3 % de décembre sont montés en épingle, tout à la gloire de Barre qui a dû dépenser des trésors d'énergie et de ruse — il faut bien l'avouer — pour empêcher l'indice de l'année de franchir les fatidiques 10 %.

Au dernier moment, ça a bien failli rater. Une vraie chance que les savants spécialistes de l'INSEE ignorent le nombre 0,4 ! Mais, c'est bien connu : ils ne comptent pas comme tout le monde.

Et puis, depuis les trois mois que Barre bloque les prix, c'était bien logique que ça marche un peu le dernier mois, d'autant plus qu'en janvier — c'était promis — les

prix pourraient augmenter de plus belle sans même que cela se voie trop, grâce à la baisse de la TVA.

Alors, aujourd'hui, les 0,3 % sont là, chiffre mirobolant et pour tout dire incroyable, dont il faut profiter pour faire croire l'incroyable aux travailleurs et leur donner la foi en Barre et en son plan. Il s'agit de justifier le blocage des salaires et de faire accepter qu'il se poursuive.

Ce n'est pas une petite affaire : Barre a pu s'en rendre compte lui-même au cours de sa tournée dans le Centre. Et il faut faire vite car les prix risquent de remonter, pas trop en janvier peut-être, grâce à la baisse de la TVA, mais un peu plus tard, en mars ou en avril, après les élections municipales par exemple.

Et puis, il n'y a aucune raison de passer sous silence des chiffres qui tombent si bien à quelques semaines des

municipales, en pleine zizanie de la majorité. Gageons que Chirac ne les contestera pas.

Alors, même si l'opération est montée de toutes pièces — et qu'elle ne signifie abso-

lument rien quant à l'évolution des prix dans les mois à venir — ça valait tout de même la peine que Barre s'y consacre. D'ailleurs, si ces gens-là ne s'employaient pas

à essayer de berner les travailleurs, on se demande bien de quelle utilité ils seraient aux patrons.

Dominique CHABLIS

Majorité : Paris canaille

C'est le spectacle d'un véritable panier de crabes que la droite nous donne. Et, plus les élections approchent, plus les crabes s'agitent.

Au moment où sévit la crise économique, ces hommes politiques qui prêchent le calme, l'esprit de sacrifice et l'austérité se livrent à une course effrénée pour les postes, les sinécures, les pots de vin. Bref, chacun en veut une part et la mairie de Paris représente, avec son budget de 7 milliards, la multitude des postes qu'elle permet de procurer, les milliers de permis de construire qu'elle délivre chaque année, un gros morceau. Cela suffit à déchaîner les passions au sein de la majorité et il n'est guère étonnant que Républicains Indépendants et RPR se déchirent à belles dents autour d'elle.

Giscard serait vraiment un bon à rien si son poste de président ne lui permettait pas d'assurer à ses amis une belle part du gâteau. D'un autre côté, si Chirac s'est imposé à l'UDR, c'est bien parce qu'il se faisait fort d'empêcher les RI de reprendre les places à celle-ci. C'est dire qu'il ne peut laisser sans combat les Républicains Indépendants mettre la main sur Paris.

Alors, c'est la curée. Politiciens et ministres y consacrent toute leur énergie.

L'étalage de cette convoitise sans retenue n'est certes pas nouveau dans la V^e République, bien dans la tradition des autres d'ailleurs. Qu'on se souvienne de l'empressement de tout un chacun à annoncer sa candidature à la succession de Pompidou, avant même que celui-ci soit enterré.

Et toutes les échéances électorales donnent lieu au même spectacle, car les élections ne sont pour tous ces gens-là qu'une occasion de se repartager les sinécures.

Mais ce spectacle, aussi ridi-

cule soit-il, ne prête pas pour autant à rire, lorsqu'on sait que ce sont ces gens-là qui exercent le pouvoir, qui décident pour nous des salaires, des fermetures d'usines, des augmentations de prix.

Le dégoût qu'ils peuvent inspirer aux travailleurs ne garantit pas qu'ils soient battus aux prochaines élections. La majorité divisée pourrait même peut-être en sortir plus forte que si elle était restée sagement unie derrière Giscard. Car la politique de ce dernier, qui se voulait pourtant astucieux et habile en faisant passer quelques réformes, du style de l'avortement et du droit de vote à 18 ans, susceptibles de plaire à la gauche sans coûter un sou, ne plaît pas à toute la droite. Loin s'en faut. Le libéralisme de façade, c'est encore trop pour la droite la plus bête du monde.

Chirac, qui s'était accroché par son arrivisme au char de Giscard en 1974, manie maintenant une démagogie susceptible de lui rallier cette droite-là. En même temps qu'il prend le risque, en refusant la médiation de Barre, de faire éclater la majorité et de provoquer des élections législatives anticipées, il se pose en rassembleur de la droite et en meilleur défenseur des intérêts de la majorité.

Et grâce à la démagogie des uns et des autres, au jeu des fausses promesses, aux clientèles respectives des RI et du RPR, la majorité pourrait peut-être encore l'emporter aux prochaines législatives. C'est bien en quoi ces élections sont un piège dont les travailleurs n'ont rien à attendre.

Alors, face à la curée électorale, ces derniers n'ont ni à se réjouir ni à s'attrister, mais à se préparer à se battre sur un autre terrain pour défendre leurs intérêts.

D.C.



L'HOMME ORCHESTRE

Quand Raymond Barre avait, en septembre dernier, donné lecture à l'Assemblée de son programme, on avait, à en croire la presse, assisté à la naissance d'un tribun. Et puis, avec les apparitions de Barre à la télévision, les journalistes étaient devenus plus discrets sur le sujet.

Ce n'était que partie remise. Barre s'est fait chahuter par les manifestants ouvriers devant l'hôtel de ville d'Orléans puis, le lendemain, par des paysans en colère, mais il a fait front ! Il paraîtrait même qu'il a fait taire les premiers... en leur disant qu'ils pouvaient crier autant qu'ils le voulaient. C'est ça, l'autorité d'un Premier ministre.

Quant aux seconds, il les a matés en descendant la grande rue d'Aubigny-sur-Nère « comme dans un western, les mains sur les hanches », dicit France Soir. Tribun, cowboy, décidément Barre surprend tout le monde. Il paraît même qu'il serait économiste...

Pierre VERNANT

JUSTICE DÉMOCRATIQUE ET JUSTICE DE CLASSE

Deux projets de loi sont en préparation, l'un concernant la modification de la composition des jurys d'assises, l'autre relatif au secret des enquêtes et de l'instruction.

En ce qui concerne le mode de désignation des jurys d'assises, il serait question de remplacer le système actuel de désignation des jurés par un tirage au sort, à partir des listes électorales, d'un nombre équivalent d'hommes et de femmes.

Par ailleurs le secret de l'enquête et de l'instruction serait levé, selon le rapport, pour les parties, les témoins, les auxiliaires de justice, avec l'autorisation du magistrat mandant, et les magistrats eux-mêmes, dont le juge d'instruction. Cela, sous réserve de leur responsabilité pénale.

Cette réforme va dans le sens d'une certaine levée du secret qui entoure la justice, qui devrait en paraître plus « populaire ». On se souvient que c'est au nom d'atteinte au secret de l'instruction que le juge Pascal fut poursuivi à la suite de l'affaire de Bruay-en-Artois.

Ces deux réformes, réclamées par les contestataires de la magistrature, si elles étaient effectives, seraient le résultat du combat mené par les « jeunes juges » qui ont su courageusement faire parler d'eux en dénonçant des aspects parmi les pires de la justice.

Mais cela ne fera pas une grande révolution pour autant dans le domaine judiciaire.

Avoir le droit de rompre le se-

cret de l'instruction et des enquêtes ne signifie pas pour autant qu'il se trouvera beaucoup d'individus pour avoir le courage de le faire. Cela signifierait encore moins qu'il y aura un réel contrôle de la population sur la justice qu'on prétend exercer en son nom. Car les pressions qui peuvent s'exercer sont multiples, qu'il s'agisse de l'avancement ou même du risque... de se retrouver en justice, lorsqu'on ne fait pas partie des puissants de ce monde.

A deux réformes près, la justice resterait donc, même au cas où elles seraient adoptées, assez semblable à elle-même. Elle resterait une justice de classe.

L.G.